

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20221116-lmc1179026-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 21 novembre 2022
Date d'affichage : 21/11/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 16 novembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	16	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center">N° 22/11/301</p> <p align="center">RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES PROVENCE- ALPES-COTE-D'AZUR CONCERNANT LA GESTION DE L'ASSOCIATION HYERES TOULON VAR BASKET (HTVB)</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Philippe BERNARDI, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 16 novembre 2022

N° D' O R D R E : 22/11/301

**O B J E T : RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES DE LA
CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES PROVENCE-
ALPES-COTE-D'AZUR CONCERNANT LA GESTION DE
L'ASSOCIATION HYERES TOULON VAR BASKET
(HTVB)**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Juridictions Financières et notamment son article L 243-6,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le courrier de la Chambre Régionale des Comptes Provence-Alpes-Côte-d'Azur en date du 25 août 2022, reçu le 29 suivant par les services de la Métropole,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 02 novembre 2022,

CONSIDERANT que la Chambre Régionale des Comptes Provence-Alpes-Côte-d'Azur a adressé le rapport d'observations définitives relatif à la gestion de l'association « Hyères Toulon Var Basket » (HTVB),

CONSIDERANT que conformément aux dispositions précitées, ce rapport est communiqué au Conseil Métropolitain lors de sa plus proche séance et donne lieu à un débat,

CONSIDERANT que ce rapport a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de la séance du Conseil Métropolitain du 16 novembre 2022 et a été joint à la convocation adressée aux membres de l'Assemblée,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre acte de la communication du rapport et de la tenue du débat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

PREND ACTE de la transmission du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Provence-Alpes-Côte-d'Azur concernant la gestion de l'association « Hyères Toulon Var Basket » (HTVB).

ARTICLE 2

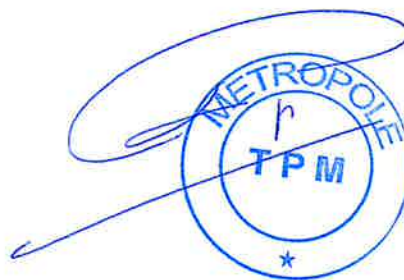
PREND ACTE de la tenue du débat portant sur ce rapport.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

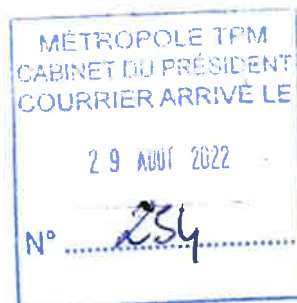
CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Philippe LEROY.

Chambre régionale
des comptes

Provence-Alpes-Côte d'Azur



Marseille, le 29 AOUT 2022

LE PRÉSIDENT

Dossier suivi par : Bérénice FATELA, greffière
04 91 76 72 65
pacagrefe@crtc.ccomptes.fr

Réf. : GREFFE/BF/HT/n° 2022-1369

Objet : observations définitives relatives au contrôle des comptes et de la gestion de l'association Hyères-Toulon-Var-Basket (HTVB)

P.J. : 1 rapport d'observations définitives

Recommandé avec accusé de réception
2C 151 920 3306 4

à

Monsieur Hubert FALCO
Président de la métropole
Toulon Provence Méditerranée (TPM)
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 09

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport comportant les observations définitives de la chambre sur la gestion de l'association Hyères-Toulon-Var-Basket (HTVB) concernant les exercices du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2020 pour lequel, à l'expiration du délai d'un mois prévu par l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, la chambre n'a reçu aucune réponse écrite destinée à y être jointe.

Je vous rappelle que ce document revêt un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger. Il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante, au cours de laquelle il donnera lieu à débat. Dans cette perspective, le rapport sera joint à la convocation adressée à chacun de ses membres. En application de l'article R. 243-14 du code des juridictions financières, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Ce document est également transmis aux autres collectivités qui lui ont apporté un concours financier ainsi qu'au représentant légal de l'organisme qui **respectivement** le présenteront à la prochaine réunion de leur assemblée délibérante et de leur organe collégial de décision.

Dès la tenue de l'une de ces réunions, le rapport pourra être publié et communiqué à toute personne en faisant la demande, dans les conditions fixées par le code des relations entre le public et l'administration.

Nacer MEDDAH



RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

ASSOCIATION HYÈRES TOULON VAR BASKET (département du Var)

Exercices du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2020

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés,
a été délibéré par la chambre le 6 avril 2022

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	7
RECOMMANDATIONS	9
PROCEDURE	10
INTRODUCTION.....	11
1 PRÉSENTATION DU CLUB	14
1.1 Historique du club.....	14
1.2 Nature des activités et modalités d'intervention	15
1.2.1 Profil des licenciés.....	15
1.2.2 L'activité du centre de formation.....	16
1.2.3 Les activités menées par le HTVB pour former aux métiers du sport et transmettre les valeurs du vivre ensemble.....	20
1.3 Relations entre l'association et la société HTV Basket	23
1.3.1 Présentation synthétique de la société	23
1.3.2 La convention liant l'association à la société sportive HTV Basket	24
1.4 La gouvernance de l'association	26
1.4.1 Les membres de l'association	26
1.4.2 Les assemblées générales	27
1.4.3 Le comité de direction	32
1.4.4 Le bureau et son président	35
1.5 Équipes et moyens mobilisés en interne	36
1.5.1 Les salariés de l'association.....	36
1.5.2 Répartition de la masse salariale.....	37
1.5.3 Typologie des contrats de travail	38
1.6 Ressources et partenariats	38
1.6.1 Partenariats avec les collectivités locales	38
1.6.2 Ressources et partenariats avec des acteurs privés (entreprises, autres associations.....)	43
2 SITUATION ET ANALYSE FINANCIÈRE.....	44
2.1 Des comptes impactés par des dettes fiscales et sociales ainsi que par une dette conséquente à l'égard de la société professionnelle	44
2.1.1 Des comptes non certifiés par le commissaire aux comptes pendant plusieurs exercices du fait de problèmes de comptabilisation de dettes et créance fiscales.	44
2.1.2 Une dette importante et ancienne envers la société sportive	45
2.2 Le fonctionnement	48
2.2.1 Structure des recettes	49
2.2.2 Structure des charges de fonctionnement	53
2.3 La structure du bilan : patrimoine, fonds associatifs, dettes	56
2.4 L'impact de la crise de la covid-19 : des difficultés majeures de fonctionnement mais un impact financier à court terme positif.....	59
2.5 Les comptes du centre de formation	61

3 LA VENTE DES TITRES ET DES DROITS ADMINISTRATIFS ET SPORTIFS RATTACHÉS À L'ÉQUIPE PROFESSIONNELLE	62
3.1 Les difficultés économiques de la société sportive professionnelle	62
3.2 La cession par l'association des actions de la SASP HTVB, indissociablement liée à celle des droits sportifs et administratifs qu'elle détenait également.....	63
3.3 Une cession des titres et des droits sportifs entachée de nombreuses irrégularités.	66
3.3.1 Le non-respect des règles d'incompatibilités prévues par l'article R. 122-8 du code du sport sur les fonctions de direction entre une société professionnelle et son association support.....	66
3.3.2 La transformation de la SAOS en SASP a été décidée en AGE sans que l'association actionnaire ne soit représentée et sans qu'elle l'approuve.....	67
3.3.3 L'association a procédé, juste avant la vente du club, à des rachats irréguliers d'actions de la SASP auprès de certains particuliers	68
3.3.4 Le mandat sur la base duquel un avocat a négocié la cession des actions de l'association dans la SASP et des droits sportifs rattachés au club professionnel est irrégulier	68
3.3.5 Une assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2018 entachée de nombreuses irrégularités.	71
3.3.6 La validation de la cession des droits sportifs par la FFBB.....	74
3.3.7 Une cession dont le prix n'a toujours pas été réglé à l'association.....	76
ANNEXES	77

SYNTHÈSE

Association sportive la plus importante du Var dans sa discipline, le Hyères Toulon Var Basket a exercé, entre 2005 et 2018, le rôle d'association support d'une équipe professionnelle engagée pendant plusieurs saisons entre la Pro-A et la Pro-B, divisions les plus élevées du championnat de basketball français. Depuis 2018, elle constitue l'entité unique composant le club HTVB, rassemble un peu moins de 400 licenciés et dispose d'une équipe première qui évoluait, lors de la saison 2020/2021 en Nationale masculine 2 (4^e division).

Dotée d'un budget de près de 600 000 € de produits lors de la saison sportive 2019/2020 – dont 74 % de subventions publiques – l'association connaissait au 30 juin 2020 une situation financière fragile, marquée notamment par deux derniers exercices déficitaires. La diminution de 80 % en deux ans des subventions accordées par le département du Var, notifiée à la fin de la saison sportive et seulement en partie compensée par le soutien de la métropole TPM, des communes de Toulon et Hyères, constitue une première raison de ce déficit. La politique salariale de l'association s'est traduite par un doublement de la masse salariale sur les deux dernières saisons et constitue une seconde composante de ces résultats financiers.

La saison 2020/2021, marquée par la crise sanitaire et l'absence totale de compétition sportive, a eu un impact négatif très fort sur l'activité de l'association et sur sa mission sportive et sociale. Sur le plan budgétaire et financier, cette crise constitue en revanche, à court terme, une opportunité pour redresser les comptes de l'association. La chambre a évalué « l'effet covid » en 2020-2021 à environ 90 000 € sur le budget du club.

S'agissant de la gouvernance de l'association, la chambre a relevé de graves manquements dans le fonctionnement des assemblées générales (AG) et du comité de direction. Elle a en particulier constaté un défaut de transparence sur la situation financière de l'association et de la société sportive – dont l'association était l'un des principaux actionnaires – voire une présentation tronquée de certains éléments de gestion. Ainsi, la situation était invariablement décrite comme saine en faisant régulièrement référence à la « bonne santé » financière de l'association alors qu'elle devait faire face à des arriérés de paiement conséquents de dettes fiscales et sociales non comptabilisés, justifiant un refus réitéré de certification des comptes par le commissaire aux comptes depuis 2012 et jusqu'en 2017.

De 2007 à 2018, l'association HTVB était liée par une convention de gestion à la société sportive professionnelle HTVB. La première était en charge du centre de formation et de la pratique sportive amateur. Elle était également détentrice des droits sportifs permettant à l'équipe première d'évoluer en championnat professionnel. La seconde était en charge de la conduite de l'équipe professionnelle. La chambre relève que ces deux entités ont fait l'objet d'une gestion marquée par une confusion certaine, caractérisée notamment par le non-respect des règles d'incompatibilités définies par l'article R. 122-8 du code du Sport auxquelles doivent être soumis les dirigeants des deux structures, ainsi que par la prise en charge par l'association de nombreuses dépenses de la société professionnelle.

Entre 2005 et 2018, la société professionnelle a facturé pour 2,5 M€ de prestations diverses à l'association. L'essentiel des factures a été produit entre 2005 et 2011 occasionnant la création d'une dette de l'association à l'égard de la société dont le pic a atteint plus de 651 000 € en 2010. La chambre estime qu'il s'agit là d'un transfert irrégulier, au profit de la société, de fonds attribués par les collectivités locales à l'association.

Placée en situation de redressement judiciaire dès 2013, la société avait notamment fait valoir devant le tribunal de commerce cette créance sur l'association pour obtenir un plan de continuation et justifier sa capacité à rembourser plus de 1 M€ de dettes qu'elle avait contractées auprès de différents créanciers. Compte tenu des remboursements effectués chaque année par l'association, cette dette s'élevait encore à 241 000 € en juin 2018, au moment de la vente de la société professionnelle.

*Au cours de l'été 2018, les actionnaires de la société anonyme sportive professionnelle (SASP) HTV Basket, au sein desquels l'association HTV Basket détenait 45,4 % des parts du capital, ont cédé l'intégralité de leurs titres à des investisseurs américains issus du milieu de la NBA. Ces derniers ont ensuite déménagé le siège social de la société à Paris. Cette cession a été validée par la **fédération française de basketball**, seule autorité administrative en capacité d'approuver ce type d'opération, sans pour autant qu'aucun dirigeant de l'association ou partenaire local du club ne soit préalablement entendu.*

La chambre a pu examiner les conditions de cette cession d'actions et de droits sportifs par l'association. Il ressort des différentes étapes du processus de décision ayant conduit à ce choix, des irrégularités nombreuses et majeures.

La chambre constate ainsi que l'AGE du 11 juin 2018 destinée à valider la cession par l'association à un investisseur américain, des actions de la société et des droits sportifs, s'est tenue dans des conditions irrégulières. Sur le fond, les membres présents ont été mis devant le fait accompli afin de valider, dans la précipitation, deux cessions hautement stratégiques pour l'association, sans pour autant disposer de scénario alternatif, de précision sur le prix de vente ou encore sur la base d'arguments qu'ils découvriraient en temps réel. Cette AG a en outre fait exception à la pratique coutumière consistant à inviter les représentants des collectivités locales partenaires.

La cession des actions et des droits était d'ailleurs d'ores et déjà actée dans le cadre d'un protocole signé en mai 2018 par un avocat au nom de l'association. Le mandat sur la base duquel cet avocat a signé le protocole est irrégulier. Il a été accordé par la présidente qui n'en avait pas la capacité et sans qu'aucune instance collégiale de l'association ne se soit jamais prononcée auparavant sur ce dossier de cession. Il confiait en outre à l'avocat un mandat sans limite pour signer la vente au prix qui lui semblerait bon. La chambre s'étonne, dans ces conditions, que l'association ait procédé, peu de temps avant cette cession, à des rachats d'actions de la société auprès de personnes physiques, et ce à leur valeur nominale, très supérieure à celle retenue ultérieurement lors de la cession aux investisseurs américains.

*Depuis la saison sportive 2018/2019, l'association HTV Basket demeure la seule **structure juridique** en charge d'encadrer à la fois la pratique amateur du basketball, le pilotage du centre de formation du club et la gestion des équipes d'élite du club – au premier rang desquelles l'équipe masculine évoluant lors de la dernière saison sportive 2020/2021 en NM2 (4^e division française).*

*La perspective de structurer de nouveau le club en deux entités, une association et une nouvelle société sportive professionnelle, s'avère un scénario envisagé à moyen terme par les dirigeants de l'association. L'arrivée d'investisseurs privés locaux désireux de construire un projet sportif ambitieux et reposant sur une nouvelle mécanique économique, doit conduire les dirigeants du club, ainsi que leurs partenaires publics, à appréhender les **recommandations** du présent rapport comme le moyen de ne pas répéter les erreurs commises par le passé et à sécuriser, tant sur le plan juridique que financier, les actes de gestion de l'association.*

RECOMMANDATION

Recommandation unique : Mettre en place une comptabilité analytique fiable permettant d'identifier le budget propre du centre de formation.

PROCÉDURE

La chambre a examiné les comptes et la gestion de l'association Hyères Toulon Var Basket (HTVB) à compter du 1^{er} juillet 2014 et jusqu'au 30 juin 2021.

L'entretien de fin de contrôle s'est tenu le 28 avril 2021 avec le président de l'association M. Grasser, au siège de l'association.

Les autres entretiens de fin de contrôle ont également eu lieu à la même date, au Palais des Sports de Toulon, pour ce qui concerne M^{me} Laffanour, présidente de l'association du 23 juin 2017 au 27 janvier 2019, et au gymnase des Rougières, s'agissant de son prédécesseur M. Leonis, lequel avait assumé la présidence de l'association de manière continue depuis décembre 2005.

Le dernier président en fonction pendant la période contrôlée a produit ses observations par un envoi du 27 novembre 2021. Les précédents présidents sur la période de contrôle n'ont en revanche produit aucune observation en réponse au rapport d'observations provisoires.

Des extraits du rapport d'observations provisoires ont par ailleurs été adressés, pour les points les concernant, à différents tiers mis en cause. Les maires et présidents des quatre collectivités locales partenaires du club ont apporté des réponses écrites, de même que le président de la fédération française de basketball. Deux anciens présidents de la SASP Hyères Toulon Var Basket, M. Palacios et M. Giannini, ainsi que M. Philippe Legname ont également répondu aux extraits qui leur ont été adressés. Des réponses ont enfin été apportées par le commissaire aux comptes de l'association ainsi que le président de la SASP Paris Basket Ball. En revanche, Me Le Cerf avocat mobilisé pour mener à bien le processus de cession des parts de la SASP Hyères Toulon Var Basket et des droits administratifs et sportifs détenus par l'association, n'a pas apporté de réponse.

INTRODUCTION

Le basketball est un sport olympique depuis 1936, du moins pour ce qui relève de la pratique masculine puisque le basket féminin n'a accédé à son tour à ce statut qu'en 1976.

En France, il s'agit, en nombre de licenciés, du deuxième sport collectif et du premier sport collectif féminin. Sur le plan national, environ 35 % des licenciés de basket sont des femmes, représentant près de 232 600 licenciées inscrites au cours de la saison 2019/2020. La fédération française de basketball (FFBB) met en avant une hausse continue de 58 % du nombre de ses licenciés entre les saisons 2009/2010 et 2018/2019, passés de 449 263 à 710 970 adhérents sur la période considérée. On observe néanmoins un recul de 6 % du nombre de licenciés durant la saison 2019/2020.

Tableau n° 1 : Historique du nombre de licences FFBB de 2009/2010 à 2019/2020

2009/ 2010	2010/ 2011	2011/ 2012	2012/ 2013	2013/ 2014	2014/ 2015	2015/ 2016	2016/ 2017	2017/ 2018	2018/ 2019	2019/ 2020
449 263	461 057	468 166	491 271	578 207	600 169	641 367	661 025	681 584	710 970	668 367

Source : AG FFBB octobre 2019 et site Internet FFBB (<http://www.ffbb.com/ffbb/statistiques-licences>).

La fédération est à ce jour organisée en 3 984 clubs répartis entre 21 ligues régionales (dont 8 en Outre-Mer) et 95 comités **départementaux**.

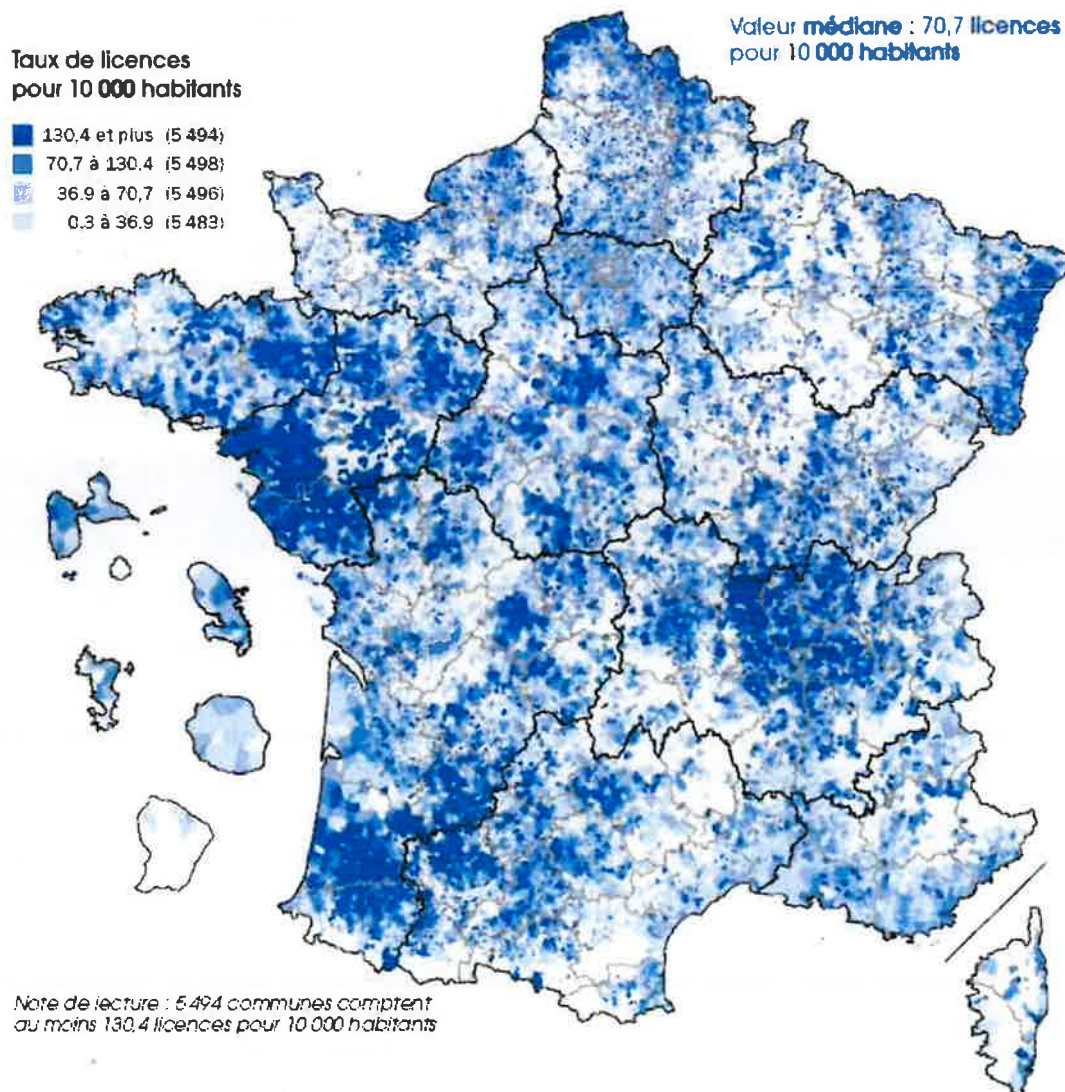
La cartographie des licenciés de basketball en France (cf. carte n° 1 ci-après) illustre un fort taux de concentration dans l'ouest de la France (notamment dans les Pays de la Loire et le sud de l'Aquitaine) ainsi qu'autour de Lyon et en Alsace, où l'on relève la présence d'un ou plusieurs grands clubs de haut niveau¹.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est en revanche une terre où la « culture basket » est moins développée, et qui recense peu de clubs de haut niveau susceptibles d'endosser le rôle de locomotive du basket auprès des jeunes amateurs. Quelques localités seulement, telles que Hyères, Fos-sur-Mer ou Antibes, constituent des villes ayant su cultiver une forte adhésion et pratique pour ce sport, au point de disposer d'équipes professionnelles évoluant ou ayant évolué au plus haut niveau. Ces éléments de contexte peuvent contribuer à expliquer le retrait relatif de la pratique du basketball par rapport à d'autres régions de la métropole. Ils peuvent également apporter un éclairage sur les difficultés auxquelles ont fait **référence l'ensemble des** interlocuteurs de la chambre au sein de l'association et parmi ses partenaires, pour justifier le faible niveau de financements obtenus de la part d'entreprises pour constituer le budget de l'association HTVB.

¹ Citons notamment dans l'ouest de la France les clubs du Mans Sarthe Basket et du Cholet Basket. En Aquitaine : Limoges CSP et l'Élan Béarnais. Près de Lyon : l'ASVEL Lyon Villeurbanne, la Chorale de Roanne et l'Élan Chalon. Enfin, en Alsace, le club de Strasbourg Illkirch-Graffenstaden (la SIG).

Carte n° 1 : Cartographie des licences de Basketball en France – saison sportive 2015/2016

Répartition des licences par commune



Source : Atlas national des fédérations sportives 2019 / Saison sportive 2015/2016 réalisé par l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) – mission « Enquêtes, données et études statistiques » (MEDES).

Une comparaison entre régions métropolitaines place PACA en 9^{ème} position sur 13 en nombre de licences compétition FFBB délivrées, soit près de 26 500 durant la saison 2018/2019. Le taux de pénétration, qui consiste à comparer le nombre de licenciés à la taille de la population, rétrograde la région PACA en queue de ce classement. De fait, celle-ci est 12^{ème} sur 13 avec 52,6 basketteurs licenciés pour 10 000 habitants, loin derrière la région Pays de la Loire qui compte, à proportion de population équivalente, 170,6 basketteurs licenciés, soit plus du triple.

Tableau n° 2 : Nombre de licenciés Basketball par région métropolitaine en France

Région Métropolitaine	Rang	Nb Licenciés	Rang	Population	Rang	Licenciés/ 10 000 hab
Auvergne-Rhône-Alpes	1	74 677	2	7 948 287	3	94,0
Ile-de-France	2	67 034	1	12 174 880	11	55,1
Pays de la Loire	3	64 092	8	3 757 600	1	170,6
Nouvelle Aquitaine	4	53 142	4	5 956 978	4	89,2
Hauts-de-France	5	47 702	3	6 003 815	6	79,5
Grand Est	6	39 344	6	5 549 586	7	70,9
Occitanie	7	35 515	5	5 845 102	9	60,8
Bretagne	8	32 989	10	3 318 904	2	99,4
PACA	9	26 445	7	5 030 890	12	52,6
Normandie	10	23 233	9	3 330 478	8	69,8
Centre-Val de Loire	11	21 615	12	2 576 252	5	83,9
Bourgogne-Franche-Comté	12	16 019	11	2 811 423	10	57,0
Corse	13	1 085	13	334 938	13	32,4

Source : CRC PACA à partir des données 2019 de la FFBB et des statistiques INSEE.

À l'intérieur de la région PACA, le département comptant le plus de licenciés de basketball est celui des Bouches-du-Rhône. Toutefois, une analyse plus fine montre qu'il n'est plus qu'au 3^{ème} rang départemental si l'on prend en compte le taux de pénétration. Selon ce critère de classement, les Alpes-Maritimes sont en tête avec 64,5 licenciés pour 10 000 habitants. Le Var n'occupe que le 4^{ème} rang de ce classement (45,8 licenciés). Il ne devance que la zone géographique des Alpes du Sud² marquée par une densité de population très faible.

Tableau n° 3 : Nombre de licences Basketball par département en région PACA

Département	Rang	Nb Licenciés	Rang	Population	Rang	Licenciés/ 10 000 hab
Bouches-du-Rhône	1	10 177	1	2 024 162	3	50,3
Alpes-Maritimes	2	6 990	2	1 083 310	1	64,5
Var	3	4 844	3	1 058 740	4	45,8
Vaucluse	4	3 051	4	559 479	2	54,5
*Alpes du Sud	5	1 389	5	**305 199	5	45,5

Source : CRC PACA à partir des données 2019 de la FFBB et des statistiques INSEE relatives à la population légale 2017.

*Se substitue aux départements des Alpes-de-Haute-Provence (04) et des Hautes-Alpes (05).

** Population cumulée des départements 04 et 05.

² La FFBB a retenu ce périmètre naturel pour y installer un comité interdépartemental regroupant les départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes.

1 PRÉSENTATION DU CLUB

1.1 Historique du club

L'association Hyères Toulon Var Basket (HTVB) est issue de la fusion, en mai 1990, de deux structures sportives que sont, d'une part, la section basketball de l'Omnisport Hyérois et, d'autre part, la section basketball du Club Sportif Toulonnais. Le rapprochement entre ces deux entités, motivé par la montée en pro B de l'équipe masculine du Club Sportif Toulonnais, fera du HTVB le plus important club français de basket en 1990 par le nombre d'adhérents. La section féminine du HTVB sera également renforcée en 1998 avec la « fusion-absorption » de l'AS Gazelec Toulon à l'occasion de son accession en Nationale féminine 3 (5^{ème} division). Depuis lors, l'équipe féminine première du club évolue entre la NF3 et la NF2.

L'équipe première masculine du HTVB s'est installée durablement en pro B durant les années 1990 et est finalement parvenue à l'issue de la saison 2000/2001 à se hisser au plus haut niveau du championnat français de basket professionnel, soit la pro A³, où elle s'est maintenue pendant une douzaine d'années avant d'être reléguée en pro B en 2012. Elle effectuera un retour en pro A en 2016/2017 pour deux saisons seulement.

Lorsque le club a dépassé certains seuils économiques, notamment en matière de masse salariale, l'association HTVB est devenue l'association support d'une société sportive conformément aux dispositions de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives⁴, et aux articles L. 122-1 et L. 122-2 du code du sport qui en découlent. La société sportive a été immatriculée le 19 janvier 2006 au greffe du tribunal de commerce de Toulon, sous statut de Société Anonyme à Objet Sportif (SAOS) et sous le numéro RCS 488 120 452. Transformée en Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) en date du 24 avril 2017, cette société gèrera jusqu'à la fin de la saison 2017/2018 les intérêts économiques de l'équipe évoluant en championnat professionnel masculin.

Dernière du classement du championnat Jeep Elite (Pro A) à l'issue de la saison 2017/2018 et faisant face à une situation financière difficile, la société sportive du HTVB a été rachetée par de nouveaux actionnaires, puis radiée du tribunal de commerce de Toulon suite au transfert de son siège à Paris sous un nouveau nom : Paris Basketball. L'association a, quant à elle, cédé ses droits sportifs à l'association pour la promotion du basketball à Paris (APB Paris). Les conditions de la cession des actions de la société sportive ainsi que du transfert des droits sportifs détenus par l'association seront analysées ultérieurement dans le cadre du présent rapport. À la suite de ces cessions, l'équipe première masculine du HTVB a été rétrogradée en Nationale 3 (5^{ème} division) lors de la saison 2018/2019.

³ Appellation consacrée entre 1993 et 2018 qui sera ensuite remplacée à partir du 1^{er} mars 2018 par le « naming » *Jeep Elite* conclu entre la ligue professionnelle et son sponsor issu de l'industrie automobile.

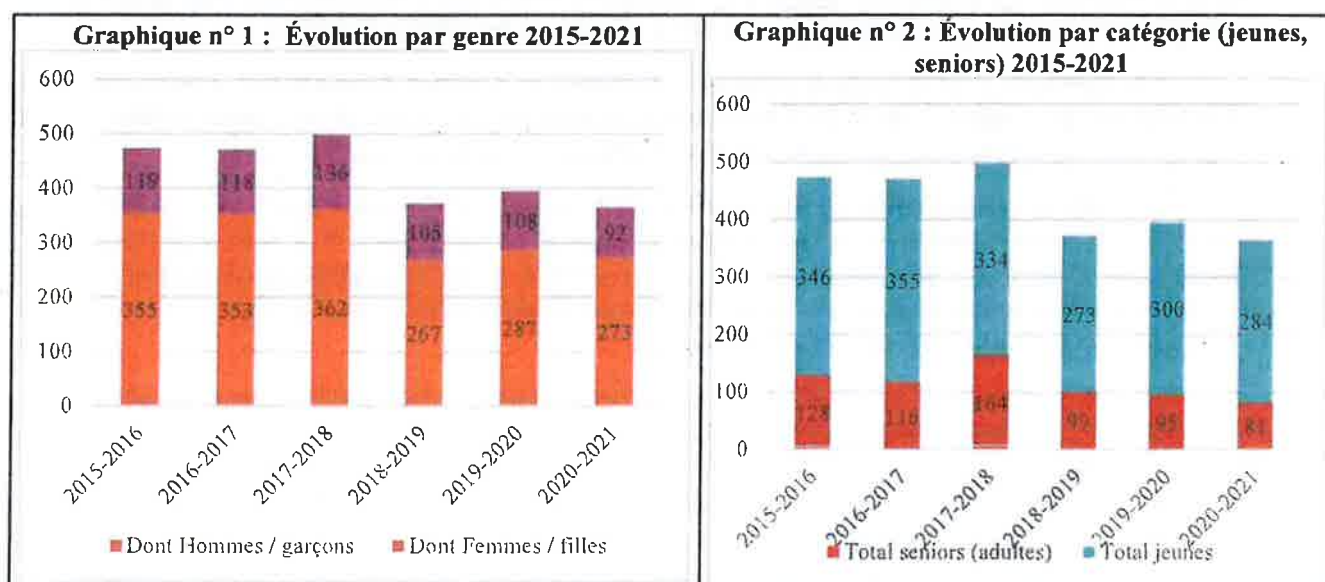
⁴ Et notamment de son décret d'application n° 86-407 du 11 mars 1986.

Aujourd'hui, l'association HTVB est toujours la plus importante parmi les 31 associations de basketball agréées auprès du comité du Var. Elle gère un centre de formation qui héberge une douzaine de jeunes joueurs de basket masculins et propose, depuis la saison 2020/2021, à sa section féminine un centre de perfectionnement.

1.2 Nature des activités et modalités d'intervention

Le projet associatif du club de basketball Hyères Toulon Var Basket est décrit dans les rapports d'activité de l'association comme ayant vocation à créer le « *continuum allant de la détection à l'intégration des athlètes* » dans l'équipe première du club jouant au plus haut niveau français. La formation des jeunes joueurs à travers des équipes amateurs et un centre de formation dédié constitue le volet essentiel de ce projet associatif. L'aspiration à alimenter une structure professionnelle de joueurs de haut niveau – **majoritairement masculin** – a donc constitué, et constitue encore, la base du projet associatif du HTVB.

1.2.1 Profil des licenciés



Source : Données fournies par le comité du Var.

Les catégories jeunes représentent en moyenne 74 % des licenciés et ceux-ci sont majoritairement des hommes, la part des sportives féminines ayant toujours été située entre 25 % et 28 % des licenciés. À titre de comparaison, la part régionale de licenciées féminines est de 27,7 % en moyenne sur les deux dernières saisons, la moyenne nationale s'établissant à 35 %.

La cession de l'équipe professionnelle en 2018 a eu un impact durable sur le nombre de licenciés. Entre 2014 et 2018, les licenciés de l'association sont passés de 424 à 498, mais après ce pic, un recul significatif de 25 % s'est produit dès la saison suivante (soit 126 licenciés en moins). Cette baisse a été particulièrement marquée chez les licenciés seniors (- 40 % soit 65 licenciés en moins) et un peu moins prononcée chez les jeunes (- 20 % soit 61 licenciés en moins). Depuis lors, malgré un léger rebond à 395 licenciés en 2019/2020, l'association reste à un seuil inférieur à celui de la saison 2014/2015.

1.2.2 L'activité du centre de formation.

1.2.2.1 Origine et mission

Le centre de formation du HTVB a été créé en 1991. Sa création répondait à l'obligation imposée par la FFBB de gérer un centre de formation dès lors qu'une équipe sportive évoluait au plus haut niveau national, dans le cas d'espèce en Pro B. Il a été agréé par le ministère de la Santé et des Sports par arrêté en date du 21 juillet 2009 et a conservé cet agrément jusqu'au transfert de la société sportive professionnelle à Paris en 2018. Jusqu'alors, il obéissait aux dispositions de la loi du 28 décembre 1999 qui rend obligatoire un agrément ministériel pour tous les centres de formation adossés à un club professionnel, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'association support et selon des règles détaillées en annexe 4.

À compter de 2018, suite à la perte de l'agrément de l'État, l'association a néanmoins fait le choix de poursuivre la gestion d'un centre de formation non agréé. Son objectif reste de former des joueurs de haut niveau dans le but d'alimenter l'équipe première du club.

Le centre est une structure sans personnalité morale qui permet à des jeunes de suivre un cursus scolaire normal et un apprentissage intensif du basketball. Les jeunes doivent y bénéficier, à côté des entraînements et du suivi sportif, d'un enseignement scolaire ou universitaire afin d'acquérir une capacité d'insertion professionnelle en cas d'échec au cours de la formation ou à l'issue de la carrière sportive.

Au cas d'espèce, la structure a mis en place deux conventionnements avec trois établissements d'enseignement pour répondre au mieux aux enjeux d'orientation professionnelle des jeunes sportifs : le collège Gustave Roux et les lycées J. Aicard et Costebelle à Hyères. En sus des possibilités de scolarisation « traditionnelles » permises par le conventionnement avec ces établissements, un dispositif de scolarité par le CNED est proposé depuis la rentrée scolaire 2019, avec l'appui d'un professeur de l'éducation nationale chargé d'accompagner individuellement chaque jeune.

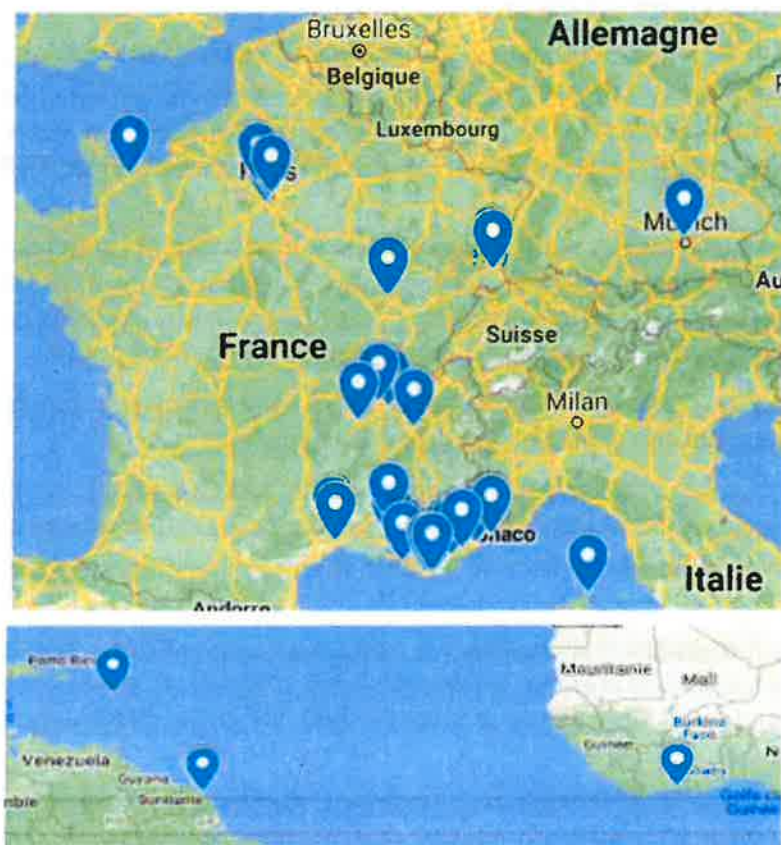
Au cours de la période sous revue, 15 jeunes de 15 à 21 ans ont été inscrits en moyenne au centre de formation. Certaines années, l'association a pris en charge 1 à 2 adolescents à partir de 13 ans (catégorie Minimes France). En général, 4 catégories de jeunes étaient concernées :

- les Minimes masculins, inscrits en championnat de France;
- les Cadets, inscrits en championnat de France 1^{ère} division ;
- les Juniors, inscrits en championnat régional et à certaines rencontres ponctuelles au niveau national ;
- les Espoirs, qui relèvent d'une compétition identique au championnat Pro A.

L'origine géographique des jeunes pris en charge par le centre de formation dépasse le périmètre de la région PACA. Sur 49 jeunes pris en charge entre la saison sportive 2014/2015 et la saison 2020/2021 :

- 34 résidaient en France métropolitaine avant leur prise en charge par le centre ;
- 21 provenaient de la région PACA, dont 12 résidaient dans le Var ;
- 3 résidaient en outre mer ;
- 2 résidaient dans un pays étranger (Côte d'Ivoire) ;
- pour 10 d'entre eux, l'information n'était pas disponible ;
- aucun d'entre eux ne provenait d'une famille résidant en quartier politique de la ville ;
- un seul d'entre eux provenait d'une famille résidant en zone urbaine sensible (ZUS) ;
- 3 d'entre eux provenaient d'une famille résidant en zone de revitalisation rurale (ZRR).

**Carte n° 2 : Origine géographique des jeunes pris en charge par le centre de formation
entre 2014/2015 et 2020/2021**



Source : Données fournies par l'association HTVB pour les saisons 2014/2015 à 2020/2021 à l'exception de la saison 2017/2018 pour laquelle les données sont manquantes.

1.2.2.2 Hébergement, restauration et lieux d'entraînement

L'association ne possédant pas en propre d'installations d'hébergement, le centre de formation fonctionnait selon un principe de mise à disposition de logements loués à Hyères pour les jeunes. Avant la période sous revue, une convention permettait de loger les jeunes dans la Résidence Pierre et Vacances située sur la presqu'île de Giens. Cette solution a été abandonnée en 2013 pour privilégier la location de logements en habitation privée pour les jeunes de plus de 15 ans. Un partenariat avec l'internat du collège du Fenouillet à La Crau et un conventionnement avec trois familles d'accueil sur les communes de La Londe-les-Maures, Hyères et Toulon permettait de proposer des solutions d'hébergement pour des jeunes à partir de 13 ans.

Les conditions d'hébergement ont fait l'objet de critiques dans un rapport d'inspection de la région PACA en 2015, financeur spécifique du centre de formation, qui soulignait que l'état de vétusté des locaux rendait les conditions d'hébergement non conformes aux attentes de la collectivité en matière de cadre de vie, ne permettant notamment pas « *un épanouissement personnel, scolaire et sportif* » des jeunes.

Depuis le mois d'août 2020, un seul et unique bail immobilier encadre la location de deux appartements – situés au sein d'une villa – pour 12 jeunes présents dans le centre de formation. Le montant du loyer est de 3 000 € hors charges par mois. Un premier appartement permet de loger 6 jeunes de moins de 16 ans. Le second appartement permet d'héberger 6 jeunes de moins de 18 ans.

Sur le plan sportif, les lieux d'entraînement sont nombreux. Ils se répartissent sur six gymnases dont deux à Hyères, deux à Toulon, un à La Crau et un à la Seyne-sur-Mer. L'association assure les transports des stagiaires avec deux minibus qui effectuent des rotations entre les sites d'hébergement, de scolarité, d'entraînement et de suivi médical.

Les repas sont pris dans des établissements de type cafeteria avec lesquels l'association a convenu des partenariats afin d'obtenir des prix avantageux.

Au-delà de sa mission principale de formation de basketteurs de haut niveau tout en respectant des obligations de scolarité, le centre de formation est également financé pour réaliser des missions complémentaires de formation professionnelle et d'éducation populaire, telles que :

- orienter vers des formations diplômantes, comme par exemple officiel de table de marque (OTM), arbitre, ou encore entraîneur départemental et régional, dispensée sous l'égide des services jeunesse et sport de l'État et pouvant déboucher sur la délivrance d'un diplôme BEES 1^{er} degré ;
- proposer des modules d'apprentissage de la citoyenneté (ateliers de sensibilisation au respect des règlements sportifs et civiques, au respect de l'arbitrage, au respect de l'adversaire, des coéquipiers et des entraîneurs) ;
- encourager la découverte d'autres disciplines sportives, activités culturelles et éducatives. Cela s'est traduit, selon les saisons, par l'accès gratuit au championnat de France de Handball ou de Handi Basket ou par l'organisation de sorties encadrées vers les activités nautiques ainsi que celles liées à l'environnement (notamment forestier).

Il est enfin tenu de proposer aux stagiaires un suivi médical rapproché, par l'intervention d'un médecin spécialisé chargé de réaliser régulièrement des examens médicaux, mais aussi d'un kinésithérapeute chargé de surveiller le maintien de la condition physique.

Après la cession de la société professionnelle, l'activité du centre de formation a été poursuivie selon des modalités opérationnelles similaires à ce qui était proposé avant 2018, même si trois aspects structurants de son **fonctionnement** ont évolué. En premier lieu le nombre et l'âge moyen des jeunes encadrés a été revu à la baisse. Désormais le centre de formation forme 12 jeunes par an, dont l'âge oscille de 14 à 18 ans. En deuxième lieu, le centre de formation a vocation à s'ouvrir aux sportives féminines à compter de la saison 2020/2021. Enfin un dispositif de scolarité par le CNED soutenu par l'intervention d'un professeur salarié par l'association complète le dispositif de formation académique prévu jusqu'ici par l'association.

Exemple de la formation proposée à trois jeunes du centre de formation

Charly P. est un joueur professionnel de Basket passé par le centre de formation du HTVB entre le 1^{er} juillet 2014 et le 20 juin 2016. Né à Bruges en 1995, et résidant à Toulon lorsqu'il était stagiaire, il joue désormais dans le championnat de France, en Pro B, au sein de l'équipe de Blois Basket.

Milan B. est un jeune joueur de basket, entré au centre de formation du HTVB à l'âge de 14 ans, pour sa rentrée scolaire de 4^e. Son dossier scolaire préalable à son entrée dans le centre témoigne de fortes difficultés scolaires (absentéisme, perturbation des cours, résultats insuffisants). Selon l'association, Milan souffrirait de DYS, (Dyspraxie, Dyslexie, Dysorthographe), ce qui lui causerait de nombreux problèmes dans ses apprentissages et pourrait avoir des répercussions dans son comportement au sein d'une classe.

L'intégration de Milan au sein du centre de formation lui a permis, dans un premier temps, de pouvoir intégrer une classe avec un effectif réduit. Puis dans un deuxième temps, il a bénéficié de cours aménagés dans les matières principales qui s'accordent à son niveau scolaire et la prise en compte de ses difficultés. Cet encadrement, complété avec un niveau intensif de pratique sportive, semble convenir au jeune garçon dont les résultats scolaires ont nettement progressé à partir de la 4^e. Milan est toujours encadré par le centre de formation pour la saison 2020/2021 et a manifesté le souhait de s'orienter vers une seconde générale et technologique, orientation dont le club juge qu'elle aurait été impossible à avoir avant sa prise en charge.

Logan B. est un jeune basketteur de 14 ans également, qui évolue en championnat de France U15 élite et entré dans le centre de formation au début de la saison 2019/2020. Originaire d'un quartier populaire de Nice, il a été repéré lors d'une « détection » par un cadre du club et a depuis lors intégré la structure d'hébergement du centre de formation, l'occasion pour lui de s'éloigner d'un environnement difficile.

Scolarisé en collège lors de sa première année au sein du centre de formation, ses résultats scolaires sont particulièrement faibles lors de l'année scolaire 2019/2020. Le confinement de mars 2020 aura constitué à ce titre pour ce type de profil une épreuve supplémentaire. Néanmoins, compte tenu du potentiel sportif de Logan, ce dernier fait l'objet d'un suivi particulièrement attentif lors de cette période, qui a notamment permis de diagnostiquer un problème de dyslexie, non repéré auparavant dans son cursus scolaire. Lors de la rentrée scolaire 2020, pour sa 3^e, il a intégré le cycle de formation proposé en partenariat avec le CNED. Depuis lors, son niveau de confiance en lui et ses résultats scolaires connaissent une progression marquante. Le jeune homme veut également intégrer une seconde générale via le CNED tout en poursuivant sa formation sportive en U18 Elite.

Source : Réponse du club au questionnaire, dossiers scolaires des jeunes mentionnés.

1.2.3 Les activités menées par le HTVB pour former aux métiers du sport et transmettre les valeurs du vivre ensemble.

Entre 2014 et 2020, le club a organisé la pratique sportive de plus de 30 équipes, faisant office « d'école de basket » pour un spectre d'enfants allant de moins de 6 ans (Baby Basket) aux équipes juniors (moins de 20 ans) ainsi que pour des équipes adultes amateurs. Chaque saison, entre 5 et 8 équipes évoluaient en championnat de France. L'organisation des entraînements et des compétitions est l'occasion pour l'association de mettre en œuvre des activités de formation, pour les salariés et pour les licenciés. Il s'agit aussi d'un vecteur d'éducation populaire permettant d'assurer la transmission de valeurs nécessaires au vivre ensemble.

1.2.3.1 Les formations aux métiers du sport

En lien avec les services de l'État, le comité et la ligue de basket Côte d'Azur, l'association HTVB a permis la montée en compétence de jeunes et d'adultes sur des activités, fonctions et parfois des métiers d'encadrement de la pratique sportive.

Tableau n° 4 : Formations qualifiantes suivies par des membres de l'association

	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<i>Cursus formation initiale (FI) 1^{er} niveau : Animateur mini-basket et club</i>	1	4	6	4	0	6
<i>Cursus FI 2^e niveau : Initiateur</i>	0	4	0	3	1	4
<i>Cursus FI 3^e niveau : Entraîneur jeune</i>		1			1	
<i>Cursus FI 4^e niveau : Entraîneur régional</i>		1		1	1	
<i>Animateur basket santé</i>						1
<i>CQP « Technicien Sportif Régional de Basketball » (CQPTSRBB)⁵</i>			3	3		
<i>Brevet Professionnel JEPS « Sports collectifs – mention basketball »⁶</i>			1	1		
<i>Diplôme d'entraîneur Fédéral de Basket⁷</i>				1		1

Source : Dossiers de formation de l'association HTVB pour les saisons 2015/2016 à 2017/2018 ; fichier de suivi interne des formations entraîneur et arbitre de l'association.

⁵ Le Certificat de Qualification Professionnelle Technicien Sportif de Basketball a été créé en 2009 afin de sécuriser les employeurs des clubs de basketball, en proposant une certification permettant l'encadrement contre rémunération (360 h dans l'année).

⁶ Correspond aux diplômes de niveau 1 à 4 décernés dans le cadre d'une formation professionnelle.

⁷ Le DEFB est le seul diplôme reconnu au statut de l'entraîneur permettant d'entraîner à plein temps et contre rémunération, jusqu'aux divisions NM2/LF2 ou bien d'être assistant d'une équipe LFB/Pro B ou encore assistant d'un centre de formation Pro A/Pro B/LFB. Ce diplôme est délivré : soit à l'issue d'un examen national organisé une fois par an par l'INFBB et destiné aux personnes en formation ou titulaires du Diplôme d'État - JEPS, spécialité perfectionnement sportif, mention basketball ; soit tout au long de la formation au DE-JEPS, proposée dans les centres de formation de la FFBB.

1.2.3.2 L'arbitrage

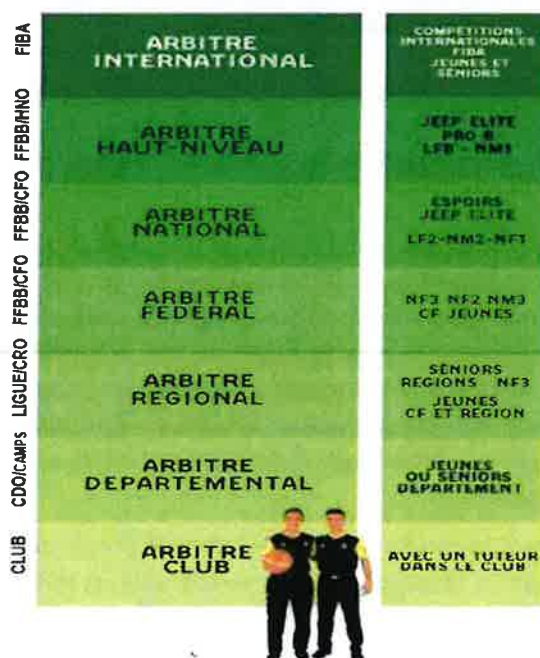
L'association a créé une école d'arbitrage de basket, chargée d'accueillir et de former des stagiaires à la fonction « d'arbitre club ». Les formations se font avec l'apport de formateurs spécialisés et ont vocation à mettre les jeunes dans une situation différente de celle de joueur afin, notamment, de leur faire prendre conscience de l'attitude à adopter face aux arbitres (respect de l'adversaire, respect des règles du jeu). Le second enjeu réside dans la constitution d'un vivier d'arbitres interne au club dans la mesure où plusieurs comptes-rendus d'activité font état du défaut d'arbitres officiels pour couvrir tous les matchs du week-end. Pour les jeunes désireux d'approfondir leurs compétences en matière d'arbitrage, le processus mis en place par la fédération de basket et les comités départementaux de basket permet de devenir « Arbitre départemental ».

Être arbitre de basket

Arbitre Club : L'arbitre club est un arbitre formé au sein de son club grâce à un programme adapté fourni par la FFBB. Il officie prioritairement sur les matchs de jeunes dans son club. Pour cela, il est accompagné par un formateur du club qui l'aide dans ses premiers pas et le conseille. Il n'est pas désigné par le Comité Départemental et ne touche donc pas d'indemnité.

Arbitre Départemental : L'arbitre départemental suit une formation avec son Comité Départemental ou son club. Il doit passer l'Examen Arbitre Départemental organisé par le Comité. Ensuite, il sera désigné sur des rencontres hors de son club, il recevra une désignation pour chaque match. Ses frais de déplacements seront pris en charge et il bénéficiera d'une indemnité pour sa prestation.

Quand un arbitre est validé Arbitre Départemental, son Comité peut lui proposer de nombreuses formations (un stage de recyclage annuel ; stages, journées, soirées ; observations sur les matchs qu'il siffle). Il peut participer à des « camps » pour se perfectionner, voire pour passer au niveau supérieur grâce à la mise en place d'un camp régional. Comme une équipe, l'arbitre peut progresser dans les niveaux, depuis le club jusqu'au niveau International !



Source : <http://www.ffbb.com/ffbb/officiels/arbitres/devenir-arbitre>.

Le tableau ci-après fait état du nombre de jeunes licenciés concernés par ces formations.

Tableau n° 5 : Nombre de jeunes formés à l'arbitrage par saison

Saison	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020
HTVB section Toulon	NC*	NC	6	NC	NC	NC
HTVB section Hyères	NC	NC	3	NC	NC	NC
Formations Arbitre départemental	0	5	4	0	0	0
Formations Arbitre de niveau supérieur	0	0	0	0	0	0

Source : Association, réponse au questionnaire de la CRC.

* NC : Non communiqué par l'association au cours de l'instruction.

1.2.3.3 Actions de cohésion sociale

La mesure des activités de l'association HTVB en faveur d'actions de cohésion sociale repose sur trois types de réalisations, plus ou moins formalisées dans les différents supports de présentation du club.

L'association a notamment engagé une démarche auprès de la FFBB pour obtenir un label intitulé « Label Citoyen » et gradué sur une échelle de 3 niveaux de « citoyenneté ». L'association a obtenu le label citoyen 3 étoiles pour la première fois en 2019 à l'issue d'une demande consistant à qualifier, à partir d'une grille d'évaluation reposant sur 5 grands axes, 14 critères « incontournables » et 26 critères optionnels, l'engagement du club sur des actions de :

- promotion de l'éthique et du respect ;
- respect de l'environnement et participation à la transition écologique ;
- promotion de l'intégration et de la diversité ;
- solidarité et partage ;
- promotion de la pratique féminine et de la féminisation des instances sportives.

Les actions et critères constitutifs du référentiel « Club Citoyen » sont présentés en annexe 5.

Le dossier de candidature repose sur l'envoi de données déclaratives. La chambre n'a pas pu obtenir de trace d'un quelconque audit qui aurait été réalisé en amont ou en aval de l'obtention de ce label, ni par les services de l'État, ni par la fédération, la ligue PACA où le comité du Var, ce qui constituerait, si cela se confirmait, une fragilité quant à la fiabilité de ce label. La chambre constate ainsi que le dossier de candidature fourni par l'association a conduit ses dirigeants à déclarer des actions incontournables et optionnelles comme ayant été « réalisées » sans pour autant que la lecture du dossier ne permette de s'assurer de l'effectivité et de la qualité de l'action en question.

Cette démarche s'appuie cependant sur un référentiel précis et a conduit l'association à formaliser un certain nombre d'engagements pris sur des actions concrètes, facilement mesurables et pour lesquelles la production de justificatifs – demandée pour chacun d'entre eux – apparaît simple. Un niveau de contrôle accru de la part des instances représentatives de la

fédération, pourrait faire de cette démarche un outil intéressant de qualification de l'impact d'une association sportive en termes de cohésion sociale et de développement durable.

Avant l'obtention de ce label, le HTVB avait parfois valorisé, dans certains documents de compte-rendu d'activité adressés aux collectivités partenaires, la participation du club et de ses licenciés à l'ensemble des rendez-vous à caractère sportif ou associatif organisés par les collectivités locales environnantes : MAC DO TOUR 2015 organisé par la ville d'Hyères, les journées américaines organisées par la ville du Revest-les-Eaux, les journées diététiques de la ville du Pradet, les journées jumelage entre Hyères et la ville italienne de Cuneo, la participation au Téléthon ou encore la participation à des manifestations en soutien de l'équipe professionnelle du HTVB. Les informations transmises manquent cependant de précisions et de données (nombre de licenciés mobilisés, actions réalisées lors de ces événements, autres publics touchés).

La chambre encourage l'association à systématiser l'effort de notification du nombre d'événements associatifs et sportifs à laquelle elle a participé et à en quantifier les impacts (nombre de personnes et fonds mobilisés sur des manifestations telles que le Téléthon...). Pour ce faire, elle incite l'association à s'appuyer sur le référentiel Club Citoyen et à faire figurer dans ses comptes-rendus d'activité, pour chaque saison sportive, les actions engagées et répondant à la grille d'évaluation du label.

1.3 Relations entre l'association et la société HTV Basket

1.3.1 Présentation synthétique de la société

Les seuils relatifs à la rémunération versée aux joueurs, défini par le décret n° 86-407 du 11 mars 1986, ayant été dépassés lors de la saison sportive 2005-2006, le président de l'association alors en fonction, M. Fabrice Veyrat, a été contraint, en application de la réglementation, de procéder à la séparation des activités professionnelles et amateurs. Une société *ad hoc* a donc été immatriculée le 19 janvier 2006, sous la forme d'une société anonyme à objet sportif (SAOS), pour gérer les activités et intérêts de l'équipe professionnelle.

À cette occasion, M. Veyrat a basculé de sa fonction de président associatif vers celle de président de la société sportive. Trois autres présidents de la SAOS se sont ensuite succédé jusqu'en 2018. Il convient de préciser que le code de commerce interdit aux SAOS de distribuer des dividendes et de rémunérer ses dirigeants. Les statuts doivent en outre se conformer à des statuts-types définis par décret en Conseil d'État.

Tableau n° 6 : Historique des présidents de la société sportive HTVB – 2006 à 2018

Nom	Période
<i>Fabrice VEYRAT</i>	2006-2010
<i>Philippe AUBRY</i>	2010/2011
<i>Roland PALACIOS</i>	2011-2015
<i>Christian GIANNINI</i>	2015-2018

Source : Score et décisions.

En 2014, le capital social de la SAOS HTVB était composé de près d'une trentaine d'actionnaires. Les deux principaux actionnaires, à savoir le président de la SAOS *intuitu personae* et l'association support HTVB, concentraient plus de 91 % des actions. Sur un total de 1 000 actions valorisées à 75 € l'unité, le président en détenait ainsi 525 et l'association 388. Les 87 actions restantes étaient réparties entre des actionnaires minoritaires possédant chacun au plus 1 % du capital (soit 10 actions).

1.3.2 La convention liant l'association à la société sportive HTV Basket

Les articles L. 122-14 et R. 122-8 du code du sport imposent la conclusion d'une convention de gestion entre une association support et la société sportive bénéficiant de l'affiliation de l'association. Dans le cas du HTVB, la convention initiale a été renouvelée en 2011, puis en 2015. Elle définit les activités liées au secteur amateur et celles liées au secteur professionnel et décrit la répartition entre les parties des activités liées à la formation des sportifs. Les modalités de participation de la société aux activités qui demeurent sous la responsabilité de l'association sont également précisées. En cela, la convention est conforme à l'article 307 du règlement général de la FFBB qui précise que « *la convention doit notamment et nécessairement prévoir les conditions d'utilisation par la société ou de cession à celle-ci des dénominations, marque ou autres signes distinctifs de l'association ; ainsi que les conditions financières accordées à l'association sportive par la société sportive au titre du principe de solidarité entre les activités à caractère professionnel et les activités à caractère amateur* ».

1.3.2.1 La formation des joueurs

La gestion du centre de formation est placée sous la responsabilité de l'association qui en supporte toutes les charges de fonctionnement. L'article 2 de la convention prévoit que « *la société mettra à disposition de l'association, avec refacturation d'une quote part de salaires et charges, des entraîneurs et des joueurs professionnels pour l'encadrement des équipes de jeunes et école de basket* ». Cet article est applicable à la mise à disposition d'entraîneurs par la société professionnelle auprès du centre de formation. L'article 8 de la convention de 2015, relatif aux conditions financières indique que la société « *pourra éventuellement facturer à l'association les prestations réalisées dans le cadre de son activité* » mais « *sans pouvoir dépasser la somme de 30 000 €* ». Dans la version antérieure de la convention, applicable jusqu'en 2015, cette possibilité était plus largement entendue car, si le plafond de 30 000 € existait déjà, la convention listait, en plus, une série de prestations pouvant être facturées à l'association par la société, dont la mise à disposition d'entraîneurs et de joueurs professionnels.

Ce même article 8 stipulait jusqu'en 2015 qu'à l'inverse « *en contrepartie de la mise à disposition des joueurs espoirs pour les matchs professionnels, l'association facturera à la société une quote part de leur coût salarial chargé* ». Il s'agissait donc d'une disposition qui imposait, dans l'autre sens, que l'engagement pour certains matchs de joueurs espoirs issus du centre de formation se fasse contre facturation à la société. La chambre constate qu'il n'y a jamais eu de facturation de la part de l'association au cours de la période contrôlée.

1.3.2.2 Utilisation de la dénomination HTVB

Conformément aux dispositions de l'article R. 122-8 du code du sport, les conditions, et notamment les contreparties, de la concession ou de la cession de la dénomination, de la marque ou des autres signes distinctifs de l'association sont précisées dans la convention.

Les articles 3 et 4 des conventions de 2011 et 2015 stipulent à ce titre que « la dénomination « Hyères Toulon Var Basket » « HTV Basket » ainsi que tous les signes, sigles, marques, dessins, modèles, les couleurs du club qui y sont attachés et leurs usages » sont propriété de l'association et sont mis à la disposition de la société. La société en a « *l'usage et la jouissance exclusifs pour les activités sportives professionnelles et peut, à son profit, diffuser tous les produits qui la reproduisent et procéder à tout dépôt de marque complémentaire ou modificatif à son profit* ».

Le premier alinéa de l'article 8 de la convention de 2011 applicable jusqu'en 2015 instaurait un mécanisme de redevance dû par la société en contrepartie de l'usage de la marque. L'annexe 1 de la convention détaillait le calcul permettant de déterminer le montant de la redevance, à savoir 3 % du chiffre d'affaires, libellé « Partenariat cash » de la SAOS et correspondant aux produits tirés des ressources privées de la société.

La convention de 2015 conserve ce premier alinéa de l'article 8 qui instaure une redevance pour usage de la marque, mais ne renvoie plus à une annexe pour préciser ses modalités de calcul et se limite à indiquer que « *la société versera à l'association une redevance qui sera définie ultérieurement* ». Un tel renvoi à plus tard, sans autre précision, n'est à l'évidence pas satisfaisant puisqu'il reste nécessaire, dès lors qu'une redevance est mise en place, d'en définir le mode de calcul, sauf à vider de toute portée la mention de l'existence d'une telle redevance.

1.3.2.3 Les autres moyens mis à disposition de la SAOS par l'association

L'article 3 de la convention, relatif aux moyens mis à disposition, indique notamment que l'association accorde le droit à la société d'utiliser les installations sportives suivantes : stade « Espace 3000 » à Hyères ainsi que le palais des sports de Toulon et les « *installations propres à la pratique du Basketball, les bureaux et locaux administratifs* ».

Ces dispositions apparaissent étonnantes au regard des conventions de mise à disposition des équipements sportifs par les collectivités propriétaires, faites à titre gracieux et à destination de la seule association⁸. Il est encore plus surprenant de constater que, jusqu'en 2015, l'article 8 de la convention incluait dans la liste des facturations pouvant être effectuées de la société vers l'association, la mise à disposition « *de la salle et équipements sportifs* » alors que c'est à l'association que les collectivités ont confié l'usage de ces équipements. Cette disposition a heureusement disparu dans la convention de 2015.

⁸ si une mise à disposition avait été consentie par les collectivités locales directement à la SAOS, celle-ci aurait eu à s'acquitter d'une redevance

1.4 La gouvernance de l'association

1.4.1 Les membres de l'association

L'article L. 131-6, alinéa 2 du code du sport prévoit que « *Les statuts des fédérations sportives peuvent prévoir que les membres adhérents des associations affiliées doivent être titulaires d'une licence sportive* ». La Fédération Française de Basket applique cette possibilité et prévoit à l'article 102 de ses règlements généraux que « *la fédération délivre une licence attestant de leur qualité à ses membres individuels et aux membres des associations sportives affiliées* ». L'article 401, alinéa 3 prévoit également que « *Toute personne physique adhérente d'une association sportive affiliée à la fédération doit être licenciée auprès de la fédération* ».

a) Les membres « actifs »

Selon les statuts de l'association, les membres actifs sont ceux ayant acquitté le montant « *de leur cotisation annuelle, licenciés à la FFBB et qui participent effectivement à l'organisation des activités de l'association* ».

b) Les membres de droit

Tous les membres d'une association n'ont pas obligatoirement les mêmes droits et obligations envers elle. Tout dépend de ce qui est prévu par les statuts ou d'éventuels règlements intérieurs (principe de liberté contractuelle).

Jusqu'à l'adoption des derniers statuts en date du 24 septembre 2018, l'association ne comptait pas de membres « de droit ». Cette notion a été introduite dans les statuts à la suite de la cession des droits sportifs détenus par l'association HTVB, décidée en assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2018, sans que n'aient été invités les représentants des collectivités locales concernées. Des mesures ont alors été prises, à leur demande, pour que les collectivités locales qui estimaient avoir été mises devant le fait accompli, soient dorénavant davantage présentes dans la vie d'une association qu'elles contribuent à financer largement et afin qu'elles puissent systématiquement à tout le moins participer, sans droit de vote, aux réunions de ses instances statutaires.

Ces membres « de droit » ne sont pas soumis à la procédure normale d'affiliation. Les derniers statuts de l'association octroient ainsi le droit à certains représentants de collectivités locales « *servant d'assises géographique et financière au club* » à être membres de l'association. Au cas d'espèce, ils sont au nombre de six : deux pour la ville d'Hyères, deux pour la ville de Toulon, un pour la métropole TPM, un pour le département du Var. En outre, les statuts du HTVB prévoient à leur article 5 que ces représentants, qui n'ont donc pas eu à s'acquitter d'une licence sportive et qui n'ont pas été élus en assemblée générale, soient présents au comité de direction à titre consultatif, autrement dit sans droit de vote.

1.4.2 Les assemblées générales

Tous les licenciés de l'association sont convoqués en assemblée générale (AG), mais seuls les membres actifs de 16 ans et plus ont le droit de vote. Cela signifie notamment que les membres de droit introduits en 2018 dans les nouveaux statuts ne participent pas aux votes en AG. Sur la période sous contrôle, l'association a tenu 8 AG, dont 5 ordinaires (AGO) et 3 extraordinaires (AGE) qui seront étudiées séparément.

1.4.2.1 Les assemblées générales ordinaires

a) Règles statutaires

Les articles 8, 9 et 12 des statuts de l'association permettent d'identifier les règles de composition, fonctionnement, ainsi que les prérogatives des AGO. L'association doit tenir une AGO au moins une fois par an « *dans un délai inférieur à six mois à compter de la clôture de l'exercice [comptable]* ». Concrètement, pour un exercice comptable courant du 1^{er} juillet N-1 au 30 juin N, l'AGO doit donc être organisée entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre N. Les statuts disposent que celle-ci :

- « - *Délibère sur les rapports relatifs à la gestion du comité de direction, à la situation morale et financière de l'association*
- *Approuve les comptes de l'exercice clôt, vote le budget de l'exercice suivant (...)*
- *Délibère sur les questions mises à l'ordre du jour* ».

Pour que les décisions de l'AGO puissent être valablement approuvées, les règles de quorum⁹ imposent d'atteindre 25 % de présence parmi les membres actifs de plus de 16 ans présents dans l'association.

Enfin, les délais de convocation doivent être au minimum de quinze jours entre la date de la convocation et la date de l'assemblée générale et ces convocations doivent être adressées à toutes les personnes qui composent l'assemblée (ayant capacité à voter ou non).

Avant l'instauration des membres de droit, les statuts ne précisait pas les modalités d'invitation des élus locaux aux AG de l'association. Aucune disposition de la loi 1901 ne l'imposait d'ailleurs. Cela relève davantage d'un usage coutumier et d'une courtoisie répandus dans la sphère associative, eu égard au soutien financier que peuvent apporter les collectivités à l'activité de telles associations.

b) Une AGO annuelle ne s'est pas tenue et plusieurs comptes annuels n'ont pas été approuvés ou l'ont été irrégulièrement.

Jusqu'en 2016, les AGO successives ont été organisées dans les délais prescrits par les statuts. Les comptes de l'exercice clos concerné y ont été approuvés et le budget de l'exercice suivant voté. En revanche, à partir de l'AGO du 23 juin 2017, plusieurs irrégularités ont été constatées en matière d'approbation des comptes.

⁹ La vocation du quorum est d'assurer une collectivité des décisions. Cela évite en principe qu'une minorité de personnes ne prenne des décisions pour l'ensemble de l'association.

S'agissant de l'AGO du 23 juin 2017, elle s'est tenue à une date antérieure à la fin de l'exercice comptable 2016/2017 qui se terminait le 30 juin 2017. Cette AGO ne pouvait donc pas approuver des comptes 2016/2017, non encore clos. Le président a dès lors indiqué ce 23 juin 2017 que « *l'approbation des comptes aura lieu courant septembre après la réception des bilans clôturés au 30 juin 2017* ». Pourtant, aucune AGO, ni même une AGE, ne sont venues matérialiser cet engagement. Les comptes 2016/2017 n'ont donc jamais été approuvés.

Les comptes des deux exercices suivants, correspondant aux saisons 2017/2018 et 2018/2019 ont été approuvés mais au-delà du délai maximum de six mois prévu par les statuts. Cette carence dans l'approbation des comptes n'est pas conforme au droit. La chambre rappelle qu'il revient au commissaire aux comptes de signaler ces irrégularités, à tout le moins lors de la certification des exercices suivants.

1.4.2.2 Une instance de gouvernance dont l'ensemble des membres ont été particulièrement passifs quant à la gestion financière de l'association

Les PV dressés entre 2014 et 2017 sont particulièrement concis et tiennent sur deux pages, dont plusieurs passages sont de simples « copier-coller » d'une année sur l'autre. Parfois, les informations apportées sont inexactes. La situation financière est invariablement décrite comme saine en faisant régulièrement référence à la « *bonne santé* » financière de l'association.

Ainsi, lors de l'AGO du 16 novembre 2015, en contradiction avec les résultats comptables consolidés de l'association et de la société professionnelle, M. Legname – qui anime la réunion et présente le budget, alors qu'il n'a aucune responsabilité officielle dans l'association, dont il n'est même pas membre du comité de direction, mais seulement dans la société dont il est le directeur général – « *informe de la bonne santé de l'association* » et précise que « *financièrement tout va pour le mieux* ».

Aucune mention n'est faite de la situation de redressement judiciaire de la société, dont les capitaux propres au 30 juin 2015 sont négatifs à hauteur de 221 046 € et dont le résultat courant avant impôt est négatif à hauteur de 77 331 €¹⁰ alors que l'association est pourtant actionnaire à hauteur de 38,8 % de cette société. L'information relative à la situation de redressement judiciaire de la société sportive n'est pas non plus contenue dans les rapports du commissaire aux comptes produits pour le compte de l'association et qui auraient pu faire l'objet d'une lecture en assemblée générale.

Lors des AGO du 14 novembre 2016 et du 23 juin 2017, c'est M. Leonis qui cette fois fait part, exactement dans les mêmes termes selon les PV de ces deux AG, « *de la bonne santé de l'association* » et indique que « *financièrement le club va mieux* ». En réalité, plusieurs éléments propres à la gestion de l'association sont passés sous silence tels que, par exemple, des montants élevés de charges exceptionnelles et des arriérés de paiement conséquents de dettes fiscales et sociales.

Une nouvelle fois, les importantes difficultés financières de la société professionnelle ne sont pas abordées lors de ces deux AGO. Plus généralement, malgré la situation de redressement judiciaire de la SAOS HTVB depuis 2013, la chambre n'a globalement trouvé aucune trace d'une quelconque mention de ces difficultés financières lors des AGO ou lors des

¹⁰ Seuls des produits exceptionnels à hauteur de 125 852 € permettent d'afficher un résultat net positif cette année.

comités de direction de l'association jusqu'à ce qu'il soit demandé en 2018 à l'AGE de valider la cession des actions que l'association détenait dans la société.

Cette absence d'information est particulièrement surprenante au regard du poids de l'association dans l'actionnariat de la SAOS et compte tenu des déclarations des dirigeants de l'association quant à la nécessité d'exercer un contrôle sur les activités de la société.

La chambre rappelle à ce sujet que le régime juridique d'une SAOS impose à l'association support de détenir au minimum un tiers du capital social. Cela constitue une contrainte en termes de financement de la société puisque les augmentations de capital imposent que l'association puisse suivre à hauteur du tiers qu'elle doit posséder. C'est pourquoi les différents présidents de la société sportive, en quête de moyens financiers plus importants ont, chacun à leur tour, plaidé pour une transformation de la SAOS en société anonyme sportive professionnelle (SASP). La SASP présente en effet certaines caractéristiques qui la distinguent des SAOS et la rendent, à cet égard, davantage attractive pour les investisseurs. Elle peut, notamment, distribuer des dividendes et rémunérer ses dirigeants mais surtout, l'accès au capital des SASP est libre puisque l'association support n'est pas tenue de détenir un capital minimum, une seule action est suffisante. Ceci explique que la SASP constitue, de fait, la solution vers laquelle convergent la plupart des grands clubs professionnels.

Or, l'association support HTVB a longtemps fait valoir, via ses dirigeants, sa minorité de blocage pour s'opposer à une transformation de la société support en SASP. En réponse à un questionnaire de la chambre, l'ancien président de l'association M. Leonis a en outre indiqué que *« l'association était contre la rémunération des dirigeants de la société et voulait garder une minorité de blocage sur de mauvais choix éventuels de la société »*. Il a précisé avoir plus particulièrement souhaité éviter que la gouvernance du centre de formation passe sous la responsabilité de la société car à ses yeux *« l'association perdrait une grande partie de ce qui faisait sa réputation (club formateur de minimes à espoir, cursus de 8 ans) ainsi qu'une partie des subventions attribuées »*.

Dans ces conditions, le défaut manifeste et chronique de présentation des principaux éléments de gestion de la SAOS aux membres de l'association apparaît encore plus contradictoire avec la volonté affichée de l'association et de ses dirigeants de garder un pouvoir de contrôle sur la société et l'ensemble du club.

S'agissant de la situation financière de l'association elle-même, les rapports généraux du commissaire aux comptes (CAC) ont explicitement signifié, depuis les comptes 2011/2012 et jusqu'aux comptes 2016/2017 inclus, un refus de certifier les comptes de l'association. Les motifs de ce refus de certification, principalement liés au défaut de comptabilisation de dettes sociales, sont exposés en partie 2.1.1 du présent rapport.

Cette alerte grave – puisqu'elle va au-delà de la faculté offerte au CAC d'émettre des réserves – n'a pourtant jamais figuré dans les PV des AGO de l'association.

Bien au contraire, les PV des AG d'approbation des comptes clôturés les 30 juin 2014, 2015 et 2016 font état d'une intervention orale du CAC lors de laquelle il affirmerait invariablement et uniquement qu'il *« n'a pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre président sur la situation financière et les comptes annuels »*. Ces mentions sont pourtant totalement contraires à son refus de certifier les comptes concernés.

Le commissaire aux comptes a à cet égard indiqué à la chambre avoir été présent à ces AG et y avoir lu ses rapports en faisant clairement part de son refus de certifier les comptes. Pour autant les PV font abstraction de la teneur de ce message ainsi que des éventuels débats que cette position aurait pu susciter, tant de la part des membres de l'association que des élus chargés de représenter les collectivités locales partenaires du club.

En tout état de cause, l'AG a approuvé à trois reprises des comptes insincères qui ne reflétaient pas la réalité de la situation financière de l'association. Elle était pourtant connue des dirigeants de l'association, du CAC et également des élus locaux. Ainsi, le maire de Toulon indique avoir été informé du refus de certification des comptes de l'association par le CAC et des causes ayant motivé ce refus. Dès lors, il aurait dû y avoir des débats à ce propos. En l'absence de ces débats en AG, la chambre relève une forme de passivité des principaux acteurs concernés par la gouvernance de l'association, qu'ils soient membres actifs ou partenaires financiers.

De la même manière, alors que l'association et la société sont liées par une convention qui prévoit la possibilité de nombreuses prestations et de flux financiers croisés, sur toute la période sous contrôle, il n'a jamais été fait une mention explicite de ces prestations et ces flux, à l'exception de l'AG du 16 novembre 2015, et encore moins des créances éventuelles nées au cours de l'exercice et de leur importance cumulée à sa clôture. Pourtant, une dette significative existait bien dans les comptes de l'association à l'égard de la société sportive. L'origine et le fondement allégué de cette dette sont présentés dans la partie 2 du présent rapport, relative à la situation financière de l'association.

La mention de cette dette faisait pourtant partie intégrante des rapports du CAC sur les conventions réglementées. Néanmoins, cette information n'a jamais figuré dans les procès-verbaux d'assemblée générale, sauf de manière très allusive en 2015, alors que cette dernière doit pourtant explicitement statuer sur le **rapport spécial** du commissaire aux comptes, conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce¹¹.

La chambre a enfin constaté une confusion totale dans les rôles et l'identité des personnes en charge de communiquer sur la gestion de l'association. Elle appelle en cela à davantage de vigilance de la part des dirigeants de l'association.

1.4.2.3 Les assemblées générales extraordinaires (AGE)

a) Règles statutaires

Les règles de réunion des AGE et leurs prérogatives sont encadrées par les articles 12, 13 et 14 des statuts. L'AGE a notamment vocation à être réunie dès lors que doit être traité un point ayant une incidence sur la modification des statuts. S'il s'agit de prendre des décisions stratégiques portant atteinte à la structure de l'association, les règles de quorum sont renforcées. Ainsi, les statuts fixent les règles de quorum suivantes selon l'objet de l'AGE :

- lorsqu'il s'agit de modifier les statuts l'article 13 requiert un quorum de présence égal au **quart** des membres actifs de plus de 16 ans ;

¹¹ 3^{ème} alinéa : « Les commissaires aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président du conseil d'administration, présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'assemblée, qui statue sur ce rapport ».

- lorsque la « *dissolution ou la modification de l'association* » est envisagée, l'article 14 requiert alors une participation plus élevée correspondant à la **moitié** des membres actifs de plus de 16 ans.

Si le quorum n'est pas atteint, l'AGE doit être convoquée à nouveau sans qu'elle soit accompagnée cette fois-ci d'une exigence de quorum et ce **indépendamment** de son objet.

L'article 13 des statuts accorde au président de l'association le pouvoir de convoquer l'AGE. Le délai de convocation est le même que pour une AGO, soit 15 jours minimum. Aucune contre-indication expresse n'empêche l'invitation des élus locaux aux AGE.

b) Déroulement des assemblées générales extraordinaires

En pratique, 3 AGE ont eu lieu au cours de la période sous revue.

La première, tenue le 11 juin 2018, a consisté à entériner la vente des actions de la SASP détenues par l'association ainsi que le transfert des droits sportifs pour l'activité professionnelle du club. Elle a fait l'objet de plusieurs irrégularités – modalités de convocation irrégulière, absence de quorum, vices du consentement – qui, compte tenu de leur importance dans le processus de cession de la société professionnelle, sont présentées en détail dans la partie 3 du rapport.

L'AGE de l'association du 24 septembre 2018 a modifié les statuts de l'association à la suite de cette opération. Les propositions ont toutes été approuvées à l'unanimité. Il ressort toutefois des convocations que la mention de la date est absente comme sur l'ensemble des convocations aux AGO. Le PV n'y fait pas davantage référence de sorte qu'il n'a pas été possible de vérifier si le délai prescrit par les statuts pour l'envoi préalable des convocations avait été respecté.

Selon le PV, les convocations ont été adressées à « *toutes les personnes de plus de 16 ans licenciées au Hyères Toulon Var Basket* ». La chambre souligne qu'à défaut d'avoir inclus tous les licenciés dans les convocations, l'ensemble des résolutions prises dans le cadre de cette instance sont irrégulières.

À cet égard, il peut être utile de rappeler la jurisprudence en la matière (CA de Bordeaux ; 31 janvier 2018, n° 16/05989 ; CA Aix-en-Provence, 18 décembre 2018, n° 17/08068). Celle-ci précise que sous peine d'annulation des résolutions adoptées en AG, la convocation doit être effectivement adressée à toutes les personnes qui composent l'assemblée. Notamment, lorsque les statuts prévoient que l'AG comprend les « membres actifs », tout en précisant que, pour ces membres, seuls les plus de 16 ans ou leurs représentants ont droit de vote, tous les « membres actifs » doivent être convoqués quel que soit l'aménagement de l'exercice du droit de vote.

Enfin, les entretiens menés par la chambre avec les élus locaux ont permis de vérifier qu'ils étaient présents à cette AGE du 24 septembre 2018. Depuis cette date, les nouveaux statuts font obligation de les convoquer à toutes les AG.

La troisième AGE (28 janvier 2019) a été l'occasion d'approuver (hors délai) les comptes de l'exercice 2018/2019. Elle a surtout acté le changement de composition quasiment intégral du comité de direction et du bureau de l'association.

1.4.3 Le comité de direction

1.4.3.1 Règles statutaires

Les articles 9 et 10 des statuts prévoient la composition et les principales modalités de fonctionnement du comité de direction (CD). Le mandat des dirigeants est de trois ans renouvelables. Ils l'assument bénévolement.

Jusqu'en septembre 2018, les statuts prévoyaient que le comité de direction comprenait 12 membres en privilégiant le respect de la parité (article 9). Les nouveaux statuts ont abaissé le nombre des dirigeants élus à 10. Ce nombre n'inclut donc pas les 6 membres de droit, représentant les élus locaux, lesquels siègent au sein du CD à titre consultatif.

Aux termes de l'article 10 des statuts, le comité de direction doit se réunir au moins une fois par trimestre.

Les règles de quorum propres au comité de direction exigent qu'un tiers au minimum de ses membres soit présent pour que ses décisions soient valables. L'article 11 des statuts prévoit que *« les personnes rétribuées par l'association peuvent être admises à assister, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée générale et du comité de direction »*.

L'article 9 des statuts de l'association précise que l'adoption de résolutions se fait par un vote à majorité simple. En cas d'égalité, la voix du président de l'association est prépondérante.

Les statuts de l'association confient au comité de direction notamment les prérogatives suivantes : il élit le bureau et notamment le président (article 9) ; il adopte le budget avant le début de l'exercice (article 8) ; il détermine le montant et la période de versement de la cotisation annuelle qu'il soumet pour approbation à l'assemblée générale (article 8) ; il autorise préalablement la signature de tout contrat ou convention passé entre l'association et un administrateur, son conjoint ou un proche (article 8).

1.4.3.2 Un comité de direction dont la composition se renouvelle peu

Entre janvier 2014 et janvier 2019, le comité de direction (CD) a été composé du même noyau de personnes. Seules leurs fonctions respectives ont changé à la suite des AG des 15 septembre 2014 et 23 juin 2017. Ce mouvement tournant de fonctions au sein d'une équipe dirigeante qui restait composée, pour l'essentiel, des mêmes personnes, explique sans doute en partie la persistance, au fil du temps, des problèmes de gouvernance qui viennent d'être évoqués.

La chambre note par ailleurs la présence quasi-constante au sein du CD de salarié(s) de l'association. Ainsi, entre 2015, année de recrutement de M. Laurent Ledentec en tant que responsable de centre de formation, et 2018, celui-ci a participé à l'intégralité des réunions du CD. Depuis 2019, c'est M. Anthony Lasson, responsable administratif et financier qui y est invité et y participe.

À la suite de la vente de la SASP, le comité directeur a été entièrement renouvelé en janvier 2019, à l'exception notable de M^{me} Laffanour qui, après avoir été secrétaire générale de l'association, puis présidente, a conservé depuis 2019 une place éminente dans l'équipe dirigeante en devenant vice-présidente.

Le président de l'association depuis janvier 2019, M. Grasser a été identifié par le maire d'Hyères. Ancien comptable public, il dispose d'un parcours professionnel l'ayant familiarisé avec les notions comptables et financières.

1.4.3.3 Les dysfonctionnements du comité de direction

La chambre a relevé quatre difficultés en ce qui concerne le fonctionnement du comité de direction.

En premier lieu, elle a relevé une confusion certaine dans le positionnement et l'influence de **M. Legname au sein de cette instance. Présent à la quasi-totalité des réunions du comité de direction¹², plusieurs PV le présentent comme « directeur général bénévole »** de l'association. Cette mention récurrente n'a aucune consistance juridique puisque le poste de directeur général de l'association n'est pas prévu dans les statuts et qu'aucune décision de nomination à un tel poste n'a été prise par l'AG ou le CD. Elle tend en revanche à démontrer que M. Legname a eu une influence significative sur les affaires de l'association. Sa présence en tant qu'animateur de certaines AG de l'association et en particulier de l'AGE de 2018 qui a avalisé la cession des actions de la SASP et des droits sportifs détenus par l'association, le confirme.

De même, le contenu de l'ensemble des comptes-rendus du comité de direction de l'exercice 2016 illustre le rôle central joué par M. Legname qui co-animait ces réunions du comité de direction dont il n'était pourtant pas membre. Quant au président, M. Leonis, il est apparu en retrait de ces réunions en n'y concourant qu'à la marge. La même observation peut être formulée à l'égard du trésorier et du secrétaire de l'association. La chambre constate également que lors de la réunion organisée par le maire d'Hyères le 22 juin 2018 pour obtenir des explications de la part des dirigeants de l'association sur la cession des actions de la SASP et des droits sportifs, M. Letendec a indiqué au sujet du rôle de M. Legname « *qu'en fait, il dirigeait l'association* ».

Dans ses échanges avec la chambre, M. Legname conteste avoir été le dirigeant de l'association et minore son influence aux seuls aspects sportifs et de la formation. Il légitime son intervention par le volet du centre de formation nécessaire pour les clubs dont l'équipe première évolue en Pro A ou Pro B. Il renvoie aux aspects statutaires du président associatif d'un côté et du président de la société sportive de l'autre côté pour établir la séparation des pouvoirs. Il fait enfin référence à la nécessité de tenir des réunions mixtes « association-société » en amont de la transmission d'éléments financiers à la Ligue Nationale de Basket. Il ne fournit en revanche aucun élément matériel qui contredirait le propos de la chambre sur son rôle réel, établi à partir des documents et témoignages recueillis au cours de la procédure.

Cette situation pose un réel problème de gouvernance dans la mesure où M. Legname était le directeur général salarié de la société sportive, mais ne faisait pas partie du comité de direction de l'association et n'en était pas non plus salarié. Elle est en effet contraire à l'esprit qui a inspiré les mesures d'incompatibilités prévues par l'article R. 122-8 du code du sport et qui ont pour objet de bien séparer l'équipe dirigeante de l'association, de celle de la société sportive. Or, force est de constater une confusion en ce domaine pour le HTVB.

¹² Il n'a été absent qu'à trois réunions du comité de direction sur 14 entre 2014 et 2018.

Même si le cas est moins grave en raison des responsabilités sensiblement moins importantes exercées par l'intéressé par rapport à celles de M. Legname, la situation de M. Francis Beaux pose un problème similaire de confusion entre les deux structures puisqu'il était à la fois dirigeant de l'association, dont il a été tour à tour vice-président puis trésorier, et mis à disposition de la SAOS par la ville de Toulon.

En deuxième lieu, les prérogatives et les pouvoirs du comité de direction, tant dans leur définition statutaire que dans la manière dont ils ont été exercés, sont insuffisamment précis et clairs, notamment au regard des rôles respectifs des autres instances dirigeantes de l'association.

Ainsi, aucune mention propre à la mise en œuvre des orientations stratégiques adoptées par l'assemblée générale n'est prévue dans les statuts. Il est donc particulièrement difficile de déterminer s'il revient au président, au bureau ou au comité de direction de décider de certains engagements structurants de la vie de l'association, tels que l'embauche de certains salariés (joueurs, entraîneurs), l'organisation des missions du centre de formation, ainsi que la conclusion de partenariats significatifs avec des prestataires, des entreprises ou d'autres clubs et associations. Il en va de même en ce qui concerne la capacité de mandater un tiers pour représenter l'association dans certaines instances ou négociations.

Ce manque de clarté quant à la nature des décisions qui relèvent de la compétence du comité de direction, est source de risques juridiques quant à la validité des décisions susceptibles d'être prises par l'association. La chambre recommande donc de mieux préciser les attributions du comité de direction afin de sécuriser juridiquement ses décisions et de renforcer sa légitimité (par exemple : mettre en œuvre les orientations stratégiques adoptées par l'AG, décider de l'engagement de dépenses supérieures à un montant seuil, ratifier tout mandat confié à un tiers, etc.).

En troisième lieu, sur l'ensemble de la période sous revue, l'instruction conduite par la chambre montre que, contrairement à ce que prévoient les statuts, le comité de direction n'a jamais été en mesure de se réunir au moins une fois par trimestre.

Enfin, alors que le comité est tenu de vérifier régulièrement les comptes, et de construire le budget prévisionnel de l'association en début d'exercice, l'examen détaillé des comptes-rendus du comité de direction depuis 2014 montre que les questions relatives à la gestion administrative et financière n'ont été que très exceptionnellement abordées en réunion. Ainsi, au cours des 16 réunions recensées entre 2014 et 2020, seulement 5 questions sur 53 traitées par le comité étaient en lien avec les finances de l'association. Lorsque ce sujet a été exceptionnellement abordé, les comptes-rendus de ces réunions reflètent très mal la teneur des informations partagées.

Ce défaut d'intérêt pour les aspects relatifs à la gestion administrative et financière de l'association est illustré par le caractère très concis des comptes-rendus de réunions. À l'exception d'un seul d'entre eux, tous tenaient en une simple page.

Aucune disposition légale n'impose certes aux associations la forme de ces documents. La chambre souligne néanmoins que ces **comptes-rendus** sont seuls à même de faire foi, jusqu'à preuve du contraire. Il est dès lors souhaitable qu'ils comportent au moins un résumé des débats et des interventions. Durant toute cette période, hormis un seul cas, les comptes-rendus ont été réduits à des relevés de décision se limitant la plupart du temps à reprendre les points à l'ordre du jour, sans les développer.

Le comité de direction du HTVB s'est donc avéré être un lieu où a été principalement exposée l'activité sportive de l'association sans que ne soient débattues les questions relatives à sa gestion globale et à ses finances, pourtant au moins aussi essentielles. Comme dans le cas des AG, les comptes-rendus antérieurs à 2018 obéissaient à une même logique de passivité sur la gestion de l'association.

La chambre ne peut donc qu'inviter les dirigeants actuels de l'association à adopter en comité de direction des pratiques plus transparentes et rigoureuses, en particulier en ce qui concerne l'état des finances et des engagements juridiques de l'association.

1.4.4 Le bureau et son président

Le bureau est une émanation du comité de direction qui élit en son sein « *un président, un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire et s'il y a lieu un secrétaire adjoint, un trésorier* » (article 9 des statuts). Si dans les faits, ses membres sont chargés de l'exécution des décisions prises par le comité et de la gestion courante de l'association, les statuts ne confèrent au bureau en tant que tel aucun rôle en particulier. Il conviendrait dès lors de les préciser. Tout juste lui reconnaît-on le droit d'animer les assemblées générales. L'article 12 des statuts mentionne ainsi que « *Le président assisté des membres du bureau préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée* ».

Le président dispose par contre de compétences propres. Les statuts lui confèrent ainsi le pouvoir :

- de contracter un prêt bancaire lorsqu'il y est autorisé par l'AG (article 11) ;
- d'ordonnancer les dépenses (article 12) ;
- de convoquer une AGE (article 13) ;
- d'effectuer les modifications apportées aux statuts auprès de la préfecture ainsi que toutes autres déclarations nécessaires auprès des organismes dont peut dépendre l'association (article 16).

L'article 12 des statuts en vigueur de 2005 à septembre 2018 décrit par ailleurs les personnes habilitées à représenter l'association. Ainsi, il revient d'abord au président de représenter l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile. Précisons que les statuts de 2005 avaient étendu le pouvoir de représenter l'association à un « directeur général¹³ » ainsi qu'à tout autre membre du comité de direction à condition expresse qu'il soit spécialement mandaté par celui-ci. En-dehors de ces personnes, les statuts ne prévoient pas que l'association puisse se faire représenter par un tiers.

C'est pourquoi, de la même manière que cela avait été préconisé pour le comité directeur, la chambre recommande de mieux préciser les attributions du bureau dans les statuts de l'association de manière à davantage clarifier les pouvoirs, ainsi que les contre-pouvoirs, des instances dirigeantes.

¹³ Sans pour autant que les statuts de 2005 qui instituaient cette possibilité de confier la représentation de l'association à un directeur général ne décrivent son mode de désignation ni les prérogatives attribuées à cette fonction. Cette seule référence à un directeur général dans les statuts de 2005 a disparu dans ceux de 2018.

1.5 Équipes et moyens mobilisés en interne

1.5.1 Les salariés de l'association

Les salariés de l'association peuvent être distingués en trois catégories : administrative, technique (qui comprend les entraîneurs et éducateurs) et sportive (par essence, les joueurs).

1.5.1.1 Personnel administratif

Les activités exercées en matière administrative consistent à planifier des créneaux d'entraînement pour plus d'une trentaine d'équipes engagées à divers niveaux de championnat, à organiser les déplacements qui en découlent, à gérer administrativement et financièrement le centre de formation, à constituer des dossiers de demande de subvention, à rechercher des sponsors privés et enfin à assurer le suivi de la convention passée entre la section féminine du HTVB et une autre association sportive. Cette activité a été exercée en moyenne par trois personnes durant la période sous revue.

Suite au renouvellement des instances dirigeantes en janvier 2019, deux salariés de l'équipe administrative ont fait l'objet d'une rupture conventionnelle de leur contrat de travail. Les activités de recherche de partenariats privés, exercées par un salarié à temps plein, ont été externalisées.

Un manager général, M. Dumas, a été nommé. Il lui revient de mettre en place la politique sportive du club sous tous ses aspects et à ce titre de gérer les ressources humaines, financières et matérielles du club. Un agent, initialement responsable administratif et financier de la société professionnelle, a rejoint l'équipe administrative de l'association en octobre 2018 et a été l'un des interlocuteurs principaux de la chambre.

1.5.1.2 Personnel technique

L'association s'est appuyée sur l'intervention de trois entraîneurs et formateurs en moyenne au cours de la période sous revue. Un seul entraîneur est resté en poste sur toute cette période, Mme Patricia Mouchot, en charge de la section féminine à Toulon.

La dimension « opérationnelle » de la gestion de l'association (planification des horaires d'entraînement, gestion des salles et déplacements, encadrement des formations des jeunes et des bénévoles) est exercée par un jeune salarié du club, entraîneur d'équipes jeunes, initialement recruté sur un emploi aidé en 2014, puis prolongé en CDI en 2019.

1.5.1.3 Personnel sportif

Les sportifs salariés ont été, jusqu'à l'été 2018, des joueurs stagiaires ayant intégré le centre de formation. Depuis la saison 2018/2019, l'association a recruté, en plus des stagiaires du centre de formation, des joueurs pour renforcer son équipe engagée en NM3, puis en NM2. Les charges salariales les concernant représentent le poste de dépense dont la croissance est la plus dynamique depuis 2018. Lors de la saison 2019/2020, sept joueurs au total ont été salariés.

Leur salaire net mensuel évolue entre 1 200 € et 3 000 € pour le joueur le mieux payé. À cela s'ajoutait pour quatre d'entre eux une indemnité de logement de 325 €, déclarée sur les bulletins de salaire. Deux joueurs disposaient d'une indemnité de 250 € de prise en charge d'un véhicule.

Le processus de recrutement des joueurs est confié au manager sportif du club, salarié de l'association. Une fois le budget prévisionnel de la saison N+1 établi avec le président de l'association et le responsable administratif et financier en fin de saison N, et dans lequel est établi un prévisionnel de charges de personnel, ce dernier dispose des marges de manœuvre pour fixer les conditions de rémunération de chaque joueur et cadre technique de l'association.

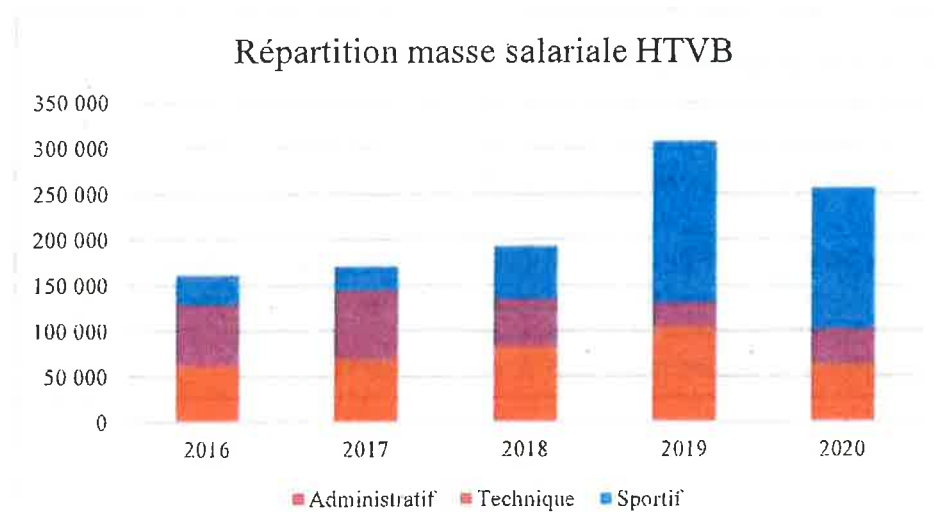
1.5.2 Répartition de la masse salariale

Tableau n° 7 : Rémunération brute par domaine d'activité – 2016 à 2020

	2016	2017	2018	2019	2020
<i>Administratif</i>	61 899 €	68 852 €	81 686 €	103 592 €	62 944 €
<i>Technique</i>	66 782 €	75 367 €	53 114 €	27 620 €	38 796 €
<i>Sportif</i>	32 433 €	26 439 €	58 014 €	176 298 €	154 377 €
	161 114 €	170 658 €	192 814 €	307 510 €	256 117 €

Source : DADS URSSAF 2016 à 2018 + bulletins de salaire 2019 et 2020.

Graphique n° 3 : Répartition de la masse salariale par catégorie de personnel



Source : DADS URSSAF 2016 à 2018 + bulletins de salaire 2019 et 2020.

Le tableau et le graphique ci-dessus montrent que l'augmentation de la masse salariale provient essentiellement de la dynamique de la politique salariale à l'égard des joueurs. À partir de 2017, on constate également une contraction des moyens accordés à l'encadrement technique

de l'association. La hausse de la masse salariale du personnel administratif jusqu'en 2019 s'explique notamment par l'évolution du salaire du manager sportif ainsi que par le paiement d'indemnités de rupture conventionnelle en 2019. La baisse en 2020 s'explique, pour sa part, par l'externalisation de la prestation de recherche de partenariats privés, auparavant gérée en interne.

1.5.3 Typologie des contrats de travail

Les contrats des personnels administratifs et techniques sont de deux natures : soit sous forme de CDI, soit sous contrat aidé. Le nombre d'emplois aidés a cependant fortement diminué dans le temps comme l'illustre le tableau suivant.

Tableau n° 8 : Effectif des emplois aidés – 2014 à 2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<i>En nombre d'agents</i>	4	4	4	4	3	1	0
<i>En équivalent temps plein</i>	1,8	2,6	3,3	3,6	2,3	0,8	0

Source : CRC à partir de l'exploitation du registre des emplois de l'association.

En revanche, les contrats utilisés pour recruter les joueurs et joueurs stagiaires sont des CDD. Leur durée est en général de moins d'un an, correspondant à la saison sportive courant de septembre N à juillet N+1.

1.6 Ressources et partenariats

1.6.1 Partenariats avec les collectivités locales

La réalisation des activités de l'association repose principalement sur la signature de conventions de partenariat avec quelques grandes collectivités que sont, la ville de Toulon, la ville d'Hyères, la communauté d'agglomération – devenue métropole – Toulon Provence Méditerranée (TPM), le département du Var et la région PACA.

1.6.1.1 Le partenariat avec le département du Var

Les conventions conclues entre le département et l'association HTVB reposent sur le fondement selon lequel « *L'association HTV propose, pour la saison sportive XXX/YYY un partenariat sur la poursuite des actions concernant l'activité sportive du club et le soutien aux équipes jeunes, ainsi que sur la réalisation de missions d'intérêt général au travers du fonctionnement de son centre de formation* ».

Les engagements de la collectivité ont consisté à soutenir financièrement l'association HVTB par le versement d'une subvention de fonctionnement. Tout comme pour les autres collectivités partenaires, les montants de subventions sont repris dans la partie 2 du rapport.

Ces conventions ont systématiquement été signées, au plus tôt, lors du mois de décembre de la saison en cours, et parfois après la clôture de la saison. Ce calendrier d'approbation et de versement des subventions n'est pas sans conséquence pour l'association qui ne dispose que d'une visibilité réduite sur les ressources financières qu'elle pourra attendre du département lors de chaque saison. Ce constat est valable pour les financements reçus de la plupart des collectivités locales partenaires.

Pour rendre compte de la réalisation des engagements pris dans la convention, l'association devait remettre à l'issue de chaque saison un rapport d'activité ayant pour obligation de mentionner « *au minimum les résultats obtenus sur la base des indicateurs et objectifs précisés dans l'annexe I de la [présente] convention* ». La chambre relève que l'annexe I s'est systématiquement limitée à détailler les catégories de recettes et de dépenses qui devaient figurer dans le compte rendu financier de l'association. Aucun indicateur d'activité opérationnelle, ni de résultat, n'a vraiment figuré dans les différents comptes-rendus remis par l'association.

L'association était par ailleurs soumise à d'autres obligations, de nature administrative et promotionnelle, parmi lesquelles celle de remettre, au plus tard six mois après la clôture de l'exercice, un compte-rendu financier des actions soutenues ainsi que les bilans et comptes de résultat, certifiés conformes par le commissaire aux comptes (CAC).

Sur cet aspect du reporting, la chambre constate que les documents remis au département ne respectent pas les engagements pris dans la convention, sans que pour autant ces manquements aient été identifiés par la collectivité. Ainsi, l'association n'a pas communiqué le rapport général et le rapport spécial annuels du commissaire aux comptes qui mentionnaient pourtant expressément, pour le premier, l'absence de certification des comptes annuels jusqu'aux comptes 2016/2017 et qui faisaient état, pour le second, de dettes de l'association à l'égard de la SAOS. Or, face aux signalements transmis par les élus des collectivités concernés au procureur de la République arguant d'un défaut d'information quant à l'existence de cette dette, un contrôle plus effectif par leurs services du respect des obligations de la convention, aurait permis de faire remonter cette information dès 2014, voire avant, dans la mesure où cette dette était donc explicitement mentionnée dans les rapports spéciaux du commissaire aux comptes que le HTVB avait l'obligation de transmettre au département.

1.6.1.2 Le partenariat avec TPM

Les conventions de partenariat signées avec TPM ont également matérialisé le fort soutien financier de l'EPCI à l'association sous forme de subventions.

Les engagements « opérationnels » de l'association Hyères Toulon Var Basket, en contrepartie des subventions reçues de TPM, étaient les suivants :

- mettre en œuvre son programme d'activités tel que défini par son comité de direction ;
- organiser des actions sociales d'insertion, de cohésion et d'intégration, notamment auprès des quartiers dits « *difficiles* » et ce à travers le ciblage de « *licenciés des autres clubs de basket de l'agglomération* » ainsi que de « *jeunes non licenciés issus des quartiers difficiles regroupés en association et qui feront une demande d'intervention* ».
- développer et gérer son centre de formation dans les règles établies par la FFBB.

Comme pour le département du Var, la convention ne faisait aucune mention précise des objectifs attendus et ne renvoyait pas davantage à une quelconque annexe qui aurait permis de quantifier et/ou qualifier les résultats attendus. L'association était en revanche soumise à un certain nombre d'obligations de gestion dont l'objectif était de permettre à la collectivité d'apprécier la situation financière de l'association.

La chambre constate que les documents de compte-rendu d'activité remis à la collectivité ont été particulièrement lacunaires. Malgré cela, à aucun moment le soutien financier de la collectivité n'a été remis en question, ni soumis à une quelconque demande de justificatifs plus précis, ce qui tend à démontrer le caractère superficiel des contrôles opérés et rend les objectifs et enjeux formulés dans les conventions de partenariat signées avec TPM plus formels que réels. La métropole a toutefois indiqué être en phase de structuration de ses services de manière à « *améliorer le suivi et le contrôle de l'emploi des subventions allouées* ».

En outre, les documents de reporting financier, parmi lesquels figuraient notamment les comptes annuels de l'association et les rapports du commissaire aux comptes, auraient pu permettre à la collectivité d'identifier les problèmes dont les élus se plaignent de ne pas avoir été tenus informés, dans les courriers adressés à la chambre et au procureur de la République, à la suite de la cession de l'équipe professionnelle en 2018.

1.6.1.3 Le partenariat avec la commune de Toulon

Le soutien de la ville de Toulon à l'association HTVB s'est principalement traduit sous trois formes : l'attribution de subventions, la mise à disposition d'équipements sportifs à titre gratuit et, marginalement, la mise à disposition de personnels.

Concernant l'attribution de subventions, ces apports ont été réalisés dans le cadre de conventions dans lesquelles les engagements de l'association HTVB étaient les suivants :

- la promotion et l'enseignement du basketball et de toutes activités de « *prévention destinées à renforcer les valeurs positives du sport* » auprès des jeunes licenciés ;
- l'organisation de stages de découverte et de perfectionnement du basket ;
- la conduite d'actions communes avec les autres clubs sportifs de la ville ;
- la mise en place d'activités d'intérêt général, notamment de formation, de cohésion sociale, en particulier auprès de jeunes issus de quartiers défavorisés, mais aussi de prévention, notamment en matière de santé et de lutte contre le dopage ;
- le soutien des activités des équipes en championnat de France (1^{ère} ou 2^{ème} division selon les saisons entre 2014/2015 et 2017/2018). À compter de la convention 2017/2018, ce dernier engagement a cessé d'être exprimé dans les conventions.

La convention prévoyait de façon explicite qu'après le versement d'un premier acompte correspondant à 50 % de la subvention, le solde serait versé sous réserve de l'avis favorable d'un comité *ad hoc* d'examen de l'emploi de la subvention. Ce comité n'a cependant jamais été réuni.

Pour rendre compte de la réalisation de ses engagements, l'association devait remettre à l'issue de chaque saison un rapport d'activité, les bilans et comptes de résultat et enfin présenter un état récapitulatif des subventions reçues (compte d'emploi des subventions). Une nouvelle fois, les **comptes-rendus** d'utilisation des subventions se sont bornés à mentionner une subvention de fonctionnement, sans donner aucune information sur les actions menées et en ne

faisant aucunement référence aux engagements fixés dans la convention. Il apparaît évident que ces comptes-rendus ne permettaient pas d'évaluer si les objectifs fixés à travers les programmes d'actions mentionnés dans les conventions avaient pu être atteints.

Concernant la mise à disposition d'équipements sportifs, le soutien de la ville de Toulon s'est matérialisé par la mise à disposition à titre gratuit :

- du Palais des Sports de Toulon, enceinte sportive d'envergure disposant, entre autres, de deux terrains de sport, d'une enceinte principale d'une capacité de 4 500 places, d'une salle de préparation physique, de vestiaires et de bureaux ;
- de quatre gymnases situés sur le territoire de la ville.

Dans son rapport d'observations définitives sur la ville de Toulon publié en 2021, la chambre a mis en évidence que, conformément aux règles d'évaluation mises en place par la ville, la valorisation des équipements mis à disposition de l'association HTVB s'élevait à 72 315 € pour la saison sportive 2017/2018 et à 80 210 € pour la saison sportive 2018/2019, alors que la valeur locative de ces équipements était estimée en 2015 à 16 000 € par an. Compte tenu de la dimension et des facilités offertes par le Palais des Sports, cette réévaluation survenue en cours de période sous revue débouche sur un résultat désormais plus conforme à la valeur réelle des équipements mis à disposition.

1.6.1.4 Le partenariat avec la commune d'Hyères

Le soutien de la ville d'Hyères à l'association HTVB s'est principalement traduit sous deux formes : l'attribution de subventions et la mise à disposition d'équipements sportifs à titre gratuit.

Concernant l'attribution de subventions, ces apports ont été réalisés dans le cadre de conventions de partenariat dans lesquelles il était simplement indiqué que le soutien financier de la commune visait à contribuer au fonctionnement de l'association, à la suite de la demande déposée par cette dernière en mairie.

Pour rendre compte de la réalisation de ses engagements, l'association devait remettre à l'issue de chaque saison un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la convention, étant précisé qu'il devait être constitué de tableaux des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée et que ces tableaux devaient faire apparaître les écarts éventuels entre le budget prévisionnel et le budget réalisé.

De fait l'association n'a jamais remis de compte-rendu d'activité pendant toute la période contrôlée.

Ainsi, malgré une mention de la convention stipulant que *« tout refus de communiquer les documents demandés de même que l'insuffisance des documents fournis peuvent également justifier la suppression de la subvention ou son remboursement »*, cette disposition n'a jamais été appliquée, ni même rappelée aux dirigeants de l'association.

La ville a toutefois reçu chaque année, les comptes annuels et l'association ainsi que le rapport du commissaire aux comptes dans lequel était précisé que ce dernier refusait, jusqu'en 2018, de certifier les comptes de l'association. Ces documents n'ont donc à l'évidence pas été analysés par la commune car leur simple consultation lui aurait permis de déceler des insuffisances et des difficultés de gestion dont elle se plaint d'avoir appris trop tardivement l'existence.

Concernant la mise à disposition d'équipements sportifs, le soutien de la ville d'Hyères s'est matérialisé par la mise à disposition à titre gratuit de 4 gymnases à hauteur d'environ 60 heures de mise à disposition par semaine en cumulé.

1.6.1.5 Le partenariat avec la région

L'association a également bénéficié de financements réguliers de la part de la région dans la mesure où celle-ci avait fait du soutien aux centres de formation des clubs professionnels titulaires d'un agrément ministériel, un axe central de son appui au mouvement sportif, en lien avec l'une de ses principales compétences : la formation. Jusqu'à la saison 2017/2018, les conventions de partenariat annuelles signées avec la région PACA avaient pour objet spécifique le financement du fonctionnement du centre de formation.

En contrepartie de ces engagements, la région s'engageait à verser une subvention annuelle dont les modalités de versement prévoyaient le paiement d'un premier acompte de 70 % après notification de la signature de la convention par la région. Le solde avait vocation à être versé à réception de la production des documents justifiant la réalisation de l'action, en l'espèce un compte-rendu financier du fonctionnement du centre de formation ainsi qu'un rapport d'activité de l'association. La convention prévoyait également que l'association transmette chaque année une copie certifiée de ses comptes annuels.

À l'occasion d'un contrôle diligenté par l'inspection générale des services de la région en 2014 et dont les conclusions rendues en 2015 soulevaient plusieurs irrégularités, la collectivité a, d'une part, suspendu toute décision d'attribution de subvention à l'association, et d'autre part, demandé le remboursement de 87 507,89 € de subventions indument perçues à l'occasion des saisons sportives 2011/2012 et 2012/2013. Ce remboursement s'est matérialisé par la mise en place d'un échéancier de paiement étalé du 31 juillet 2016 au 30 avril 2021 et par l'émission de huit titres de recettes en date du 8 novembre 2015.

Lors de la saison 2017/2018, la région a accepté d'accorder à nouveau son soutien au centre de formation du HTVB en raison de la démission du poste de président de M. Leonis, dont elle avait fait une condition préalable à la reprise de ses aides. Le montant de la subvention s'est élevé à 75 000 €, correspondant à l'addition du montant de 30 000 € initialement prévu dans le projet de convention 2016/2017 (finalement signée en octobre 2017) et le projet de convention 2017/2018 matérialisant une subvention de 45 000 €.

La cession de la société professionnelle et des droits sportifs ayant entraîné la perte de l'agrément du centre de formation par le ministère des sports, la région a une nouvelle fois cessé d'apporter son soutien financier lors de la saison 2018/2019, avant de le restituer pour la saison 2019/2020 à hauteur de 50 000 €, dont 40 000 € au titre du centre de formation et 10 000 € au titre du fonctionnement général de l'association. La dernière convention signée précise qu'elle vise désormais à soutenir le fonctionnement général de l'association et reprend, pour l'essentiel, les mêmes dispositions que les conventions précédentes.

La chambre souligne que la région PACA apparait comme la seule collectivité qui, par des mesures de contrôle adéquates, a su identifier les lacunes de gestion de l'association et en tirer les conséquences en matière de recouvrement des subventions indues et de maintien ou non de son soutien.

Cette efficacité pourrait être davantage optimisée en organisant une circulation de l'information entre les différentes collectivités qui subventionnent une même structure, puisqu'en l'espèce la région n'a pas informé les autres collectivités partenaires (département du Var, TPM, Hyères, Toulon) des irrégularités qu'elle avait observées dans la gestion du HTVB. À l'inverse les collectivités, autres que la région, auraient pu manifester davantage de curiosité quant à l'origine de la démission de M. Leonis et à la suite de sa condamnation qui peut difficilement être passée inaperçue localement.

1.6.2 Ressources et partenariats avec des acteurs privés (entreprises, autres associations...)

1.6.2.1 Les partenariats avec les entreprises

L'association HTVB a également construit un certain nombre de partenariats visant à obtenir un soutien financier par des entreprises locales, essentiellement des TPE et PME. Pour la saison 2018/2019, l'association a réussi à mobiliser 80 325 € de dons, apportés par 39 entreprises différentes, ce qui représente un don moyen de 2 059 € par partenaire. Pour la saison 2019/2020, 147 132 € de dons ont été apportés par 32 entreprises différentes, ce qui représente un don moyen de 4 597 € par partenaire. Pour la saison 2020/2021, 131 313 € de dons ont été apportés par 36 entreprises différentes, ce qui représente un don moyen de 3 647 € par partenaire.

Jusqu'en septembre 2019, la responsabilité de rechercher des entreprises partenaires reposait sur des compétences internes à l'association, qui fait désormais appel à un prestataire spécialisé dans la recherche de partenariats et de mécènes, la société Courtside consulting.

Au regard des montants de dons obtenus sur les deux dernières saisons, ce recours à un prestataire semble avoir eu des effets positifs. Le montant des partenariats a augmenté de plus de 67 000 € entre 2018/2019 et 2019/2020 et est resté relativement stable en 2020/2021 malgré une situation économique et sportive fortement affectée par la crise du Covid. Le coût des commissions reversées à ce prestataire est en outre inférieur au coût total des salaires versés auparavant pour cette activité.

Enfin, l'association a mobilisé également un certain nombre de partenariats « en nature » dont l'effet est de réduire le montant des dépenses payées en numéraire. Il s'agit par exemple de la mise à disposition gratuite d'un bus pour les déplacements de l'équipe élite par le groupe Transdev, ou encore de la mise à disposition gratuite de cinq voitures par une enseigne de location, de la fourniture gratuite de places de cinéma par un exploitant de salles pour l'organisation de tombolas lors des matchs, ou l'accès à des salles de préparation physique pour les joueurs. Un tableau interne de suivi de ces apports en nature les valorise à 90 500 € pour la saison 2019/2020.

1.6.2.2 Un partenariat avec une autre association : la CTC Littoral Var Basket

Depuis le 9 mars 2009, le HTVB et La Seyne Basket ont officialisé un partenariat qui concerne les équipes féminines. L'objectif est de développer une dynamique pour le basket féminin afin de constituer une équipe féminine de niveau national et de structurer un centre de formation dédié. Dans cette perspective, un **conventionnement** avec le club de La Seyne Basket a été signé le 21 septembre 2011 et permet de constituer ce que l'on appelle une CTC, soit une Coopération Territoriale de Clubs. L'article 332 des « Règlements généraux » de la FFBB la définit comme une convention par laquelle des clubs qui lui sont affiliés s'engagent à collaborer en vue d'assurer le développement du basketball conformément aux orientations de sa politique.

Ce partenariat entre les clubs du HTVB et de La Seyne basket a permis de mutualiser quelques moyens sportifs, en particulier les entraîneurs, et techniques (locaux d'entraînement, petit matériel). Il a aussi permis de renforcer et d'homogénéiser plusieurs équipes de niveaux d'âge, comprenant les seniors ainsi que les cadettes et minimes, tout en ayant pour objectif d'attirer des jeunes filles disposant d'un potentiel sportif intéressant.

Depuis la saison sportive 2020/2021, un centre de **perfectionnement** a été mis en place dont le fonctionnement s'inspire fortement du centre de formation pour les masculins : entraînements intensifs, convention avec des établissements scolaires¹⁴ et accompagnement scolaire renforcé, internat en pension complète, possibilités de famille d'accueil pour les week-ends ainsi que pour les jeunes filles de provenance lointaine et suivi médical renforcé. sept personnes, dont deux salariés de l'association HTVB, s'occupent opérationnellement de ce centre de formation.

2 SITUATION ET ANALYSE FINANCIÈRE

2.1 Des comptes impactés par des dettes fiscales et sociales ainsi que par une dette conséquente à l'égard de la société professionnelle

2.1.1 Des comptes non certifiés par le commissaire aux comptes pendant plusieurs exercices du fait de problèmes de comptabilisation de dettes et créance fiscales.

Les associations percevant une aide publique d'un montant total annuel supérieur à 153 000 € doivent nommer un commissaire aux comptes (code de commerce art. L. 612-4). Étant donné les montants de subventions perçus par l'association HTVB, significativement supérieurs au seuil indiqué, cette dernière est donc soumise à cette obligation. M. Jean-Claude Barbier a succédé à M. Gilbert Vivier dans cette mission de CAC auprès de l'association (ainsi que de la société sportive) à partir de la saison et des comptes 2011/2012.

¹⁴ Pour les jeunes filles suivant un enseignement général, il s'agit du collège et lycée privé Les Maristes à La Seyne-sur-Mer ; pour les jeunes filles suivant d'autres sections (technologique, professionnelle) les conventions sont passées avec les lycées Langevin et Beaussier également à La Seyne-sur-Mer.

Dès la première année de sa mission et jusqu'aux comptes 2016/2017 inclus, il n'aura de cesse de refuser de certifier les comptes annuels de l'association. Les raisons sont détaillées dans son rapport sur les comptes annuels clos le 30 juin 2012 dont un extrait est joint en annexe n° 6. Elles tiennent, d'une part, à la non prise en compte des conséquences d'un redressement fiscal dont le solde non réglé s'élevait à cette date à environ 200 000 € et, d'autre part, à l'existence d'un crédit de TVA comptabilisé à hauteur de 192 319 € à l'actif du bilan comme une créance de l'association sur le Trésor public, créance dont le CAC n'identifiait pas le fondement et dont le Trésor public n'a au final accordé une admission partielle qu'à hauteur de 31 349 €. Ce second motif a dès lors disparu du rapport sur les comptes 2014/2015 mais a impacté négativement les comptes de l'association.

À compter de cet exercice, le refus de certifier a donc uniquement reposé sur la non prise en compte du redressement fiscal. À ce sujet, même si l'association contestait le redressement, le CAC relevait à juste titre que l'association aurait dû le provisionner.

Les comptes de l'association ont donc été insincères jusqu'en juin 2017, soit sur quasiment toute la période de contrôle. Ils ne reflétaient pas en effet la réalité de la situation financière au niveau de la prise en compte des conséquences d'un redressement fiscal qui a dû finalement être réglé, alors qu'il n'avait pas été provisionné. Cela n'a pas empêché les dirigeants de présenter ces comptes en AGO¹⁵ et de les faire approuver sans, mentionner dans les PV le refus de certifier du commissaire aux comptes et en affirmant même le contraire.

À compter de la saison 2017/2018, le CAC a certifié les comptes ainsi que ceux des saisons suivantes.

2.1.2 Une dette importante et ancienne envers la société sportive

Lors de la cession des actions de la SASP en 2018, les ordonnateurs des collectivités qui subventionnaient l'association se sont étonnés de l'existence d'une dette de l'association envers la société dont ils indiquaient apprendre l'existence. Celle-ci s'élevait à 241 K€ au 30 juin 2018, contre 377 902 € au 1^{er} juillet 2014, soit au début de la période de contrôle.

L'origine de cette « dette » remonte en fait à la création de la SAOS. M. Palacios, président de la SAOS de 2011 à 2015, a indiqué qu'il s'était « inquiété » de l'existence de cette dette. Cela l'avait incité à diligenter un audit et il a précisé que « *s'il y a eu des dysfonctionnements, il faut les rechercher dans les années 2006 à 2011* ».

En raison de l'ancienneté de cette dette initiale, la chambre est dans l'incapacité d'en évaluer le bien fondé. Elle constate cependant que cette dette est née en un seul exercice puisqu'elle figure pour un montant de 475 944 € dès les comptes de l'exercice juillet 2005-juin 2006 de l'association. La chambre constate également que sa justification reposera notamment sur des facturations, de la SAOS à l'association, de mises à disposition de salles. Or les salles utilisées par le club sont mises à disposition directement et gratuitement de l'association par les communes de Toulon et Hyères. Il n'y avait donc aucun fondement à des facturations de mises à disposition de salles par la société à l'association. Par ailleurs plusieurs indices montrent qu'il s'agirait de facturations forfaitaires, ce qui en accroît le caractère douteux.

¹⁵ Sauf pour les comptes 2016/2017 qui, comme cela a été souligné plus haut, n'ont jamais été approuvés.

À partir de cette dette initiale, dont le fondement apparaît incertain, la créance de la SAOS sur l'association a continué de croître sur les mêmes bases pendant plusieurs saisons par le biais de facturations de prestations, dont la possibilité est certes prévue dans le cadre des conventions de gestion, mais dont il est impossible de s'assurer aujourd'hui de la réalité et de la conformité aux cas limitativement prévus par la convention.

Au total, entre les saisons 2005/2006 et 2010/2011, le montant cumulé des prestations qui auraient été facturées par la SAOS s'élève à 2,29 M€.

Tableau n° 9 : Montants des prestations facturées par la SAOS à l'association avant 2011

2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	TOTAL
476 K€	363 K€	646 K€	454 K€	250 K€	100 K€	2,29 M€

Source : Comptes annuels au 30/06/2006 ; convention de gestion 2007 ; rapport d'audit AGALEX mars 2012.

Au cours de l'instruction, M. Leonis, président de l'association de 2005 à 2017, a indiqué n'avoir pas été tenu informé de l'existence de ces factures, émises par le président de la SAOS, M. Fabrice Veyrat, en lien avec l'expert-comptable de l'association et de la SAOS. Des règlements partiels de la dette à hauteur d'au moins 1,68 M€¹⁶, sont pourtant intervenus sur la période considérée.

S'agissant de l'évolution de la dette résultant de ces flux croisés de facturation et de remboursement, un rapport d'audit de mars 2012 diligenté par le président de la SAOS de l'époque, M. Palacios, a établi que la créance détenue par la SAOS sur l'association, s'élevait à 607 K€ au 30 juin 2011.

Tableau n° 10 : Créance de la SAOS sur l'association HTVB

Au 30/06/2009	Au 30/06/2010	Au 30/06/2011
651 K€	572 K€	607 K€

Source : Rapport d'audit AGALEX du 9/03/2012 & rapport spécial CAC 2010/2011 sur les comptes de l'association.

Au cours des années suivantes, le solde du compte fournisseur imputé à la société sportive, dans les comptes de l'association, a baissé de manière continue à partir de la saison 2011/2012, traduisant l'effort budgétaire consenti par l'association pour apurer cette dette. La société a continué à facturer chaque année différentes prestations, partiellement compensées par des prestations facturées par l'association.

¹⁶ Écart entre 2 289 K€ (montant cumulé des facturations) et 607 K€ (solde de la créance au 30/06/2011).

Tableau n° 11 : Évolution de la « dette » de l'association au 30/06/N, des montants versés par l'association à la SAOS et des prestations facturées à l'association

En €	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
<i>Solde compte fournisseur « SAOS » de l'association au 30/06/N (= dette de l'association vis-à-vis de la SAOS)</i>	472 559	380 402	377 902	336 777	277 777	254 277	*0	--
<i>Solde du compte client « SAOS » de l'association au 30/06/N (= créance de l'association sur la SAOS)</i>	16 205	3 645	NC	NC	NC	NC	NC	
Facturations SAOS à association	30 000	35 880	49 500	25 000	28 957	20 000	0	189 337
<i>Dont achats de places</i>	23 000	27 508	37 500	25 000	28 957	20 000	0	161 965
<i>Dont frais de communication</i>	7 000	8 372	0	0	0	0	0	15 372
<i>Dont personnel mis à disposition</i>	0	0	12 000	0	0	0	0	12 000
Facturations association à la SAOS	14 725	12 312	12 000	0	0	0	0	39 037
Paiements association à SAOS	60 000	101 000	141 000	67 500	59 000	23 500	0	452 000

Source : Rapports spéciaux du CAC pour l'association sur les conventions réglementées et Grand Livre de comptes.

* L'association devait encore 241 610 € à la société au 30/06/2018.

Note explicative : ce tableau a été construit à partir des sources susmentionnées. La synthèse de ces données fait apparaître des incohérences que la chambre a été dans l'incapacité d'expliquer et de corriger.

La chambre constate que l'association a versé au total à la société sportive près de 2,13 M€ au titre des différentes conventions de gestion applicables. Si l'on prend comme point de départ 2014 pour coïncider avec le début de la période contrôlée, le montant des versements effectués par l'association à la société de 2014 à 2017 s'est élevé à 150 000 €, auxquels il convient d'ajouter le solde de dette restant après ces paiements, soit 242 K€.

Lors de la cession des titres et des droits sportifs et administratifs rattachés à la société professionnelle, l'abandon de la dette de l'association à l'égard de la société aurait constitué un élément de la transaction.

La chambre constate cependant qu'aucun document officiel cosigné par les deux parties concernées (l'acheteur et l'association) n'est venu acter cet abandon de créance et en particulier le protocole de cession, dont il sera question ultérieurement, qui n'en parle pas. Mais surtout, le caractère douteux de cette créance ainsi que le défaut de perception des redevances qu'aurait dû verser la société à l'association conduisent la chambre à émettre des doutes sur la situation réellement débitrice de l'association vis-à-vis de la société.

La chambre souligne néanmoins que chaque année, le montant de la dette de l'association à l'égard de la SAOS figurait dans ses comptes détaillés. Il était également mentionné explicitement dans chacun des rapports annuels du commissaire aux comptes de l'association sur les conventions réglementées. Or, comme cela a déjà été souligné, les collectivités exigeaient, dans les conventions signées avec l'association en contrepartie de l'octroi de leurs subventions, une transmission des comptes et des rapports du CAC. Si elles avaient exercé un contrôle effectif de l'usage de leurs subventions, elles auraient eu l'occasion, à plusieurs reprises, grâce à ces documents dont elles auraient dû être en possession, de prendre conscience de l'existence de cette dette et de demander les explications et justifications qui s'imposaient.

2.2 Le fonctionnement

Tableau n° 12 : Comptes de résultats de l'association depuis le 01/07/2014 au 30/06/2020

En €	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Ressources propres	71 330	86 353	86 461	91 705	65 693	78 809
Dont licences	52 353	62 721	74 961	69 170	52 961	56 767
Dont participation parents CDF	17 150	23 612	11 500	22 535	9 022	20 465
Dont autres (billetterie, buvette...)	1 827	20			3 720	1 577
Subventions d'exploitation	516 362	476 695	616 322	630 507	427 331	595 010
Dont Subventions État	40 252	53 660	69 187	44 055	23 380	1 817
Dont Collectivités locales	409 135	373 635	496 135	547 135	320 000	440 000
Dont région	40 000			75 000		50 000
Dont département	145 000	145 000	200 000	200 000	120 000	40 000
Dont ville de Toulon	42 000	54 000	54 000	30 000	40 000	40 000
Dont Ville de Hyères	82 135	74 635	72 135	72 135	40 000	120 000
Dont métropole TPM	100 000	100 000	170 000	170 000	120 000	190 000
Mécénat d'entreprises	40 000	49 400	51 000	39 317	80 815	130 870
Dont dons et autres	26 975				3 136	22 323
Autres produits de gestion	4 929	5 464	11 223	7 653	8 029	46 539
Produits financiers	836	183	39	393	29 363	-
Produits exceptionnels	4 446	14 828	13 370	254 049	31 653	1 833
TOTAL Produits	597 903	583 523	727 415	984 307	562 069	722 191
Achats (60)	23 283	17 558	3 847	14 055	17 750	53 311
Services extérieurs (61)	72 509	61 597	73 713	76 372	73 294	148 192
Autres services ext (62)	200 065	248 154	320 800	261 253	211 813	217 651
Impôts et taxes (63)	8 273	23 347	31 269	28 404	9 838	5 860
Charges de personnel (64)	148 594	173 433	199 564	218 991	269 236	436 454
Autres charges gestion (65)	31 451	- 2 498	- 1 378	- 4 859	- 3 438	- 5 416
Charges financières (66)					-	675
Charges exceptionnelles(67)	3 618	42 664	85 784	178 906	44 412	3 874
Dot amort & provisions (68)	2 291	6 900	6 588	5 919	5 762	5 352
TOTAL Charges	490 084	571 155	720 187	779 041	628 667	865 953
RÉSULTAT	107 819	12 368	7 228	205 266	- 66 598	- 143 762
CAF BRUTE	110 110	19 268	13 816	211 185	- 60 836	- 138 410

Source : Comptes annuels.

Au cours des deux derniers exercices, l'association a dégagé un déficit conséquent et croissant. Avant même d'analyser les composantes de ces résultats, il y a lieu d'alerter l'association et ses partenaires sur cette trajectoire inquiétante.

Partageant une forte préoccupation à ce sujet, le commissaire aux comptes avait d'ailleurs initié une procédure d'alerte, qu'il n'a toutefois pas menée à son terme. En effet, plusieurs circonstances, en particulier celles liées à la crise de la covid-19 (voir partie 3.4) ont eu, paradoxalement, des répercussions positives sur la situation financière de l'association. Il s'agit cependant de circonstances conjoncturelles qui ne sont pas de nature, à elles seules, à remettre en cause les craintes structurelles, inspirées par les tendances qui ressortaient des deux derniers exercices analysés par la chambre.

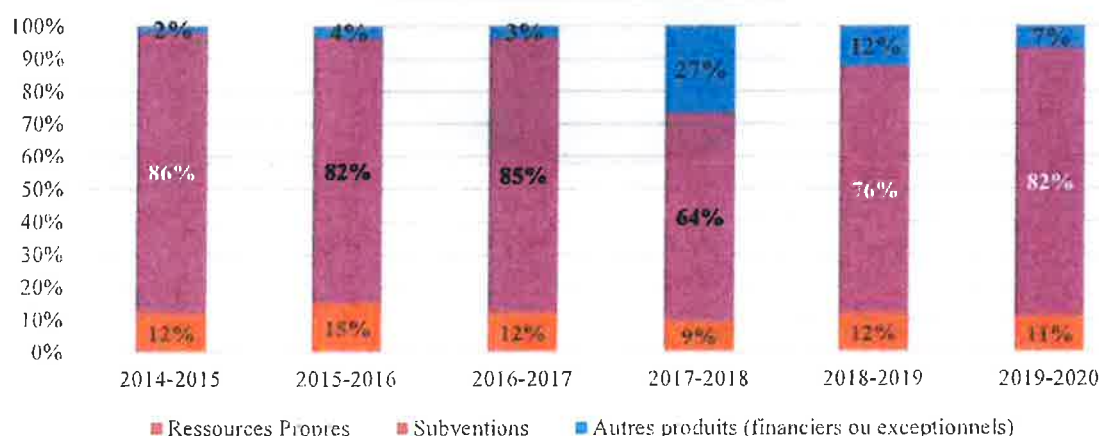
Les chapitres qui vont suivre vont s'attacher à analyser de façon détaillée les différentes composantes financières du fonctionnement de l'association. À ce titre la chambre rappelle que jusqu'à la fin de la saison sportive 2017/2018, le club HTVB était structuré en deux entités (l'association et la société sportive) alors qu'à compter de la saison 2018/2019, seule persiste désormais l'association.

Néanmoins le périmètre d'intervention et les missions de l'association peuvent être considérés comme étant restés globalement comparables d'une période à l'autre. En effet, même si le transfert des titres de la SASP et des droits sportifs à Paris a constitué un changement de périmètre majeur pour le club HTVB dans son ensemble, les activités de l'association n'ont pas fondamentalement changé : celle-ci était et reste le pilote du centre de formation (désormais non agréé); elle compte toujours un nombre équivalent d'équipes amateur, dont l'équipe élite évolue depuis 2018 entre la NM3 et la NM2. Avant cette saison 2017/2018, ce niveau constituait également un niveau auquel pouvait évoluer l'équipe Espoir du club.

2.2.1 Structure des recettes

2.2.1.1 Ressources propres de l'association

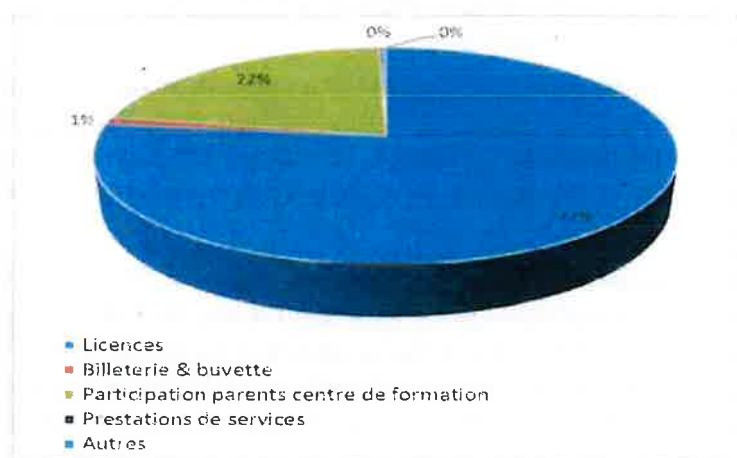
Graphique n° 4 : Part des ressources propres et des subventions dans les produits de gestion



Sources : Comptes annuels.

L'association apparaît particulièrement tributaire des subventions publiques et des dons des entreprises. Les ressources propres, constituées du produit des licences, de recettes de billetterie et de buvette, de participation des parents au fonctionnement du centre de formation et de prestations de services diverses, représentent entre 9 et 15 % des produits. Les licences en constituent la composante essentielle (cf. graphique n° 5).

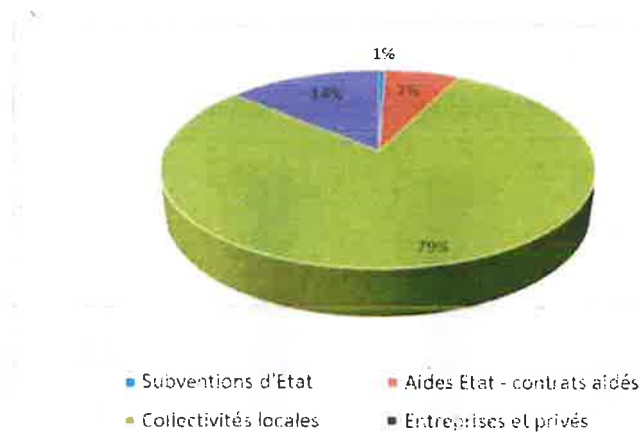
Graphique n° 5 : Composantes des ressources propres cumulées 2014-2020 (Total 480 K€)



Sources : Comptes annuels.

2.2.1.2 Subventions publiques et dons d'entreprises

Graphique n° 6 : Composantes des subventions par type de créancier – cumul 2014-2020 (3 262 K€)

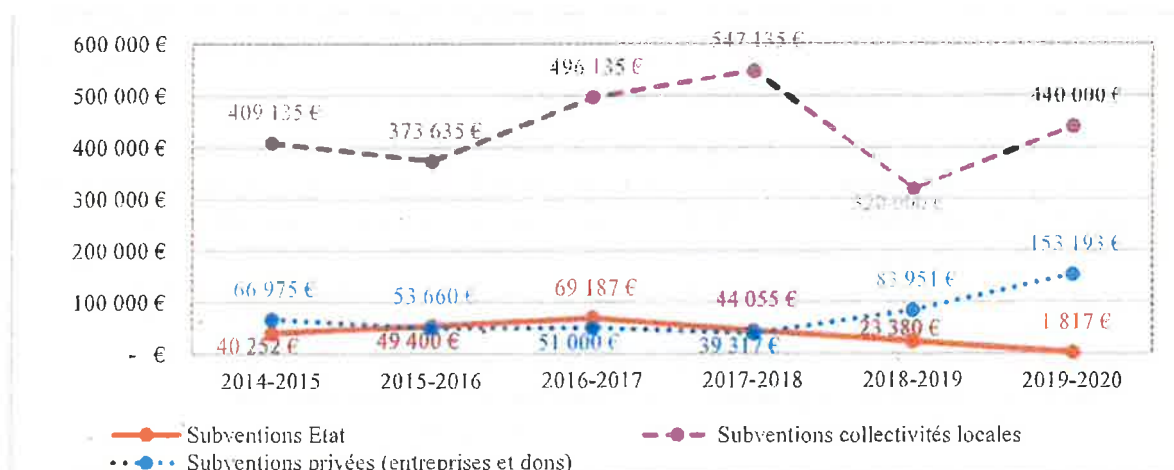


Sources : Comptes annuels.

Comme le montrent les chiffres du tableau n° 12, à l'exception de la saison 2017/2018, au cours de laquelle des produits exceptionnels ont été enregistrés pour 254 049 € et ont conduit à augmenter la part des « autres produits », les subventions publiques et les dons versés ont systématiquement constitué plus de 76 % des ressources du club.

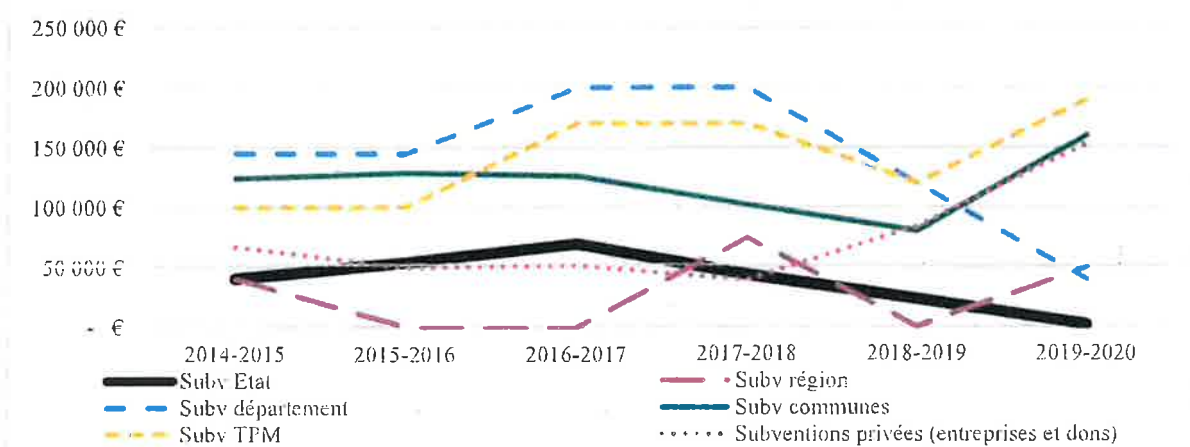
Parmi les dons et subventions, qui constituent 78 % des recettes cumulées de l'association entre 2014 et 2020 (tableau n° 13), la part accordée par les collectivités locales est **nettement majoritaire** puisqu'elle représente 79 % des subventions et dons perçus. Les **subventions versées par l'État** au titre des aides spécifiques à la politique du sport ne représentent que 16 500 €, soit moins de 0,6% des subventions et dons perçus. Les aides perçues en contrepartie de l'embauche de personnel en contrats aidés (CUI-CAE, PEC, Services civiques) représentent 215 851 €, soit 7,6 % des 2,8 M€ de subventions publiques perçues sur la période. À titre de comparaison, le montant total des dons reçus d'organismes ou de personnes privées s'élève à 443 836 € sur la période.

Graphique n° 7 : Évolution des subventions et aides par typologie de financeur 2014-2020 (État, Collectivités, acteurs privés)



Source : Comptes annuels.

Graphique n° 8 : Évolution des subventions et aides par financeur public 2014-2020



Source : Comptes annuels.

Note : les subventions d'État comprennent d'une part les Aides allouées au titre du fonds national de développement du sport et d'autre part les aides versées sur les crédits du ministère du travail au titre des emplois aidés.

Plusieurs enseignements propres aux subventions publiques peuvent être tirés des deux graphiques présentés ci-dessus.

Tout d'abord, concernant les fonds reçus de l'État, l'association a bénéficié de montants croissants entre la saison 2014/2015 (40 K€, dont 36 K€ au titre des emplois aidés) et la saison 2016/2017 (69 K€, dont 66 K€ au titre des emplois aidés), avant que ces aides connaissent une diminution de 97 % sur les trois saisons suivantes (1 817 € en 2019/2020, la totalité provenant des aides au titre des emplois aidés). L'association qui employait 4 personnes en contrat aidé en 2016 (soit 3,3 ETP exclusivement mobilisés sur des missions d'encadrement technique ou des missions administratives) n'en employait plus en 2020. Une seule personne a fait l'objet d'une prolongation de son contrat de travail en CDI.

En cumul sur la période, les financements de l'État reçus au titre du programme 219 « Sport » au sein de la mission Sport jeunesse et vie associative », ont représenté 0,6 % des subventions publiques cumulées de l'association (16 500 €). Les aides issues du programme 102 « Accès et retour à l'emploi » au sein de la mission « Travail et emploi » ont représenté 7,7 % des subventions publiques cumulées (215 851 €).

Les financements reçus de la région ont fait, pour leur part, l'objet de deux évolutions majeures. La première tient à la nature des financements accordés : initialement fléchés pour contribuer au **fonctionnement** du centre de formation agréé auprès du ministère des sports, ils se sont transformés en une subvention pour soutenir le fonctionnement général de l'association à la suite de la perte de cet agrément. En outre, il convient de souligner que l'attribution des financements de la région a été directement corrélée, en particulier entre 2015 et 2017, aux conséquences du contrôle de l'association mené par cette collectivité. Il s'agit de la seule collectivité pour laquelle il est possible de caractériser une corrélation entre le montant des subventions allouées et le contrôle / l'évaluation des activités réalisées.

Le graphique n° 7 permet de constater qu'à l'issue de la cession des droits sportifs au club Paris Basket Avenir, l'association a connu une diminution de 42 % en une seule saison des financements des collectivités locales. La situation de défiance générée par la façon dont l'AGE du 28 juin 2018 a décidé de cette cession sans que les collectivités n'y aient été conviées explique cette diminution sensible.

Le montant des subventions mobilisées auprès de collectivités sur la saison 2019/2020, en augmentation de 120 000 € (+ 38 %) par rapport à la saison précédente, témoigne à l'inverse d'une volonté renouvelée de soutenir le club. La répartition de l'effort entre les financeurs révèle une mobilisation accrue de l'échelon communal et intercommunal - dont la part dans les subventions totales octroyées par les collectivités atteint désormais 80 % (contre 56 % en moyenne entre 2014 et 2018 et 63 % sur la saison 2018/2019 – en contrepartie d'une diminution de l'effort financier consenti par le département – qui représentait en moyenne 38 % des subventions des collectivités jusqu'en 2019, contre 9 % désormais).

Concernant la capacité de l'association à mobiliser des subventions privées, les deux dernières saisons montrent une hausse sensible des fonds obtenus : + 113 % entre la saison 2017/2018 et la saison 2018/2019 ; + 82 % entre la saison 2018/2019 et la saison 2019/2020. Deux explications peuvent être fournies. Tout d'abord, les chiffres de la saison 2017/2018, qui se caractérisent par le niveau le plus faible de dons reçus au cours de la période, peuvent en partie s'expliquer par les difficultés sportives et administratives du club. À compter de la saison 2019/2020, l'externalisation de la recherche de partenaires et de mécénat peut constituer un autre élément d'explication.

La chambre estime qu'au regard du niveau élevé d'exposition de l'association aux subventions publiques, il serait prudent d'approfondir les démarches de diversification des ressources financières du club. L'arrivée de nouveaux partenaires privés, évoquée dans la presse¹⁷ et susceptible de conduire à une nouvelle organisation du club, structurée autour d'une association et d'une SASP, rendra d'autant plus nécessaire une réflexion en ce sens.

2.2.2 Structure des charges de fonctionnement

Tableau n° 13 : Dépenses de fonctionnement depuis le 01/07/2014 et jusqu'au 30/06/2020

En €	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019-20
Achats (60)	23 283	17 558	3 847	14 055	17 750	53 311
Services Extérieurs (61)	72 509	61 597	73 713	76 372	73 294	148 192
<i>Dont locations immobilières</i>	45 455	52 422	62 042	55 942	59 617	132 892
Autres services extérieurs (62)	200 065	248 154	320 800	261 253	211 813	217 651
<i>Dont Frais de déplacement</i>	49 776	81 044	104 692	102 636	85 472	89 219
<i>Dont Rembt personnel détaché</i>	26 879	11 530	36 278	-	-	-
<i>Dont Frais de restauration CDF</i>	14 844	25 504	31 724	17 255	5 978	20 922
<i>Dont achat billetterie SAOS</i>	25 000	28 957	20 000	-	-	-
<i>Dont Redevances comité & fédération</i>	35 134	43 509	47 624	60 558	45 189	28 068
Impôts et taxes (63)	8 273	23 347	31 269	28 404	9 838	5 860
Charges de personnel (64)	148 594	173 433	199 564	218 991	269 236	436 454
Autres charges courantes (65)	31 451	- 2 498	- 1 378	- 4 859	- 3 438	- 5 416
Charges financières (66)					-	675
Charges exceptionnelles (67)	3 618	42 664	85 784	178 906	44 412	3 874
Dot. Am. et provisions (68)	2 291	6 900	6 588	5 919	5 762	5 352
TOTAL CHARGES	490 084	571 155	720 187	779 041	628 667	865 953

Sources : Comptes annuels.

Les coûts de fonctionnement de l'association sont principalement constitués de locations immobilières, de différentes charges externes, de charges de personnel et enfin de charges exceptionnelles.

Jusqu'en 2018, le poste des locations immobilières correspond presque exclusivement à la location de deux villas et de deux appartements. Elles faisaient office de lieu d'hébergement pour les jeunes du centre de formation. Les appartements constituent des avantages en nature accordés à des joueurs de l'équipe première.

¹⁷ Article Var matin du 18 mars 2021 - <https://www.varmatin.com/sport/qui-sont-les-investisseurs-interesses-par-la-reprise-du-hvt-basket-658567>.

Le montant des loyers est resté relativement stable entre la saison 2014/2015 et la saison 2018/2019. En revanche, il a connu une augmentation de 123 % (+ 73 617 €) entre les saisons 2018/2019 et 2019/2020. Selon les dirigeants de l'association, cette augmentation correspond à la prise en charge du logement des joueurs de l'équipe première. La contribution maximale de l'association au logement d'un joueur s'élève à 350 € par mois. La déclaration de ces avantages en nature sur les bulletins de salaire des joueurs n'appelle pas d'observation.

À l'exception de la saison 2019/2020, les « services extérieurs » ont systématiquement représenté plus du tiers des dépenses de l'association. Parmi elles, la chambre a porté son attention sur 5 typologies de dépenses.

En premier lieu, les frais de déplacement représentent 10 % à 14 % des dépenses. Leur montant annuel dépend du niveau dans lequel évoluent les différentes équipes. Une extraction des grands livres de comptes a permis d'identifier, pour chaque saison sportive depuis 2014/2015, le montant des frais de déplacement. Sont distingués les frais de déplacement :

- liés au centre de formation ;
- des dirigeants et bénévoles du club ;
- des différentes équipes.

Le tableau ci-dessous reproduit les données par catégorie. Le détail est fourni en annexe n° 8.

Tableau n° 14 : Détail des frais de déplacement par affectation entre 2014/2015 et 2019/2020

	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020
<i>Centre de formation</i>	8 250 €	2 200 €	44 489 €	35 799 €	8 610 €	0 €
<i>Déplacements Section Toulon</i>	0 €	5 979 €	4 480 €	15 452 €	1 066 €	2 553 €
<i>Déplacements Section Hyères</i>	5 587 €	17 621 €	16 761 €	10 781 €	- 1 202 €	44 543 €
<i>Déplacements Dirigeants</i>	13 056 €	11 460 €	13 774 €	2 136 €	9 474 €	2 578 €
<i>Déplacements Divers</i>	5 880 €	10 968 €	11 840 €	15 149 €	18 422 €	4 130 €
Total	32 773 €	48 228 €	91 344 €	79 317 €	36 370 €	53 804 €

Source : Grands livres de comptes.

En deuxième lieu, ainsi que cela a déjà été indiqué en partie 2.1, l'association procédait en outre à des achats de billets pour des matchs à l'espace 3000 d'Hyères ou au palais des sports de Toulon pour des montants allant de 20 000 € à 29 000 € par an et ce jusqu'en 2017/2018. Ces achats se faisaient directement auprès de la SAOS dans le cadre de la convention signée entre la société et l'association. Les anciens dirigeants ont précisé que ces places étaient distribuées gratuitement aux joueurs du club et à leurs familles, supposément invités une seule fois par saison à venir voir un match de l'équipe professionnelle. Toutefois, bien que la question ait été posée par écrit au président actuel et aux présidents passés de l'association, aucune réponse n'a été fournie pour expliquer le mode de distribution, permettre d'en vérifier la réalité et s'assurer de sa traçabilité.

La chambre n'est donc pas en mesure de garantir que ces facturations correspondaient bien à un processus réel d'achat et de redistribution de places auprès des bénéficiaires annoncés¹⁸.

En troisième lieu, les montants reversés chaque année par l'association à la fédération, à la ligue Côte d'Azur ou au comité du Var, soit sous forme de redevance appliquée aux licences souscrites, soit sous forme de péréquation, soit sous forme d'amendes, représentent un montant annuel compris entre 28 068 € (saison 2019/2020) et 60 558 € (saison 2017/2018). Le montant payé sous forme de redevance au comité du Var lors de la saison 2019/2020 au titre des licences (6 615 €) apparaît exceptionnellement faible au regard du montant reversé les autres années (26 855 € en moyenne sur les 5 saisons précédentes).

En quatrième lieu, les charges de personnel ont connu une croissance significative sur la période sous revue (+ 193 % entre la saison 2014/2015 et la saison 2019/2020). L'augmentation est particulièrement marquée sur la dernière saison (+ 62 % en un an). Alors que les charges de personnel ne représentaient que 30 % des dépenses en 2014, elles en représentent désormais 50 %. Cela s'explique par l'adoption d'une nouvelle politique de rémunération des joueurs de l'équipe première. Selon les dirigeants de l'association, elle vise à recruter des joueurs d'un meilleur niveau afin de poursuivre l'objectif de montée en division supérieure. Lors de la saison 2019/2020, neuf joueurs percevaient une rémunération. Pour sept d'entre eux, elle était complétée d'une indemnité de logement (entre 106 et 353 € par mois). Pour deux d'entre eux s'ajoutait également une indemnité de prise en charge d'une voiture (225 € par mois).

En dernier lieu, les charges exceptionnelles ont pu représenter lors de certains exercices des montants particulièrement importants. Ce fut notamment le cas lors des saisons 2016/2017 (85 784 €, soit 11 % des charges totales) et 2017/2018 (178 906 € soit 23 % des charges totales). Ces montants proviennent essentiellement du paiement de redressements fiscaux évoqués dans la partie 3.1 et dont l'échéancier de paiement a particulièrement impacté ces deux exercices. Ce constat confirme le fait que la non prise en compte de cette charge en temps et en heure, *a minima* sous forme de provision, a eu des conséquences à retardement sur les résultats et a porté atteinte à la fiabilité des comptes des exercices au cours desquels ces charges auraient dû être prises en compte et ne l'ont pas été. Lors de la saison 2019/2020, le montant des charges exceptionnelles a retrouvé un niveau plus modéré.

¹⁸ Les tarifs pratiqués dépendaient de la salle où se produisaient les matchs, soit à l'espace 3000 d'Hyères soit au palais de sports de Toulon, ainsi que de la tribune souhaitée. Ils étaient dès lors compris entre 8 et 18 euros. En se basant sur l'achat de 20 000 € de places de match effectué sur la saison 2016/2017, soit le montant d'acquisition le plus faible relevé sur la période sous revue, et en prenant 13 € comme tarif moyen unitaire, l'association aurait été en mesure de distribuer plus de 1 500 billets au cours de la saison 2016/2017 ; soit davantage que le triple du nombre de ses adhérents.

2.3 La structure du bilan : patrimoine, fonds associatifs, dettes

Tableau n° 15 : Bilans de l'association depuis le 01/07/2014 et jusqu'au 30/06/2020

En €	2014 -15	2015 -16	2016 - 17	2017 -18	2018 - 19	2019 -20
Actif immobilisé	38 151	31 251	24 510	22 714	11 697	7 645
Dont Immo. corporelles	34 346	27 446	20 858	14 939	7 877	5 125
Dont Immo. financières	3 805	3 805	3 652	7775	3 820	2520
Actif circulant	264 461	110 288	103 119	125 109	65 375	165 387
Créances & comptes rattachés	177 113	65 501	18 048	47 658	62 542	165 032
Stocks	0	0	0	0	0	0
Disponibilités et VMP	87 348	44 787	85 071	77 451	2 833	355
TOTAL ACTIF	302 612	141 539	127 629	147 823	77 072	173 032
Fonds propres	- 196 663	- 186 294	- 181 067	22 110	- 46 489	- 192 084
Dont fonds associatifs	-	-	-	-	-	-
Dont résultat de l'exercice	107 819	12 368	7 228	205 266	- 66 598	- 143 762
Dont report à nouveau	- 314 316	- 206 497	- 194 129	- 186 901	18 277	- 48 322
Dont subv d'investissement	9 833	7833	5 833	3833	1 833	
Provisions	-	-	-	-	-	-
Dettes	434 868	327 833	308 696	125 513	123 561	365 116
Dettes financières LT	0	0	0	0	0	35 000
Crédits de trésorerie	52 831	0	0	5 983	18 281	24 513
Dettes d'exploitation	342 177	292 527	287 328	4 200	7 843	64 881
Dettes fiscales et sociales	39 860	31 289	21 368	111 750	92 437	219 222
Autres dettes					5 000	21 500
TOTAL PASSIF	302 612	141 539	127 629	147 823	77 072	173 032

Source : Comptes annuels.

À l'actif, les bilans révèlent que l'association dispose d'un faible patrimoine immobilisé, constitué essentiellement de matériel de transport (minibus) et dont la valeur nette comptable ne dépasse pas 5 125 € au 30 juin 2020. Le montant des créances est constitué presque exclusivement des subventions contractualisées avec les collectivités locales, mais dont tous les versements n'ont pas encore été réalisés au moment de la clôture des comptes. En 2020, le montant de ces créances dépasse 165 000 €, dont 123 000 € sont constitués de restes à percevoir sur des subventions allouées. Le calendrier de versement n'est pas sans poser des problèmes de trésorerie à l'association.

Au passif, les bilans témoignent d'une situation financière fragile. À cinq reprises sur les six derniers exercices, les fonds propres de l'association ont été négatifs. Cela s'explique par le fait qu'en début de période, le report à nouveau cumulé était déficitaire à hauteur de 314 316 € et que les résultats positifs du début de période sous revue n'ont pas suffi à compenser les pertes antérieures. L'absence de fonds associatifs explique également en partie cette situation nette négative. Il en résulte que l'association présente systématiquement un ratio d'autonomie financière négatif, à l'exception de la saison sportive 2017/2018 où il s'est élevé à 15 %.

Les opérations en capital pour les structures associatives

À l'image des sociétés à capitaux, une association peut consolider son « haut de bilan » par le jeu d'apports qui alimentent des comptes de classe 1 intitulés « Fonds associatifs ». Ils permettent de renforcer les capitaux propres de l'association.

Ces apports en fonds associatifs peuvent être réalisés aussi bien par des personnes physiques que par des personnes morales (quel que soit leur statut, y compris pour des personnes morales sous statut public). Ils peuvent être mis à la disposition de l'association :

- Sans limitation de durée préalable, on parle alors de fonds associatifs sans droit de reprise. Le **remboursement** éventuel de ces sommes aux apporteurs relève alors de la seule décision de l'association

- Avec un droit de reprise : une convention de remboursement stipulant les dates de remboursement ou plus généralement les conditions qui entraînent la reprise, doit être signée entre l'association et les apporteurs préalablement à la mise à disposition des fonds.

Si les apports associatifs peuvent être comparés aux apports en capital du point de vue comptable et de l'analyse financière pour l'entreprise bénéficiaire, il en va autrement juridiquement et **financièrement** pour les apporteurs de fonds. Contrairement à un apport en capital, un apport en fonds associatifs ne donne aux apporteurs aucun droit financier et juridique sur l'association bénéficiaire.

Au-delà des fonds propres, la chambre s'est attachée à mesurer le niveau du fonds de roulement net global de l'association¹⁹ et sa trésorerie.

Tableau n° 16 : Fonds de roulement net global de l'association entre 2014 et 2020

	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020
Fonds propres	- 196 663 €	- 186 294 €	- 181 067 €	22 110 €	- 46 489 €	- 192 084 €
Provisions	0	0	0	0	0	0
Dettes bancaires LT	0	0	0	0	0	35 000 €
Capitaux permanents	- 196 663 €	- 186 294 €	- 181 067 €	22 110 €	- 46 489 €	- 157 084 €
Actif immobilisé net	38 151 €	31 251 €	24 510 €	22 714 €	11 697 €	7 645 €
Fonds de roulement	- 234 814 €	- 217 545 €	- 205 577 €	- 604 €	- 58 186 €	- 164 729 €
Valorisation du FR en jours de fonctionnement	- 172	- 137	- 109	0	- 33	- 68

Source : Comptes annuels.

¹⁹ Le fonds de roulement net global est défini comme l'excédent de capitaux stables, par rapport aux emplois durables, utilisé pour financer une partie des actifs circulants.

Tableau n° 17 : Besoin en fonds de roulement et trésorerie de l'association entre 2014 et 2020

	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020
Stocks	0	0	0	0	0	0
Créances	177 113 €	65 501 €	18 048 €	47 658 €	62 542 €	165 032 €
Actif circulant	177 113 €	65 501 €	18 048 €	47 658 €	62 542 €	165 032 €
Dettes court terme	434 868 €	323 816 €	308 696 €	121 933 €	123 561 €	330 116 €
Dettes	434 868 €	323 816 €	308 696 €	121 933 €	123 561 €	330 116 €
Besoin en fonds de roulement	- 257 755 €	- 258 315 €	- 290 648 €	- 74 275 €	- 61 019 €	- 165 084 €
Montant de la trésorerie	22 941 €	40 770 €	85 071 €	73 671 €	2 833 €	355 €
Valorisation de la Trésorerie en jours de fonctionnement	17	26	43	34	2	0

Source : Comptes annuels.

Ces deux tableaux montrent que la situation de trésorerie de l'association a **systématiquement** été très tendue. Tel est particulièrement le cas pour les saisons sportives 2018/2019 et 2019/2020.

En outre, dans la mesure où le fonds de roulement de l'association a été négatif tout au long de la période sous revue, ce n'est que par l'existence d'un besoin en fonds de roulement (BFR) significativement négatif que l'association a évité de se retrouver en situation de cessation de paiement. Autrement dit, l'association a fait peser sur ses créancier le poids d'une situation de trésorerie extrêmement tendue.

L'examen du compte de classe 401 « Fournisseurs » couplé à la lecture des rapports spéciaux du commissaire aux comptes sur les conventions règlementées permet d'identifier que l'essentiel des dettes de ce compte était lié à la dette de l'association à l'égard de la SAOS, mentionnée dans la partie 2.1.2²⁰.

Parallèlement, l'examen des comptes de classe 43 et 44, repris dans le tableau n° 15 sous le titre de « dettes fiscales et sociales » conduit au constat de l'accumulation de dettes anciennes en matière d'échéances fiscales et sociales. La référence à des moratoires de paiement URSSAF dans les comptes détaillés lors des exercices 2014/2015 et 2015/2016 en constitue une première composante.

Il convient en outre de rappeler, en lien avec les critiques faites sur la fiabilité des comptes en partie 2.1.1, que les montants présentés ci-dessus et extraits des comptes annuels ne comptabilisaient pas un montant conséquent de dettes à l'égard de l'administration fiscale et résultant de redressements fiscaux. Ainsi les rapports du commissaire aux comptes pour les exercices clos en 2015, 2016 et 2017 font état de montants de dettes fiscales non comptabilisées – mais réelles – et dont le montant s'élevait à 186 659 € au 30 juin 2015, 203 272 € au 30 juin 2016 et 161 484 € au 30 juin 2017. Ce défaut de comptabilisation, à l'origine du refus de certification du CAC, a pris fin à l'exercice 2017/2018.

²⁰ La dette à l'égard de la SAOS représente 100 % du solde du compte 401 au 30/06/2015 et 30/06/2016 et 92 % du solde au 30/06/2017.

Un dernier aspect de l'analyse bilancielle de l'association permet d'identifier que le recours à l'emprunt n'a jamais fait partie des choix de mobilisation de ressources de long terme au sein de l'association, jusqu'à la souscription d'un prêt garanti par l'État de 35 000 € le 30 avril 2020. Compte tenu des éléments décrits auparavant, il aurait de toute façon été probablement difficile pour l'association de mobiliser des financements bancaires de long terme, hors circonstances exceptionnelles telles que celles qui sont survenues lors de la crise de la covid-19.

A cette occasion, la mise en place du prêt garanti par l'État a offert la possibilité à l'association d'avoir recours à un financement de moyen-long terme. Selon le président et le manager sportif du HTVB, le choix de recourir à cet emprunt constituait une mesure de prudence permise par les dispositifs mis en place par l'État dès le premier confinement, notamment du fait de la situation de trésorerie tendue que connaît l'association.

En synthèse, l'association a donc connu tout au long de la période une situation patrimoniale particulièrement fragile. Cela demeure le cas aujourd'hui, malgré un niveau élevé de subventions accordées par les collectivités locales. La chambre estime qu'il pourrait être profitable d'engager une stratégie de diversification des ressources financières de l'association. Elle incite notamment l'association à :

- développer des activités et des prestations génératrices de ressources propres ;
- approfondir la stratégie de recherche de partenaires privés et de mécènes ;
- initier une démarche de souscription de fonds associatifs, soit auprès des licenciés du club et de leur entourage, soit auprès des collectivités qui, tout en maintenant leur soutien à l'association, pourrait améliorer l'autonomie financière de l'association, tout en sécurisant leur place dans la gouvernance.

2.4 L'impact de la crise de la covid-19 : des difficultés majeures de fonctionnement mais un impact financier à court terme positif

En termes de fonctionnement, il ressort des réponses apportées par les dirigeants de l'association :

- un arrêt brutal des championnats et compétitions en mars 2020 ;
- un soutien effectif de l'état, à la fois par la prise en charge des salaires des agents de l'association (joueurs, personnel administratif, personnel d'encadrement) lors du premier confinement, ainsi que par la souscription facilitée d'un prêt garanti par l'état ;
- la mise en place d'un protocole sanitaire strict depuis le début de la saison 2020/2021 qui conduit à la réalisation de tests à raison de deux fois par semaine sur les joueurs de l'équipe première ;
- enfin une saison sportive 2020/2021 blanche sur le plan des compétitions sportives.

Sur le plan financier, l'impact de la crise sanitaire de la covid-19 est nettement moins négatif. Tout d'abord, l'analyse des comptes 2019/2020 permet d'identifier la **comptabilisation** de seulement 339 € de fournitures liées au Covid (thermomètres, masques, gels hydro-alcooliques, etc.). L'ensemble des recettes de la saison ayant été encaissé, l'impact est non significatif.

S'agissant de la saison 2020/2021, le calcul de l'impact financier de la crise a été réalisé en prenant en compte l'évolution des recettes (inscriptions, subventions, compensation apportées par l'Etat sous forme de chômage partiel) et des dépenses comptabilisées. Il en ressort les éléments suivants.

Le nombre de licenciés inscrits au 31 décembre 2020 témoigne d'une baisse du nombre de 5 % sur la saison 2020/2021. Selon le président de l'association, la baisse à l'échelle de la ligue PACA serait de 13 % et, selon le site de la FFBB, la baisse au niveau national s'élèverait à 29 %. En termes de recettes, cela représente environ 3 000 € de recettes en moins. Compte tenu des versements destinés aux instances fédérales et locales, cela représente au final un impact net de l'ordre de 800 à 1 000 € sur l'autofinancement de l'association.

Compte tenu du calendrier de dépôt des demandes de subventions, l'association HTVB a adressé, en fin d'année 2020, des demandes de subventions comparables à celles déposées lors de l'année précédente.

Tableau n° 18 : Subventions des collectivités locales 2019/2020 et 2020/2021

<i>Collectivité</i>	Obtenu 2019/2020	Demandé 2020/2021	Obtenu 2020/2021
<i>Hyères</i>	120 000 €	120 000 €	120 000 €
<i>Toulon</i>	40 000 €	52 000 €	40 000 €
<i>TPM</i>	190 000 €	200 000 €	170 000 €
<i>CD 83</i>	40 000 €	40 000 €	37 000 €
<i>Région PACA</i>	50 000 €	50 000 €	40 000 €
Total	440 000 €	462 000 €	407 000 €

Source : Comptes annuels 2019/2020 ; dossiers de demande de subventions ; réponse questionnaire.

La perte de recettes provenant des subventions des collectivités locales entre 2019/2020 et 2020/2021 s'élève à 33 000 €. Le président de l'association indique que « les collectivités n'ont pas diminué leurs subventions pour la saison 2020/2021. Il en est de même des partenaires privés qui nous ont, tous, renouvelé leur confiance ».

En parallèle, le décret n° 2020-810 du 29 juin 2020 portant modulation temporaire du taux horaire de l'allocation d'activité partielle a fixé, notamment pour le secteur du sport, un taux majoré d'allocation d'activité partielle qui permet aux employeurs de bénéficier d'une prise en charge à 100 % de l'activité partielle déclarée.

Le montant de chômage partiel remboursé par l'État à l'association s'élève à près de 70 000 € sur l'ensemble de la saison 2020-2021.

S'agissant des dépenses, l'absence de toute compétition sportive et de tout championnat a conduit à limiter très fortement un certain nombre de dépenses variables de fonctionnement des clubs. C'est notamment le cas des frais de déplacement, maintenus pour des activités de formation, mais réduits à zéro pour tout ce qui concerne les compétitions. La chambre a évalué, à partir des éléments recueillis et figurant dans le tableau n°14, que la diminution des dépenses de déplacement s'est élevée à environ 30 000 €.

En synthèse, l'impact de la crise de la covid-19 et des différents mécanismes de soutien mis en place par l'État pourrait avoir un effet positif sur les comptes de l'association dont l'impact net peut être estimé entre 90 000 € et 100 000 €.

À cet impact positif sur le résultat, il convient d'ajouter le fait que l'association a pu bénéficier d'un prêt garanti par l'État à hauteur de 35 000 €.

Enfin, les échéanciers de paiement d'arriérés de dettes fiscales et sociales auxquels était soumise l'association ont été suspendus.

L'ensemble de ces éléments a permis, d'une part, de résorber des dettes d'exploitation de l'association et, d'autre part, de réduire les lignes de trésorerie dont bénéficiait le HTVB, ce qui a conduit le commissaire aux comptes à mettre fin à la procédure d'alerte qu'il avait initiée à la suite de l'approbation des comptes 2019/2020.

L'évaluation de l'impact financier de la covid sur la saison 2021/2022 est en revanche difficilement réalisable à ce stade.

2.5 Les comptes du centre de formation

La loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives dispose en son article 15-4 que *« les associations qui gèrent un centre de formation agréé sont tenues d'établir une comptabilité analytique séparée pour le fonctionnement dudit centre, celle-ci devant être produite à l'appui de leurs demandes de subventions »*. De même, le cahier des charges des centres de formation des clubs de la fédération française de basket (cf. annexe N° 4) précise au point n° 9 – documents financiers – que *« le centre de formation constitue un secteur d'activité au sein de la structure à laquelle il est rattaché. Les charges et les produits afférents à l'activité du centre de formation doivent être clairement distingués. La structure doit mettre en place une comptabilité analytique [...] »*.

Pendant toute la période au cours de laquelle il bénéficiait d'un agrément du ministère des sports, le centre de formation du club devait obligatoirement tenir une comptabilité analytique. Or, la chambre constate que le processus de tenue des comptes sur lequel l'association et son cabinet d'expertise comptable s'étaient mis d'accord n'a jamais conduit à la mise en place d'une comptabilité analytique du centre de formation. Il s'agit d'un problème que soulevait déjà le rapport d'audit de l'inspection générale de la région de 2015 qui demandait d'y remédier. L'association indiquait en réponse qu'elle s'engageait à le faire dès la saison 2015/2016.

L'examen des grands livres de comptes de l'association montre que cette recommandation n'est toujours pas mise en œuvre. La chambre a en outre examiné les comptes rendus financiers transmis par l'association à différents partenaires engagés dans le financement du centre de formation (département du Var ; région PACA) ainsi qu'à la DNCCG, organe de la Ligue chargé de contrôler les comptes du club, et en particulier la comptabilité analytique du centre de formation. Ces documents révèlent que l'association n'a pas produit chaque année le budget analytique du centre de formation à chacun de ses financeurs. Ainsi, ce budget analytique a été remis :

- pour les saisons 2014/2015 et 2015/2016, seulement au département du Var ;
- pour la saison 2014/2015, seulement à la région PACA ;
- pour les saisons 2016/2017 et 2017/2018, seulement à la DNCCG.

En outre, pour la saison 2014/2015, seule saison pour laquelle deux organismes ont été destinataires d'un budget analytique du centre de formation, les données diffèrent sensiblement d'une version à l'autre.

Dans la situation actuelle, l'association HTVB n'est plus dans l'obligation de tenir une telle comptabilité. Toutefois, les informations recueillies au cours de l'instruction conduisent à penser que, dès la saison 2021/2022, le club pourrait à retrouver une structuration juxtaposant une association détentrice des droits sportifs et une société professionnelle ayant vocation à gérer une équipe dont l'objectif sportif est de remonter au plus haut niveau. L'association devrait donc prochainement être soumise à l'obligation de gérer un centre de formation agréé par le ministère des sports et donc de tenir une comptabilité analytique dudit centre.

Pour cette raison, la chambre recommande à l'association de travailler d'ores et déjà avec son cabinet d'expertise comptable pour mettre au point les processus nécessaires à l'instauration d'une comptabilité analytique fiable et sincère. La mise en place d'un tel processus de façon anticipée ne pourra que renforcer la capacité du HTVB à démontrer son aptitude à améliorer sa gestion par rapport à la période antérieure à 2018.

Recommandation unique : Mettre en place une comptabilité analytique fiable permettant d'identifier le budget propre du centre de formation.

3 LA VENTE DES TITRES ET DES DROITS ADMINISTRATIFS ET SPORTIFS RATTACHÉS À L'ÉQUIPE PROFESSIONNELLE

3.1 Les difficultés économiques de la société sportive professionnelle

La SAOS HTVB a été confrontée à plusieurs exercices déficitaires sur le plan financier qui ont mis l'entreprise en difficulté. Elle a d'abord mis en place en 2011 une procédure dite « Cochef » permettant l'étalement de ses dettes fiscales et sociales, puis une procédure collective a été ouverte en 2013. Le président de la SAOS alors en fonction, M. Palacios, a indiqué qu'il avait décidé de recourir à une procédure collective car il était « *dans l'impossibilité de procéder à un changement de modèle économique (passage en SASP)* ».

Sur saisine des dirigeants de la SAOS HTVB, le tribunal de commerce de Toulon a placé la société sous procédure de redressement judiciaire le 24 janvier 2013. Un plan de redressement a été présenté le 27 novembre 2013.

Le 22 janvier 2014, la SCP BR associés, désignée en tant que mandataire judiciaire, a rendu un rapport selon lequel le montant du passif s'élevait à 1 000 996,20 €. Suite à ce rapport, le tribunal de commerce de Toulon a rendu par voie de jugement daté du 11 février 2014, un plan de redressement dont les termes précisaient que :

- faute de visibilité sur les résultats financiers de la SAOS « *il semble difficile de se prononcer sur les perspectives de réalisation d'un plan de redressement sur 10 ans* » ;

- toutefois, cette observation pouvait se temporeriser du fait « *de l'existence de la convention conclue avec l'association HTV Basket, prenant acte d'une créance de 527 559 € au bénéfice de la SAOS, laquelle sera remboursée sur une période de 7 ans allant jusqu'à la saison 2017/2018* » ;
- il est apparu au tribunal de commerce que la proposition de plan de continuation présenté par le président de la SAOS de l'époque, M. Palacios « *offrait de sérieuses possibilités de redressement et permet[tait] d'apurer le passif eu égard aux capacités financières de l'entreprise* » ;
- ainsi la société SAOS HTV Basket pouvait bénéficier d'un dispositif de continuité de l'activité, sous réserve de procéder au règlement « *d'un dividende provisionnel mensuel entre les mains du commissaire à l'exécution du plan* » à hauteur de 104 333 € par an lors des trois premières années et de 93 747,97 € les sept années suivantes.

La procédure collective a fait l'objet d'une étape importante à la fin de la saison 2017/2018 à l'occasion de la vente de 97,9 % des actions de la SASP HTVB, détenues conjointement par le président d'alors de la SASP, M. Giannini, et l'association support HTVB, à M. David Kahn²¹, représentant de la société Paris Basketball Investments LLC. Les nouveaux dirigeants de la société sportive assument depuis intégralement la continuité du plan de redressement et le remboursement des échéances prévues.

3.2 La cession par l'association des actions de la SASP HTVB, indissociablement liée à celle des droits sportifs et administratifs qu'elle détenait également

Les termes de cette cession ont été définis dans le cadre d'un protocole de cession d'actions sous conditions suspensives, signé le 30 mai 2018. Le protocole précise en préambule que « *compte tenu des difficultés financières auxquelles la société doit faire face depuis de nombreuses années, les cédants ont souhaité étudier toute offre de reprise des actions par un tiers investisseur. [...] Les cédants et le cessionnaire (M. David Kahn) ont initié des discussions portant sur les conditions d'acquisition de la société par le cessionnaire de l'intégralité des actions dans les conditions et modalités prévues au présent protocole* ».

Ont ensuite été introduites plusieurs conditions suspensives à la réalisation de la cession. En particulier, deux des neuf conditions suspensives sont formulées comme suit :

- « *Autorisation du transfert du club par la ligue Nationale de Basket (LNB) et par la Fédération Française de Basketball ;*
- *Autorisation donnée au club, par la Direction Nationale du Conseil et du Contrôle de gestion de la LNB, d'évoluer en Pro B à Paris au titre de la saison 2018/2019 et d'une manière générale toute autorisation éventuellement nécessaire à la réalisation de la cession* ».

²¹ M. Kahn est présenté comme un ancien dirigeant de franchise américaine NBA. Il a aussi été propriétaire de quatre équipes évoluant en NBA Development league, ligue américaine mineure affiliée à la NBA.

Une troisième condition suspensive a retenu l'attention de la chambre dans la mesure où elle engageait les parties à la plus grande discrétion quant à la cession, afin notamment de garantir « *l'absence de réception ou de connaissance par les cédants ou par la société, jusqu'à la date du closing, de toute réclamation émanant de tout tiers contestant en tout ou partie et de quelque façon que ce soit, la cession ou le transfert du club* ».

L'association s'est officiellement prononcée sur ces cessions en AGE le 11 juin 2018. La tenue de cette AGE fait l'objet d'une analyse au chapitre 3.3.5 du présent rapport. En se prononçant sur ces deux points, l'association contribuait à lever une des conditions suspensives portant sur « *l'autorisation / agrément de la cession, du transfert du club et de la résiliation de la convention support par l'assemblée générale de l'association et par le conseil d'administration de la société* ».

Le « closing »²² de la cession est intervenu lorsque les associés de la SASP HTVB, réunis en AGE le 2 juillet 2018, ont voté la cession des titres que détenaient M. Giannini et l'association, à M. David Kahn, représentant de la société Paris Basketball Investments LLC.

Le même jour, l'association HTVB signait avec l'Association pour la Promotion du Basket à Paris (APB Paris)²³, récemment affiliée auprès de la FFBB depuis le 12 mars 2018, une convention de transfert de ses droits administratifs et sportifs. Dans cette convention, il était précisé que l'association HTVB, propriétaire de l'ensemble des droits sportifs et administratifs définis au sens de l'article 304 des règlements généraux de la FFBB²⁴, cédait ses droits, entendus comme « *étant exclusivement limités à ceux permettant au club d'évoluer en Pro B au titre de la saison 2018/2019, à l'exclusion de tous autres droits sportifs et administratifs en lien avec toutes autres équipes et licenciés de la cédante* ». La signature de cette convention fut réalisée en présence de M. Kahn.

Cette convention stipulait également que concomitamment à la cession, « *il avait été convenu que le club soit transféré à Paris et, qu'en conséquence, l'association cessionnaire devienne la nouvelle association support du club, conformément aux dispositions du code du sport et des règlements généraux de la FFBB* ».

M. Kahn et ses associés ont ensuite décidé de poursuivre l'activité de la SASP HTVB à Paris, sous une nouvelle dénomination. En conservant le même numéro RCS que celui attribué initialement à la SASP HTVB, la société Paris Basketball a manifesté la volonté de reprendre, dans une certaine continuité juridique, les engagements et affiliations de la société HTVB. Le lieu d'immatriculation a changé suite au transfert de siège social (radiation du registre de commerce de Toulon et inscription à celui de Paris le 6 septembre 2018). Sur ce point, les dirigeants de la SASP Paris Basketball ont fait valoir que « *si la SASP Paris BasketBall est au sens juridique la même entité que la SASP Hyères Toulon Var Basket [...] il s'agit dans les faits*

²² Pour reprendre les termes du second protocole. Ce dernier se présente en fait comme une sorte de confirmation du premier protocole du 30 mai 2018.

²³ L'Association pour la Promotion du Basket à Paris (APB Paris) est une association créée le 30 novembre 2017. Elle abrite l'ensemble des activités basketball précédemment développées par le club sportif du Ministère des Finances, dont l'équipe première de basketball masculin évoluait, au titre de la saison 2017/2018, en NM2 sous le nom de Paris Basket Avenir.

²⁴ Tels que définis par l'article 304 des RG de la Fédération Française de Basketball, le droit sportif est « *la possibilité donnée par la réglementation, par une décision de la fédération ou d'un organisme fédéral, à une association sportive affiliée à la FFBB, d'engager une équipe à un certain niveau de compétition* » et les droits administratifs « *comprennent les droits relatifs à la participation des joueurs (qualifications et licences) ainsi que les droits résultant de l'exécution de ses obligations par l'association sportive (affiliation, engagements, etc.)* ».

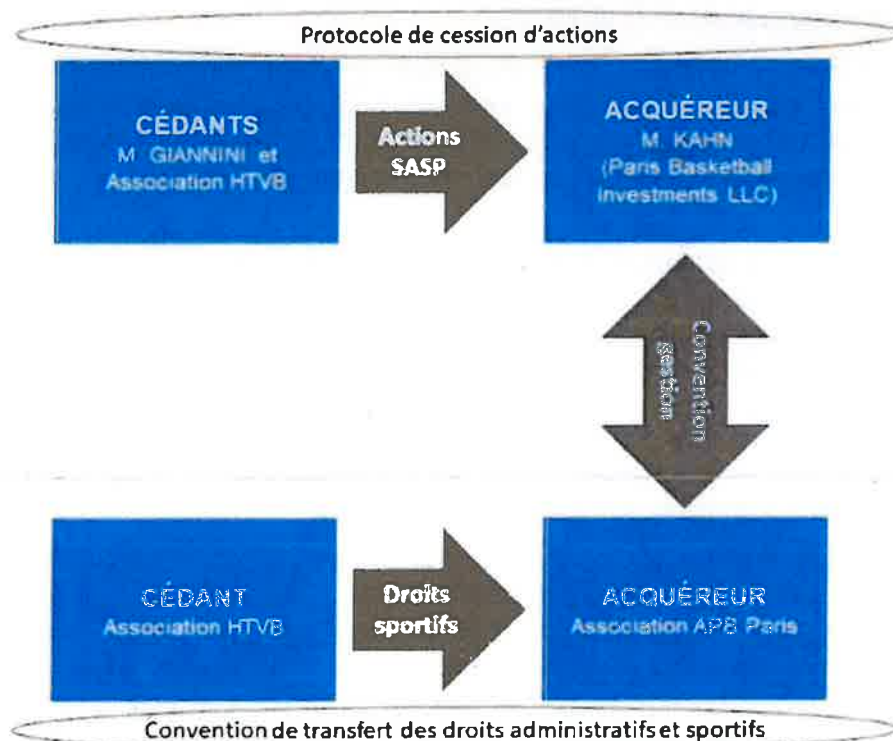
d'une structure nouvelle et ne disposant aujourd'hui d'aucun lien avec la précédente. La localisation géographique n'a plus rien de commun, les partenaires ou clients du club sont entièrement nouveaux et il n'existe aucun salariés ou administrateurs communs avec la SASP Hyères Toulon Var Basket. »

En parallèle de l'acquisition de la quasi-intégralité du capital social de la SASP, et suite à la convention de transfert des droits sportifs et administratifs mentionnée ci-dessus entre l'association HTVB et l'APB Paris, M. Kahn a conclu une convention avec cette dernière, qui est devenue la nouvelle association support de la SASP Paris BasketBall.

La cession du capital social de la SASP HTVB n'a donc pu s'opérer au bénéfice de l'acquéreur que parce qu'elle s'accompagnait du transfert des droits sportifs. C'est en l'occurrence la clé de voûte de l'opération puisqu'elle constitue un véritable « sésame », détenu par l'association support, seule titulaire du numéro d'affiliation à la fédération, ouvrant un accès immédiat au championnat de Pro B à l'équipe première de APB Paris par des moyens autres que celui du mérite sportif, plus long et plus incertain.

Cette équipe évoluait en effet lors de la saison 2017/2018 en NM2 (4^{ème} division nationale) sous le nom de « Paris Basket Avenir ». Suite à la réforme du championnat de NM1 (3^{ème} division nationale) intervenue entre les saisons 2017/2018 et 2018/2019, il lui avait été proposé une « wild card » lui permettant d'accéder directement à ce niveau de championnat. Le transfert des droits sportifs de l'association HTVB lui a donc permis d'enjamber dans la foulée le championnat NM1 pour accéder directement en Pro B.

Schéma n° 1 : Cession du capital de la SASP HTVB et transfert des droits sportifs de l'association



Source : CRC PACA.

3.3 Une cession des titres et des droits sportifs entachée de nombreuses irrégularités.

3.3.1 Le non-respect des règles d'incompatibilités prévues par l'article R. 122-8 du code du sport sur les fonctions de direction entre une société professionnelle et son association support.

L'article R. 122-8 du code du sport a pour objet d'éviter le cumul de certaines fonctions sensibles par la même personne dans les deux entités d'un même groupement sportif. Pour ce faire, la convention de gestion liant l'association support et la société sportive doit prévoir « *que les fonctions de dirigeant de l'association, d'une part, de président ou de membre du conseil d'administration, de président ou de membre du conseil de surveillance, de membre du directoire ou de gérant de la société, d'autre part, doivent être exercées par des personnes physiques différentes* ».

Si les règles d'incompatibilités ont bien été inscrites à l'article 16 de la convention de gestion du HTVB, pour autant, dans la pratique, celles-ci n'ont pas été respectées dans au moins deux cas de figure, le troisième ne portant pas atteinte à la lettre même de ce texte, mais à tout le moins son esprit.

Ainsi, M. Leonis, durant son mandat de président courant de décembre 2005 à juin 2017, a été concomitamment actionnaire à titre individuel de la SAOS puis de la SASP, et administrateur de ces deux sociétés. Il a donc été à la fois dirigeant de l'association (président) et membre du conseil d'administration de la société professionnelle, cumul explicitement proscrit par l'article précité du code du sport.

M^{me} Laffanour, présidente de l'association à partir de juin 2017 et jusqu'en janvier 2019 a été dans la même situation d'incompatibilité que M. Leonis puisqu'outre le fait qu'elle a également été actionnaire, comme M. Leonis, de la SAOS puis de la SASP, elle a aussi été administratrice de la SASP lorsqu'elle occupait ses fonctions de présidente de l'association.

S'agissant de M. Legname, directeur général salarié de la société sportive depuis 2015, il a été décrit par l'ensemble des acteurs rencontrés comme le dirigeant de fait de l'association. Comme cela a été souligné plus haut, plusieurs documents recueillis par la chambre confirment son rôle éminent au sein de l'association. Présent quasiment systématiquement lors des réunions du comité de direction, il est en outre présenté dans plusieurs procès-verbaux comme « *directeur général bénévole* » de l'association. Or, malgré les recherches de la chambre, aucune décision du comité de direction ou de l'AG n'a pu être trouvée désignant nommément M. Legname en tant que directeur général de l'association.

Cette situation de dirigeant de fait ou de droit des deux structures est contraire à l'esprit des dispositions précitées sur les incompatibilités entre association et société, destinées à créer une étanchéité entre les équipes dirigeantes et les actionnaires des deux structures. Cette position a été de nature à créer de la confusion entre l'association et la société sportive, nuisant à l'autonomie de la première, supposée garante du projet sportif du club pour les amateurs. Lors de la cession à M. Kahn des actions détenues dans la SASP par l'association, cession dans laquelle M. Legame a joué un rôle particulièrement actif puisqu'il conduisait les débats lors de l'AGE qui l'a validée, il a présenté ce jour-là ce scénario comme incontournable.

3.3.2 La transformation de la SAOS en SASP a été décidée en AGE sans que l'association actionnaire ne soit représentée et sans qu'elle l'approuve

Le 24 avril 2017, les actionnaires de la SAOS HTVB ont décidé de modifier le statut juridique de la société pour la transformer en SASP. Lors de cette AGE, les actionnaires ont approuvé la modification de la valeur nominale des actions, de 75 € à 7,5 €. Le capital social, dont le montant restait inchangé, était dès lors constitué non plus de 1 000 mais de 10 000 actions. Ce changement de forme de société, que le commissaire aux comptes et le président de l'époque, M. Giannini, ont justifié en mettant en avant le souhait de lever des fonds par souscription d'actions auprès du grand public de l'agglomération toulonnaise (opération de « crowdfunding »), n'est pas anodin quant aux modalités de la cession du club qui interviendra ultérieurement.

En effet, tant que la société sportive HTVB revêtait la forme d'une SAOS, elle était obligée de solliciter l'avis préalable du préfet du Var en cas de projet de cession de ses actions. En revanche, cette disposition n'est pas applicable pour une SASP.

La chambre relève une série d'irrégularités qui fragilise la validité juridique de ce changement de forme de société. Il n'existe ainsi aucune trace d'un débat et *a fortiori* d'une décision sur ce sujet au sein des instances collégiales de l'association (comité directeur, AG). De même, aucun organe de l'association n'a jamais mandaté l'un de ses représentants pour participer à une réunion du conseil d'administration ou de l'AG de la société et pour se prononcer sur ce sujet, au nom de l'association. L'ancien président de l'association M. Leonis a confirmé que « *ce projet de passage en SASP n'a jamais (à [s]on souvenir) été évoqué en comité de direction* ».

L'examen de la feuille de présence montre que c'est M. Francis Beaux, vice-président de l'association, qui y a apposé sa signature pour représenter l'association ce jour-là. M. Beaux (tout comme Mme Laffanour) a en effet également émargé en tant qu'actionnaire individuel, lors de l'AGE de la SAOS. Il a par ailleurs pris soin de faire précéder sa signature en tant que représentant de l'association de la mention « *Procuration* ». Cependant, en application des statuts de l'association en vigueur, M. Beaux devait disposer, pour pouvoir représenter l'association, d'une procuration délivrée par le comité de direction. Or une telle procuration n'existe pas.

Cette absence de représentation valable de l'association lors de l'AG de la SAOS sur le changement de forme juridique de la société met en cause la validité même de cette réunion, au-delà des décisions qu'elle a prises ce jour-là. En effet, selon l'article 26 de ses statuts, l'AGE de la SAOS ne pouvait délibérer valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possédaient 60 % des actions ayant le droit de vote. Avec 38,8 % du capital, l'association devait donc nécessairement être présente, soit via son président, soit via un représentant dûment mandaté. Aucune de ces deux possibilités n'a été mise en œuvre.

De surcroît, conformément à l'article 26 des statuts de la SAOS HTVB, l'AGE devait statuer à la majorité des $\frac{2}{3}$ des voix dont disposaient les actionnaires présents ou représentés, que ce soit en première ou en deuxième convocation (dans ce dernier cas, il n'y avait pas de condition de quorum à remplir). Sans la voix de l'association représentant plus de $\frac{1}{3}$ de ces voix (illustrant le principe de minorité de blocage), la résolution relative à la transformation des statuts ne pouvait pas être adoptée.

3.3.3 L'association a procédé, juste avant la vente du club, à des rachats irréguliers d'actions de la SASP auprès de certains particuliers

La chambre a pu constater qu'à compter du mois de novembre 2017, l'association HTVB s'était engagée dans un mouvement de rachat des titres de la SASP détenues par plusieurs « petits porteurs » individuels. Entre le 16 novembre 2017 et le 28 juin 2018, l'association a racheté 660 actions auprès de 17 personnes pour un montant cumulé de 4 950 € (soit $660 \times 7,50$ €). La présidente de l'association alors en fonction était M^{me} Laffanour.

Ce rachat des titres de la SASP auprès « petits porteurs » est irrégulier pour plusieurs raisons.

La chambre relève ainsi qu'il n'a fait l'objet d'aucune décision de la part de l'association, que ce soit en comité de direction, en bureau, ou en AG. Une telle décision était pourtant indispensable pour en accepter le principe, en connaître les motifs et en définir les conditions.

Ce défaut de décision préalable est d'autant plus critiquable que ces rachats ont conduit l'association à acquérir des actions détenues par des porteurs privés à une valeur nominale de 7,5 € alors que, quelques mois plus tard, l'association allait décider de les revendre, avec le reste des actions qu'elle possédait déjà, pour une valeur inférieure à leur nominal. Elle a donc pris à son compte, par anticipation, une moins-value à venir, et évité aux petits porteurs concernés de la supporter.

La chambre constate également que les rachats de titres du 22 novembre 2017 de M^{me} Malika Cortasa (10 actions à 7,50 €), M^{me} Béatrice Fenech (80 actions à 7,50 €) et M. Michel Bayard (20 actions à 7,50 €) portent la signature, pour le compte de l'association, de M. Leonis. Or, au moment du rachat de ces titres, ce dernier n'était plus le président de l'association mais n'était que membre du comité de direction. Il ne pouvait en aucun cas prendre une telle décision pour le compte de l'association.

M. Leonis a précisé ne pas savoir quel motif avait conduit l'association à racheter ces actions.

Au-delà des problèmes de principe qu'ils posent en termes de montant et de calendrier, à quelques mois de la vente du club, la chambre souligne que les rachats des titres susmentionnés sont en tout état de cause irréguliers.

3.3.4 Le mandat sur la base duquel un avocat a négocié la cession des actions de l'association dans la SASP et des droits sportifs rattachés au club professionnel est irrégulier

Un avocat, Me Le Cerf, a négocié, pour le compte à la fois de l'association HTVB, de la SASP et de M. Giannini, en tant qu'actionnaire de la SASP, la cession à M. Kahn et aux structures qu'il contrôlait, de l'ensemble des actions détenues par M. Giannini et l'association dans la SASP et des droits administratifs et sportifs rattachés.

S'agissant de l'association, Me Le Cerf a mené ces négociations sur la base d'un « mandat », daté du 21 mai 2018 et signé par la présidente alors en fonctions, Mme Laffanour. Elles se sont conclues par la signature le 30 mai 2018 d'un protocole de « *cession d'actions sous conditions suspensives* » entre l'association HTVB, M. Giannini, à titre personnel, tous deux représentés par Me Le Cerf, et l'acquéreur M. David Kahn. Il convient de souligner à nouveau que ce protocole ne se limite pas à la cession des actions détenues par l'association et M. Giannini, comme pourrait le donner à penser son intitulé, mais inclut aussi explicitement le « *transfert du club (professionnel) et (la) cession des droits sportifs et administratifs* » (point 4 du protocole).

La chambre a, une fois de plus, relevé des irrégularités majeures concernant la signature de ce mandat et du protocole qui en a résulté.

Ainsi, et aussi surprenant que cela puisse paraître compte tenu de l'importance de l'enjeu du « mandat » signé par Mme Laffanour, il n'existe aucune décision de l'assemblée générale, ni même du comité de direction, octroyant à l'avocat précité un mandat, qui, comme on le verra plus loin, engageait l'association dans un processus de vente du club professionnel et était susceptible de porter atteinte à ce qui constituait l'essence même de l'association HTVB. De surcroît, ce mandat désignait explicitement un acheteur, sans qu'aucune discussion n'ait jamais eu lieu au sein des instances dirigeantes de l'association au sujet de cette vente et *a fortiori* sur le choix de l'acheteur.

Mme Laffanour n'était donc en aucun cas habilitée à signer un tel mandat pour le compte de l'association. En outre, étant personnellement actionnaire et membre du conseil d'administration de la SASP, Mme Laffanour était intéressée à titre personnel à cette transaction. Elle aurait dû s'abstenir de toute intervention dans ce dossier, au titre de l'association.

La chambre constate sur le fond que Mme Laffanour a donné « mandat » à Me Le Cerf « *aux fins de signer au nom de l'association HTV Basket, en mes lieux et place es qualité de Présidente le protocole de cession de la totalité des 4540 actions* » de la SASP « *détenues par l'Association HTV Basket, au bénéfice de Monsieur David KAHN (cessionnaire) ou de sa holding personnelle, au prix qui sera à déterminer dans le cadre des négociations et cela, quel que soit le prix* ».

Il ne s'agit donc pas d'un mandat de négociation en vue de définir les conditions d'une éventuelle cession, comme le soutient Me Le Cerf, mais d'un mandat confiant à cet avocat le soin de conclure, au nom et pour le compte de l'association, la vente des actions qu'elle détenait dans la SASP avec un acheteur pré-désigné et, ce qui est le plus inconcevable, à un prix qui n'est pas fixé, ni même encadré, et que Me Le Cerf allait donc pouvoir déterminer librement dans le cadre de la discussion qu'il aurait avec l'acheteur.

Autrement dit, une fois que Me Le Cerf signait le protocole de cession avec M. Kahn, l'association était engagée par cette cession, au prix déterminé dans le protocole, à l'issue de négociations menées en toute liberté par Me Le Cerf, sans qu'il ait à en référer préalablement à l'association, ni même que sa marge de manœuvre ne soit le moins du monde encadrée.

Le « mandat » signé par Mme Laffanour n'a aucune valeur, ce qui n'est pas sans conséquence sur les actes signés par Me Le Cerf puisqu'ils l'ont été sur la base d'un mandat que Mme Laffanour ne pouvait pas lui confier.

Informé dès la phase d'instruction des problèmes que pouvait poser en termes de régularité le « mandat » signé par Mme Laffanour, Me Le Cerf a soutenu que « rien n'interdit au représentant légal d'une personne morale de confier un mandat spécial de négociation à un professionnel suivant les domaines (agent immobilier, etc.), notamment pour préserver la confidentialité de pourparlers. Confier un mandat à un cabinet d'avocat est la manière la plus appropriée pour maintenir la confidentialité des pourparlers avant l'AGE d'approbation ». Il a ajouté que « le protocole sous conditions suspensives a été entièrement re-paraphé, re-signé et tamponné par la présidente de l'Association (ainsi que par Monsieur Giannini) en vue de la réitération du 2 juillet (...). De la sorte le protocole du 30 mai 2018 ayant été paraphé, signé et tamponné par les représentant légaux des parties elles-mêmes dont l'Association ainsi que l'acte d'abandon des conditions suspensives, je n'ai pas eu à pleinement à me servir du mandat confié. Le mandat confié n'a finalement servi qu'à faciliter les démarches puisque c'est moi qui ai fait les A/R à Paris dans le cadre des pourparlers et à maintenir la confidentialité jusqu'à l'AGE du 11 juin 2018. La cession a ainsi été intégralement signée par la représentante légale de l'Association, ce qui évite, de mon point de vue, un éventuel débat sur les mandats qui m'ont été confiés. (...) Si d'aventure une interprétation juridique venait à soutenir une éventuelle fragilité des mandats initiaux et réitératifs, il sera répondu qu'il n'a pas été fait usage des dits mandats **supposés fragiles**, puisque Madame Laffanour a été signataire de tous les actes pour l'Association et Monsieur Giannini a été signataire de tous les actes pour lui-même et pour la SASP tant qu'il en était le président ».

Ces différents arguments ne peuvent être retenus. Contrairement à ce que prétend Me Le Cerf, le « mandat » signé par Mme Laffanour, auquel il semble accorder lui-même une valeur juridique toute relative, n'est pas un mandat de simple négociation préalable dont les résultats auraient ensuite été soumis aux parties en vue de leur approbation. Il s'agit au contraire d'un mandat qui donne compétence à Me Le Cerf pour conclure la cession au nom de l'association et à n'importe quel prix. Une fois le protocole signé par Me Le Cerf au nom de l'association, celle-ci était tenue aux termes du protocole, de vendre à M. Kahn les actions de la SASP et les droits sportifs au prix prévu par le protocole. Celui-ci prévoyait certes des clauses suspensives, mais au seul profit de l'acheteur. Le paraphe du protocole définitif signé par Mme Laffanour n'est que la confirmation d'un engagement pris au nom de l'association par Me Le Cerf, dont l'association n'avait pas la faculté de se défaire, sauf à renier la signature faite en son nom dans le cadre du protocole.

Quant à la nécessité de garder une confidentialité aux négociations, si la chambre est à même de comprendre cette préoccupation, elle constate qu'elle a abouti à ce que les instances dirigeantes de l'association ne décident de rien, qu'il s'agisse du principe même de la vente, de son objet incluant la cession des droits sportifs, du choix de l'acheteur ou des conditions de la cession, notamment son prix. L'association n'a été appelée à valider l'ensemble de ces éléments qu'*a posteriori*, une fois que tout était décidé et acté et sans possibilité de retour en arrière puisque l'association était engagée par les dispositions du protocole signé en son nom par Me Le Cerf.

Plusieurs éléments montrent en outre que Me Le Cerf a commencé à négocier les termes du processus de cession dès le mois de mars 2018, avant même qu'un « mandat » ne soit signé par Mme Laffanour à son profit en mai 2018. L'association a ainsi pris en charge des frais de déplacement de Me Le Cerf à Paris en mars 2018. Selon la SASP Paris Basket, c'est justement en mars 2018 que les négociations au sujet de la reprise de la société professionnelle ont débuté, comme elle l'a indiqué à la chambre dans le cadre du contrôle de la ville de Toulon qui portait notamment sur les subventions au HTVB.

3.3.5 Une assemblée générale extraordinaire du 11 juin 2018 entachée de nombreuses irrégularités.

L'AGE du 11 juin 2018 est importante et singulière dans la mesure où elle a entériné la vente des actions de la SASP détenues par l'association ainsi que le transfert des droits sportifs pour l'activité professionnelle du club. Deux points ont été inscrits à l'ordre du jour de cette AGE :

- l'un pour aborder la question de la « *cession des actions de la SASP HTV Basket par l'Association à M. David KAHN* » ;
- l'autre pour se prononcer sur les « *transferts de droits sportifs et administratifs au bénéfice de l'Association pour la promotion du basket à Paris (APB Paris) en coopération avec l'Association Paris Basket Avenir* ».

3.3.5.1 Quorum

Il est manifeste que l'objet de cette AGE touchait à une composante fondamentale de l'association. La cession des actions et des droits sportifs figurant à l'ordre du jour de cette AGE de l'association conduisait sans équivoque à une modification significative de sa structure puisqu'elle signifiait la fin de l'activité professionnelle du club pour laquelle l'association était détentrice des droits sportifs. Cet objet imposait donc le respect des règles spécifiques de quorum prévues par l'article 14 des statuts, à savoir la présence (ou la représentation) requise de la moitié des membres actifs de plus de 16 ans du HTVB.

Or, à l'appui du procès-verbal dressé à cette occasion, il est explicitement mentionné que « *sur 172 licenciés de plus de 16 ans, 75 licenciés étaient présents ou représentés* », soit moins de la moitié (précisément 43 %). Le quorum qui s'appliquait ce jour-là n'a donc pas été respecté. Les décisions prises dans ce contexte apparaissent d'ores et déjà invalides.

3.3.5.2 Modalités de convocation

Contrairement aux règles statutaires de convocation d'une AGE, le procès-verbal de cette AGE précise que son ordre du jour a été défini lors d'une réunion du comité de direction qui s'est tenue le jour même, soit le 11 juin 2018, juste avant l'AG. Il convient de préciser qu'il n'y a eu aucune autre réunion du comité de direction recensée en 2018 (ni avant, ni après l'AGE). La dernière réunion du comité de direction remontait au 20 décembre 2017.

Dans ces circonstances, il est impossible que les membres de l'AGE aient pu valablement recevoir une convocation fixant l'ordre du jour de l'AGE et respectant le délai minimal de 15 jours. Cet ordre du jour a été fixé par le comité de direction juste avant la réunion de l'AG, ordre du jour dont les membres du comité de direction – autres que M. Legname - ont également découvert le contenu en séance. Les participants à l'AGE ne pouvaient donc pas prendre de décisions éclairées et objectives sur les questions qui leur étaient soumises puisqu'ils les découvraient et ne disposaient pas *a fortiori* des documents nécessaires pour prendre position sur un sujet aussi important et complexe.

Les propos recueillis auprès de Me Le Cerf confirment que les membres de l'association n'ont effectivement pas pu bénéficier des informations nécessaires pour décider en connaissance de cause des points mis à l'ordre du jour. Ce dernier a ainsi indiqué à la chambre qu' : « [...] *Il convient d'avoir à l'esprit que les membres de l'Association ce sont environ 400 licenciés sportifs, essentiellement des enfants et des adolescents, dont seuls ceux qui ont plus de 16 ans votent (ils étaient 172 à pouvoir voter). Dans ce type d'opération il est impossible d'organiser une AGE préalable aux négociations (c'est-à-dire préalable à la signature d'un protocole sous conditions suspensive) en demandant à tous les licenciés qui sont conviés à l'AGE et prennent donc connaissance de l'ordre du jour (ainsi que leurs parents pour les mineurs de moins de 16 ans) dont les 172 personnes votantes de plus de 16 ans, de garder la confidentialité sur ledit ordre du jour et sur les résolutions concernant une opération aussi complexe, puisque les pourparlers sur l'éventualité de la cession des actions de la SASP à Monsieur Kahn étaient nécessairement confidentielles. La confidentialité est une exigence de tout candidat cessionnaire* ». Cette vision des choses confirme que l'AGE a été conçue comme une séance destinée à demander à ses membres de valider un projet conçu jusque-là pour être confidentiel et que les participants ont découvert en séance.

Enfin, pour ce qui concerne les élus locaux, ils ont été clairement tenus à l'écart de cette AGE alors que, jusque-là, ils avaient toujours été invités et présents à chacune des AG.

3.3.5.3 Une présentation de la situation et des motifs mis en avant pour justifier la cession et visant à orienter la prise de décision vers un choix unique

Alors qu'il n'exerçait statutairement aucune fonction officielle dans l'association, c'est M. Legname qui a présenté lors de l'AGE l'opération envisagée en expliquant que la « *situation financière de la SASP HTV Basket dont il expose en séance le détail impose urgemment la recherche d'un repreneur et qu'à ce jour le seul projet de reprise est celui de Monsieur David KAHN souhaitant racheter l'intégralité des actions de la SASP ainsi que les droits sportifs et administratifs de l'équipe professionnelle afin de l'implanter en région parisienne* ».

Au vu du PV de cette AGE et des interventions de M. Legname et du CAC, le raisonnement mis en avant pour convaincre les membres de l'AGE de l'association de valider cette double cession (actions + droits sportifs) a été le suivant :

- 1) la SASP rencontre de graves difficultés qui risquent de contaminer gravement l'association. Ce risque de contamination de l'association n'est pas exprimé explicitement mais il est sous-jacent puisqu'il s'agit d'une AG de l'association et qu'il faut qu'elle ait un intérêt propre à cette opération de cession, qui ne peut être que celui-là ;
- 2) seul le projet de reprise de M. Kahn est de nature à fournir une solution à ces problèmes. Aucune autre option n'a été n'a été débattue à l'AGE.

Sur le premier aspect de l'argumentaire, force est de constater qu'aucun chiffre ne figure dans le PV, que ce soit au titre des propos tenus par M. Legname ou de ceux tenus par le CAC, pour démontrer que face aux graves difficultés financières de la SASP, il existait un risque financier fort pour l'association. Les motifs et risques qui conduiraient l'association à être « contaminée » par une liquidation de la société n'ont fait l'objet d'aucune explication ni démonstration.

M. Giannini, président de la SASP au moment de la cession, a indiqué que pour mettre un terme aux difficultés financières de la société sportive évoquées dans le protocole et éviter une rétrogradation, il était dans l'intérêt de la société sportive de procéder à sa cession. Il fait référence à l'article 308 des règlements généraux de la fédération et à la convention de gestion liant les deux structures. Sur cette base, il prétend que tout défaut au plan de continuation de l'activité de la part de la société impliquait nécessairement pour l'association la reprise du passif.

Il omet de citer le dernier alinéa de l'article 308²⁵ selon lequel il existe une alternative. Selon cette alternative, l'association pouvait décider de ne pas reprendre le passif de la société et choisir de mettre un terme à l'activité de l'équipe première en championnat professionnel. Certes, la rétrogradation de l'équipe première aurait été inéluctable, mais les finances de l'association n'auraient pas été affectées au-delà de la dette qu'elle devait régler à la société sportive.

Le CAC a affirmé de son côté que *« la défaillance de la société aurait entraîné la résolution du plan de continuation et l'extension de la procédure collective à l'association pour non-paiement de sa dette vis-à-vis de la société »*. L'association était effectivement redevable d'une dette envers la société, dont le montant et l'origine ont été présentés en partie 2.1.2, et dont elle assumait le remboursement depuis plusieurs années. Elle était fixée au 30 juin 2018 dans les comptes de l'association à 241 610 €. Les conditions de remboursement de cette dette pouvaient toutefois être discutées avec le tribunal de commerce et les créanciers de la SASP, comme cela était le cas depuis 2013 et la mise en place du plan de continuation de l'activité.

Au-delà des arguments fournis par M. Giannini et par le CAC, la chambre souligne que le risque de contagion n'allait pas de soi, au regard notamment des dispositions de la convention qui instituaient une étanchéité financière entre les deux structures. En effet, celle-ci prévoyait explicitement que *« l'association ne saurait être tenue pour responsable ou solidaire au-delà de sa participation au capital de la société, des dettes contractées par la société à l'occasion de l'activité qui lui est transférée »*. Dès lors que l'association acceptait de ne pas reprendre les droits sportifs qu'elle avait délégués à la société sportive et qu'elle réglait sa dette à la société, une interprétation des termes de la convention aurait pu conduire à estimer qu'elle n'était débitrice d'aucun autre montant du fait des activités de la société sportive. Compte tenu des interprétations possibles et divergentes de la réalité du risque de contamination, il aurait été de bonne gestion que ce risque soit *a minima* expliqué, voire démontré, avant de poursuivre le raisonnement conduisant à la cession.

Sur le second aspect de l'argumentaire servi à l'AGE pour obtenir son accord, rien n'a été davantage dit ce jour-là pour démontrer que le projet de reprise de M. Kahn était la seule solution possible pour résoudre les difficultés évoquées. Cet argument supposait d'une part, de pouvoir faire état de démarches engagées pour trouver d'autres repreneurs que M. Kahn et, d'autre part, de donner des précisions sur le contenu de l'offre de rachat de M. Kahn et sa capacité à résoudre les difficultés alléguées.

²⁵ Article 308 des règlements généraux de la FFBB : *« Lors de la cessation de la convention liant une association support à une société sportive ou à une autre association constituée conformément aux dispositions de l'article 307 des Règlements Généraux, la reprise de la gestion des droits sportifs confiés à la société ou association membre par l'association support implique obligatoirement et automatiquement la reprise à son compte des contrats en cours d'exécution et du passif de cette structure à la date de la cessation. A défaut, les droits sportifs sont déchus »*.

Or, sur le premier point, il est clair que cette opération résulte d'un contact bilatéral en vue d'un rachat entre M. Kahn, Me Le Cerf et certains dirigeants du HTVB. Dans ces conditions, rien ne permettait d'affirmer que la proposition de M. Kahn était le seul projet de reprise, dans la mesure où aucun autre n'avait réellement été recherché.

Sur le second point, il aurait été à tout le moins nécessaire de donner aux membres de l'AGE quelques informations sur le prix payé par M. Kahn et l'argent qu'il envisageait d'injecter dans le projet, avant de pouvoir affirmer que son offre était de nature à résoudre les problèmes de la société et, par voie de conséquence, celles alléguées de l'association cédante. D'ailleurs, les termes mêmes du PV montrent que les membres de l'AGE n'ont pas été invités à valider le protocole de cession signé avec M. David Kahn, mais seulement à se prononcer *« au regard des motifs exposés (...) pour ou contre la cession pas l'Association de l'intégralité des actions qu'elle détient au sein de la SASP HTV Basket au bénéfice de Monsieur David KAHN »*.

Au final, l'AGE a été orientée vers l'adoption d'un choix unique de ses adhérents. Les membres de l'AGE ont été mis devant le fait accompli afin de valider, dans la précipitation, deux cessions hautement stratégiques pour l'association, mais sans la moindre précision sur le prix, et sur la base d'arguments que l'AG découvrait et dont aucun n'était démontré. La chambre estime que l'ensemble des difficultés qui viennent d'être évoquées au sujet du déroulement et du contenu de l'AGE pourrait conduire à estimer que le consentement de l'AG a été vicié.

3.3.6 La validation de la cession des droits sportifs par la FFBB

La fédération française de basketball fait partie des 115 fédérations sportives reconnues par l'État et bénéficiant des prérogatives d'organisation de la pratique sportive. Elle constitue l'une des 36 fédérations olympiques agréées en France. Son règlement général précise dès l'article 1^{er} qu'elle a été reconnue d'utilité publique par décret du 1^{er} octobre 1971, ainsi que cela figurerait dans le Journal Officiel du 8 octobre 1971.

L'article 305 du règlement général de la Fédération Française de Basketball qui traite de la cession des droits sportifs dispose qu'*« aucune association ou société sportive ne peut, à titre onéreux ou gratuit, directement ou indirectement, céder à une autre entité, partiellement ou totalement, ses droits sportifs et/ou administratifs, sauf dans le cas de dispositions réglementaires spécifiques. Le Bureau Fédéral, pour les compétitions nationales, ou la Commission Fédérale Juridique – Section Règlements, pour les autres compétitions, pourra autoriser une cession de droit(s) sportif(s) et/ou administratif(s), s'ils estiment que les circonstances justifient une telle mesure. Ces organismes possèdent tout pouvoir d'appréciation »*. Il prévoit donc explicitement que la cession des droits sportifs n'est pas permise, sauf circonstances exceptionnelles que seule la FFBB est en mesure d'apprécier.

La chambre a recherché, dans chacune des dispositions législatives ou réglementaires du code du sport qui traitent de l'organisation des activités physiques et sportives (livre 1^{er}), et en particulier de l'organisation entre associations et sociétés sportives (titre II), un article qui pourrait servir de référence à l'article 305 du règlement général de la FFBB. Aucun ne semble de nature à encadrer précisément ce dispositif de vente des droits sportifs d'une association à une autre, notamment lorsque l'accès à un niveau de championnat professionnel est en jeu. La FFBB a confirmé que l'article 305 précité est une disposition réglementaire fédérale relative

aux conditions juridiques et administratives de participation aux compétitions de la fédération, et que le code du sport n'avait pas vocation à légiférer sur l'ensemble de l'organisation des compétitions déléguées. A cet égard, l'article 305 du règlement général de la FFBB est dont l'unique texte de référence qui encadre la cession des droits sportifs.

Etant attachée au système pyramidal des compétitions sportives et protégeant le mérite sportif, la Fédération a également précisé qu'elle était opposée à ce que les droits sportifs d'une association puissent être cédés à une autre entité par « *un dispositif de vente* ».

Dans le cas d'espèce, l'approbation de la cession des droits sportifs a été soumise à l'aval du bureau fédéral de la FFBB, dont faisait partie M. Philippe Legname²⁶ au moment de l'opération, en qualité de vice-président. Le 4 juillet 2018, le bureau fédéral a approuvé « *au nom de l'intérêt supérieur du basket français* » cette cession dans les termes convenus entre les parties conformément au protocole sus-mentionné. Dans le PV du bureau fédéral du même jour, il est précisé que M. Legname n'a participé ni au débat ni au vote relatif à cette résolution.

La FFBB revendique avoir joué un rôle dans la mise en relation entre le HTVB et M. David Kahn, qui avait auparavant formulé aux instances fédérales son souhait d'investir dans le basket français en vue de l'organisation des jeux olympiques 2024. La FFBB indique que c'est à partir des pièces fournies par les avocats **représentant les parties**, en particulier à partir des documents financiers remis à la DNCCG²⁷ **ainsi que des jugements rendus par le tribunal de commerce de Toulon relatifs à la procédure de redressement judiciaire de la SASP HTVB**, qu'elle a donné son accord pour une cession des droits sportifs.

La FFBB a eu pour interlocuteurs dans ce dossier M. Legname, directeur de la SASP HTVB, architecte de l'opération, et Me Xavier Le Cerf, avocat représentant à la fois, la SASP, l'association et M. Giannini. La FFBB indique également avoir échangé avec Mme Laffanour, présidente de l'association, sans donner de précision sur la date de cet échange ni sur son contenu. Elle indique également que les dirigeants de l'association HTVB ne se sont pas opposés au projet de cession. Il ressort néanmoins du présent rapport que les instances dirigeantes de l'association n'ont abordé ce sujet qu'à l'occasion de l'AGE du 11 juin 2018, dont la tenue fait l'objet de critiques dans la partie précédente.

La chambre n'a pas été en mesure de déterminer si la FFBB avait mené à bien un travail avec les partenaires locaux du club pour identifier s'il existait des solutions alternatives de sortie de crise pour le club, susceptibles de préserver l'ancrage local du HTVB.

Sur ce point, la FFBB a tenu à rappeler que, par convention de délégation, la Ligue Nationale de Basket (LNB) est responsable de l'organisation des compétitions professionnelles de 1^e et de 2^e division masculine. En l'occurrence, la LNB était chargée de s'assurer notamment du contrôle et de l'évaluation des projets d'achat, de cession et de changement d'actionnaires des sociétés sportives (art L.132-2). A cet égard, le conseil supérieur de gestion de la LNB « *régulièrement échangé avec la SASP [HTVB]* » et ses représentants entre avril et juillet 2018. La FFBB fait aussi valoir que conformément à l'article R. 122-8 du code du sport, l'association ayant délégué ses droits sportifs à la société sportive, elle n'était pas tenue d'être consultée.

²⁶ M. Legname a par ailleurs eu plusieurs mandats au sein de la FFBB. Il en a été membre du bureau fédéral, vice-président de la FFBB en charge du Haute Niveau, président de la ligue féminine, membre du comité directeur fédéral (depuis 1998), vice-président du Comité du Var.

²⁷ Organe de contrôle de gestion des clubs de la Ligue Nationale de Basket.

La FFBB a par ailleurs estimé que la décision du tribunal de commerce de Toulon du 26 juin 2018 avait été prise après que les services du greffe aient au préalable « *interrogé l'ensemble des créanciers sur les modifications du plan de continuation* » de la société HTVB. Ce faisant, la FFBB ne précise pas quels sont les créanciers visés par la décision du tribunal du commerce.

3.3.7 Une cession dont le prix n'a toujours pas été réglé à l'association.

La chambre a examiné les conditions dans lesquelles se sont réalisés les paiements découlant de la cession des titres de la SASP et des droits administratifs et sportifs. Concernant la valeur des titres de la société, l'avocat en charge de la transaction, Maître Xavier Le Cerf, a indiqué que M. Giannini « *a imposé une valeur minimale à ses actions, soit 15 000 €²⁸* ». L'avocat a ajouté que « *l'association n'a pas souhaité fixer de valeur* ». En tout état de cause, déduction faite du montant versé à M. Giannini, l'association ne pouvait donc pas prétendre aux termes de ce protocole à plus de 23 625 €. Pour rappel, la valeur du capital de la SASP détenu par l'association s'élevait à 34 050 € (soit 4 540 actions à 7,50 € l'unité). La perte comptable nette dans cette transaction s'élève à 10 425 € pour l'association.

La chambre a également constaté que le versement correspondant au prix des titres dû à l'association HTVB n'est pas intervenu à ce jour, en dépit de plusieurs relances. Interrogé sur l'absence de versement du montant de la transaction à l'association, l'avocat en charge de la représenter lors de la transaction, Me Le Cerf s'est contenté d'indiquer que « *la somme de 23 625 € revenant à l'Association HTVB pour l'ensemble de ses actions cédées n'a toujours pas été versée. Il existe une revendication du cessionnaire à l'encontre de l'Association qu'il ne m'appartient pas de commenter* ».

Sur ce point, la société Paris Basketball a mis en avant l'article 2.1.1 du protocole de cession disposant qu'« *en cas d'inexactitude ou d'omission dans les déclarations, le montant du préjudice qui serait subi par le cessionnaire du fait de cette inexactitude ou omission sera indemnisé au moyen d'un paiement effectué par les cédants par compensation avec le prix* ». Enumérant un certain nombre de manquements de paiement de la part de la société HTVB à ses créanciers qu'elle chiffre à 44 219,12 € et rappelant n'avoir pas perçu le dernier versement de la subvention du département du Var au titre de la saison 2017/2018 s'élevant à 35 500 €, la société Paris Basketball estime que « *le prix de 38 625 € dû par Monsieur David KAHN a été compensé par l'ensemble du préjudice qu'il a payé lui-même aux créanciers. Il ressort de cette compensation que les cédants restent débiteurs de la somme de 5 594,12 €* ». Ainsi, la SASP Paris Basketball a fait intégralement supporter à l'association les manquements de la société HTVB dans la mise en œuvre du protocole de cession. Elle s'est partiellement indemnisée en s'abstenant de verser à l'association le montant de la cession qui lui était dû.

Eu égard au défaut de versement du montant de la transaction, le dossier n'est donc toujours pas clos.

²⁸ M. Giannini était propriétaire de 5 250 actions de la SASP d'une valeur nominale de 7,50 € chacune. La valeur nominale de son portefeuille s'élevait donc à 39 375 €. Il ressort cependant de l'instruction que M. Giannini avait acheté 513 actions de la SAOS le 20 janvier 2016 auprès de M. Palacios au prix de 13 000 €. En cédant le 2 juillet 2018 5 250 actions à M. Kahn au prix de 15 000 €, il a malgré tout « *retrouvé sa mise* », eu égard au prix payé pour les acquérir (soit 5 130 actions à un prix forfaitaire de 13 000 € + 120 actions à 7,50 € l'unité (900 €) = 13 900 €). Le versement a été effectué le 23 mai 2019.

ANNEXES

Annexe n° 1. Liste des personnes rencontrées ou ayant pu contredire les propos de la chambre	78
Annexe n° 2. Extraits des courriers adressés à la chambre par les ordonnateurs de la ville de Toulon, de TPM, du CD83 et de la ville d'Hyères	79
Annexe n° 3. Comptes de résultats de la SAOS HTV 2014/2015 à 2016/2017	80
Annexe n° 4. Règles relatives à l'agrément d'un centre de formation délivré par le ministère des sports	81
Annexe n° 5. Référentiel d'autoévaluation du Label « Club Citoyen » décerné par la FFBB en partenariat avec la MAIF	82
Annexe n° 6. Extrait du rapport général annuel du commissaire aux comptes de l'association sur les comptes 2011/2012.....	86
Annexe n° 7. Versions des comptes analytiques du centre de formation produits au conseil départemental du Var, à la région PACA et à la DNCCG de la Ligue Nationale de basket	87

Annexe n° 1. Liste des personnes rencontrées ou ayant pu contredire les propos de la chambre

Dirigeants actuels et anciens de l'association HTVB :

- M. Gérard GRASSER, président depuis janvier 2019,
- M^{me} Marie-Hélène LAFFANOUR, ancienne présidente de juin 2017 à janvier 2019,
- M. Sylvain LEONIS, ancien président de 2005 à juin 2017,
- M. Francis BEAUX, ancien vice-président et ancien trésorier de l'association,

Salariés de l'association :

- M. William DUMAS, manager général depuis juin 2019,
- M. Anthony LASSON, responsable administratif depuis octobre 2018,
- M. Hamza KLAI, responsable section sportive Hyères depuis septembre 2015,

Élus locaux :

- M. Marc GIRAUD, président du conseil départemental du Var,
- M. Hubert FALCO, président de la métropole TPM,
- M. Jean-Pierre GIRAN, maire de Hyères,

Responsables de services administratifs des collectivités locales partenaires :

- M. Jacques VERGNES, directeur de la jeunesse, des sports et de la citoyenneté à la région Sud PACA, (par visioconférence)
- M. Pierre COLONNA D'ISTRIA, inspecteur général à l'inspection générale audits et évaluation de la région Sud PACA, (par visioconférence)
- M^{me} Virginie HALDRIC, directrice générale des services du département du Var,
- M^{me} Valérie PAECHT, directrice générale des services de la métropole TPM,
- M. Claude WEISSE, directeur général adjoint en charge des ressources, métropole TPM,
- M^{me} Myriam BIVILLE, directrice générale des services de la ville de Hyères,

Responsables de la fédération française de basketball (FFBB) :

- M. Jean-Pierre SIUTAT, président,
- M. Jean-Pierre HUNCKLER, 1^{er} vice-président et trésorier général,
- M^{me} Stéphanie PIOGER, 2^{ème} vice-président en charge des affaires juridiques et institutionnelles,
- M. Alain CONTENSOUX, directeur technique national et directeur général,
- M^{me} Amélie MOINE, directrice du pôle affaires juridiques et institutionnelles,

Personnalités qualifiées :

- M. Thierry AIMAR, expert-comptable de l'association, cabinet FIDUCIAL.
- Jean-Claude BARRIER, commissaire aux comptes (par téléphone)

Personnes physiques et morales ayant reçu des extraits du rapport d'observations provisoires :

- M. Philippe Legname
- M. Christian Giannini
- SASP Paris BasketBall
- Fédération Française de Basket Ball
- Collectivités locales partenaires du club
- Dirigeants actuels et passés de l'association
- Commissaire aux comptes.

Annexe n° 2. Extraits des courriers adressés à la chambre par les ordonnateurs de la ville de Toulon, de TPM, du CD83 et de la ville de Hyères

Extrait du courrier transmis en juin 2018 par les élus locaux à la chambre

Nous avons appris cette décision par la presse car ni le Maire d'Hyères, ni le Président de la Métropole TPM, ni le Président du Conseil Départemental, ni le Maire de Toulon, qui président pourtant les collectivités locales qui apportent 80 % du budget aux deux structures pour un montant de 1 853 799 euros (Saison 2016/2017 aides publiques), auxquelles s'ajoutent les différentes aides en nature chiffrées à près d'1 million d'euros (mise à disposition du Palais des Sports de Toulon, de l'Espace 3000 et des Rougières à Hyères...) n'ont été informés ni conviés à cette assemblée générale.

Extrait du courrier transmis le 15 juillet 2018 par les élus locaux à la chambre

Depuis cette date, le Maire de Hyères, Jean-Pierre GIRAN a reçu, à sa demande, la présidente de l'association HTVB, accompagnée des deux membres les plus actifs de l'association. Il a ainsi obtenu plusieurs informations qu'il a tenu à consigner dans un compte rendu que les trois personnes susvisées ont spontanément accepté de cosigner. Parmi les informations recueillies, plusieurs nous paraissent démontrer la confusion des genres entre l'association et la SASP, voire un éventuel détournement de fonds publics. Ainsi nous avons appris que :

- l'association a porté depuis des années jusqu'à un montant de 750 000 € de charges incombant à la SASP sans que les membres de l'association soient en mesure de définir l'objet de la créance.
- le club a détenu, jusqu'à la dissolution de la SASP qui est imminente, près de 40 % de parts pour, nous a-t-on dit « se porter garant de la politique de la SASP » (SIC).
- M. LEGNAME, salarié de la SASP dirigeait, en fait, l'association sans être membre de son Conseil d'Administration.

Extrait du compte-rendu de réunion du 22 juin 2018 entre le maire d'Hyères et les dirigeants de l'association HTVB

5/ Depuis quand l'association est-elle informée de l'éventualité de la reprise par M. KAHN ?

Depuis décembre 2017.

Monsieur Le Maire s'insurge de l'absence totale d'information des collectivités locales et cherche à savoir les raisons qui ont conduit l'association à ne pas les inviter à l'Assemblée Générale extraordinaire.

M. LEDENTEC indique que c'est de sa responsabilité et que cela ne lui est pas venu à l'idée.

Annexe n° 3. Comptes de résultats de la SAOS HTV 2014/2015 à 2016/2017

Comptes de résultats de la SAOS HTVB sur 3 saisons (2014-2015 à 2016-2017)

	2014-2015 (Pro B)	% du total	2015-2016 (Pro B)	% du total	2016-2017 (Pro A)	% du total
Produits	1 192 622 €	100%	1 563 130 €	100%	2 211 975 €	100%
Vente de marchandises	42 249 €	4%	10 318 €	1%	48 071 €	2%
Dont buvette	NC		29 772 €	2%	44 536 €	2%
Dont boutique	NC		7 223 €	0%	3 535 €	0%
Dont Production vendue	430 669 €	36%	588 766 €	38%	651 248 €	29%
Dont production vendue à TPM, Hyères et Toulon	NC		80 755 €	5%	81 866 €	4%
Dont billetterie	NC		121 476 €	8%	124 269 €	6%
Dont recettes LNB	NC		2 500 €	0%	28 083 €	1%
Dont droits TV	NC		77 500 €	5%	107 000 €	5%
Dont sponsors et dons privés	NC		191 062 €	12%	306 534 €	14%
Dont Autres produits	34 040 €	3%	38 382 €	2%	206 742 €	9%
Dont Subventions d'exploitation	685 664 €	57%	925 664 €	59%	1 305 914 €	59%
Charges	1 249 206 €	100%	1 289 235 €	100%	2 108 975 €	100%
Achats de marchandises (60)	20 092 €	2%	15 563 €	1%	48 237 €	2%
Autres achats et charges externes (61 et 62)	428 221 €	34%	442 155 €	34%	645 947 €	31%
Impôts et taxes	83 109 €	7%	77 923 €	6%	132 304 €	6%
Charges de personnel	713 260 €	57%	748 706 €	58%	1 233 677 €	58%
Dont salaires bruts			495 529 €		802 506 €	
Autres charges courantes	634 €	0%	1 018 €	0%	48 426 €	2%
Dotations amortissements et provisions	3 890 €	0%	3 870 €	0%	384 €	0%
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 56 584 €		273 895 €	21%	103 000 €	5%
Résultat financier	- 995 €		- 801 €		- 5 799 €	
Résultat exceptionnel	- 6 071 €		- 9 643 €		- 15 499 €	
Résultat courant avant impôt	- 63 650 €		263 451 €		81 702 €	
Impôts sur les sociétés					81 167 €	
Résultat Net	- 63 650 €		277 765 €		535 €	

Quelques éléments clés :

- Le volume de subventions d'exploitation accordées par les collectivités locales représentait chaque année entre 57 % et 59 % des produits totaux de la société, auquel s'ajoutaient des prestations vendues à ces mêmes collectivités qui représentaient 4 à 5 % du total des produits.
- Les autres recettes, dont on pourrait considérer qu'elles dépendent directement du niveau dans lequel évolue l'équipe masculine (billetterie, recettes, boutique, droits TV, redevances LNB, sponsors privés) représentaient environ 35 à 38 % des produits de la société. Cela représentait en l'occurrence 426 K€ en 2014/2015, 583 K€ en 2015/2016 et 824 K€ en 2016/2017.
- En contrepartie, la masse salariale de la société représentait entre 57 % et 59 % des charges d'exploitation de la société. Cela représentait notamment 713 K€ en 2014/2015, 749 K€ en 2015/2016 et 1 234 K€ en 2016/2017.

Annexe n° 4. Règles relatives à l'agrément d'un centre de formation délivré par le ministère des sports

L'agrément des centres de formation est délivré pour une période de quatre années, sur proposition de la fédération délégataire concernée, lorsqu'il est satisfait aux critères définis dans un cahier des charges qui comporte 10 critères obligatoires énoncés par l'article D. 211-85 du code du sport et qui consistent en :

- le niveau des compétitions auxquelles doit participer l'équipe professionnelle ;
- l'âge minimal et maximal des sportifs ;
- l'effectif minimal et maximal des sportifs susceptibles d'être accueillis ;
- la nature de l'enseignement scolaire, général ou professionnel ou de la formation universitaire ainsi que les aménagements et les aides prévus ;
- l'existence de conventions liant le centre de formation aux établissements scolaires, d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle ;
- les installations et équipements sportifs mis à disposition des sportifs en formation ;
- la nature et les modalités de suivi médical mises en place ;
- la durée hebdomadaire d'entraînement ou de compétitions ainsi que les périodes de récupération et de repos nécessaires à la protection de leur santé ;
- les conditions d'hébergement, de restauration et de travail ;
- les informations et documents comptables relatifs au centre de formation.

Source : https://www.sports.gouv.fr/IMG/BO/Mars2014/boj_20140002_0000_0025.pdf

La dernière version du cahier des charges des centres de formation des clubs de basket professionnel adoptée par le bureau fédéral du 23 novembre 2007 et approuvée par le ministère de la santé, de la jeunesse et des sports (24 janvier 2011 : Jo du 03/02/2011), et dont les derniers changements ont été approuvés par le ministère chargé des sports au 6 juin 2013, est consultable sur le lien suivant : http://www.ffbb.com/sites/default/files/annexe_7_-_2014-05-12_cahier_des_charges_des_cfcv_masculinsv2.pdf

Annexe n° 5. Référentiel d'autoévaluation du Label « Club Citoyen » décerné par la FFBB en partenariat avec la MAIF



GRILLE D'EVALUATION LABEL FFBB CITOYEN



Nom du Club : HYERES TOULON VAR		N° d'affiliation :
Président(e) du club :		
Nom - Prénom : GRASSER Gérard		Téléphone : 06 81 01 60 95
Adresse e-mail : gerardgrasser@sfr.fr		
Personne en charge du dossier		
Nom - Prénom : LASSON Anthony		Fonction : Directeur Administratif et Financier
Adresse e-mail : anthony.lasson@htv-basket.fr		Téléphone : 06 18 89 90 40
Présentation générale du projet : (non complété par le HTV à l'occasion de sa demande)		

INC = Critères incontournables

OPT = Critères optionnels

OUI
/
NON

COMMENT ? (JOINDRE
JUSTIFICATIFS)

ON Y
PENSE
!
BESOIN
D'AIDE

Ethique et Respect				
INC	Utilisez-vous la campagne "Un supporter ou insupportable"?	OUI	Photos prises avec Kakemonos	
	Existe-t-il une charte interne au sein du club (signature individuelle et affichage) ?	OUI	Le règlement intérieur est remis par mail à chaque inscription et signé par les licenciés ou leurs représentants légaux	
	Avez-vous un dispositif de médiation suite à une incivilité ?	OUI	3 Personnes du conseil d'administration interviennent avec ces personnes sur leurs comportements	
OPT	Utilisez-vous l'outil fédéral suivant : École d'officiels ?	OUI	École d'arbitrage et la formation e-learning	
	Utilisez-vous l'outil fédéral suivant : JAP : je Joue, j'Arbitre, je Participe ?	OUI	Mise en place à compter de la rentrée 2020/2021	
	Utilisez-vous l'outil fédéral suivant : Application FFBB Citoyen ?	OUI	Mise en place récemment	

Avez-vous participé à la soirée d'information organisée avec l'association Colosse aux pieds d'argile ?	NON	Soirée prévue lors de leur prochaine intervention		
Mettez-vous en place des réunions d'information (ou autres) des parents en vue de les sensibiliser sur les "bons comportements" ou favorisant leur intégration ?	OUI	En début de saison et en cours si besoin, les entraîneurs réunissent les parents et licenciés afin de les sensibiliser aux bons comportements dans les tribunes		
Organisez-vous des actions de sensibilisation et mettez-vous en œuvre des actions liées à la diététique adaptée aux sportifs ?	OUI	Une diététicienne suit le centre de formation et intervient auprès des licenciés du club		
Organisez-vous des actions de sensibilisation et mettez-vous en œuvre des actions liées à la lutte contre le dopage et conduites à risques ?	OUI	Intervention faite par les entraîneurs auprès des parents et licenciés en début de saison et en cours de saison si besoin de rappel		

Environnement et Transition Ecologique				
INC	Limitez-vous la production de déchets (gobelets réutilisables, gourdes...) ?	OUI	Les gourdes font parties du pack du licencié. Les ecocup sont en commande pour la saison 2020/2021	
	Pratiquez-vous le covoiturage ou l'utilisation des transports collectifs ?	OUI	À chaque déplacement, les licenciés covoiturent entre eux et un minibus est mis à disposition pour les longs déplacements	
	Mettez-vous en place de collectes sélectives des déchets ?	OUI	Il est mis en place dans le gymnase des poubelles DAOM, cartons/plastiques et bouchons	
OPT	Pour vos goûters/collation/repas..., proposez-vous des produits de saison ou issus de l'agriculture locale, biologique ou équitables ?	OUI	Des jus de fruits bio sont offerts au goûter et les parents font des gâteaux maisons	
	Dématérialisez-vous la partie administrative du club (convocation, transmission d'information ...) ?	OUI	Les informations et convocations sont transmises par mail, SMS ou messagerie privée (Whatsapp, messenger...)	
	Installez-vous des points d'information sur le développement durable (avec le soutien d'une association locale...) ?	OUI	Sittomatt	
	Avez-vous une éco-charte ?	NON	En cours de création	
	Incitez-vous/informez-vous sur les économies d'énergie (lumière, eau, chauffage...) ?	OUI	Il est demandé aux personnes d'éteindre les lumières en sortant, fermer les portes et économiser l'eau des douches	

Intégration et Diversité

INC	Utilisez-vous la campagne "une différence / un différend" ?	OUI	Photos prises avec les Kakemonos		
	Avez-vous mis en place des actions d'information et de sensibilisation avec des partenariats avec des associations locales ?	OUI	Actions tournées vers le handisport, accueil d'enfants handicapés dans les équipes		
OPT	Mettez-vous en place des actions intergénérationnelles ?	OUI	A chaque fin de saison, les entraîneurs organisent des matchs parents/enfants. Une journée des familles en juin est organisée afin de pérenniser ce lien		
	Mettez-vous en place des pratiques sportives adaptées ?	OUI	Intervention d'entraîneurs formés au basket santé		
	Mettez-vous en place des pratiques sportives intégrées ?	OUI	Intervention d'un entraîneur une demi-journée par semaine au sein d'un collège. (Quartiers/ Cyclades)		
	Mettez-vous en place un Centre Génération Basket ?	NON			

Solidarité et Partage

INC	Favorisez-vous la participation des publics en difficultés (tarification sociale, jeunes, adultes, personnes âgées ...) ?	OUI	Tarif famille nombreuse et préférentiel dès la 2ème licence		
	Mettez-vous en place des partenariats avec des associations "solidarité partage" ?	OUI	En cours de mise en place		
OPT	Participez-vous à des actions caritatives ?	OUI	Collecte pour les restos du cœur, Téléthon, Hôpitaux (Pomponiana)		
	Êtes-vous engagé dans des dispositifs de mutualisation (matériel, emploi, achats ...) ?	OUI	Achats pour les CTC		
	Mettez-vous en place une action ouverte à tous pendant les vacances ?	OUI	Stage de perfectionnement durant les vacances d'automne, d'hiver et de printemps		
	Mettez-vous en place des actions de soutien scolaire ?	OUI	Des services civiques. Un professeur des écoles est en charge des licenciés du CNED		

Pratique Féminine et Féminisation

INC	Votre club compte 25 % de joueuses parmi les licenciés (F+M)	OUI	27,36 %		
	Vous ne disposez d'aucune équipe mixte à partir de U11	OUI	Nous avons 2 équipes U11 FEMININES		
	Quelle(s) action(s) spécifique(s) de promotion en faveur du basket féminin menez-vous ?	OUI	Flyer pour la PNF. Découvertes pour les femmes issues des quartiers, journée annuelles des copines .		

OPT	Votre club compte 30 % de dirigeantes élies dans l'instance dirigeante (composition du comité directeur)	OUI	50 %		
	Votre club dispose d'une filière féminine complète (U13, U15, U17 ou U18 ou U20, seniors)	OUI	Notre club dispose d'équipes filles au niveau U13, U15, U18 et SENIORS		
	Votre club compte 30 % de techniciennes (licence TC en 1ère ou 2ème famille)	OUI	32 %		
	Votre club compte 30 % d'officielles (licence OC en 1ère ou 2ème famille)	OUI	60 %		
	Mettez-vous en place une action de valorisation de l'action d'une licenciée ?	OUI	Prix remis en fin de saison pour le Flair Play, l'assiduité, le coaching et l'implication dans le club		
	Présentez-vous une candidature au dispositif fédéral "Femmes sur Tous les Terrains" mis en place par la Fédération ?	NON	Candidature en 2020/2021		
	Avez-vous une action spécifique facilitant l'accès des femmes à la pratique (aménagement d'horaires, garderies, créneaux dédiés à une pratique adaptée ...) ?	NON	Aucune demande dans le club		

Incontournables	Ethique et Respect	3
	Environnement et Transition Ecologique	3
	Intégration et Diversité	2
	Solidarité et Partage	2
	Pratique Féminine et Féminisation	4
	Total des critères incontournables	14

Optionnels	Éthique et Respect	6
	Environnement et Transition Ecologique	4
	Intégration et Diversité	3
	Solidarité et Partage	4
	Pratique Féminine et Féminisation	4
	Total des critères optionnels	21

**Annexe n° 6. Extrait du rapport général annuel du commissaire aux comptes
de l'association sur les comptes 2011/2012**

Votre association a fait l'objet d'une mise en recouvrement par l'Administration fiscale suite à un redressement d'un montant de 256.659 €. Les règlements faits en 2012 se sont élevés à 70.000 € et ont été comptabilisés en charges exceptionnelles non déductibles. Le solde, soit 186.659 € n'a fait l'objet d'aucune inscription à votre passif.

Un montant de 1 € a été comptabilisé en provision pour prendre en compte ce risque de passif latent. Ce montant nous paraît très insuffisant.

Une somme de 192.319 € figure à l'actif de votre bilan en créance sur le Trésor Public, au titre d'un crédit de TVA.

Aucune justification n'a pu nous être donnée sur le non remboursement de cette créance par l'Administration, malgré son ancienneté.

En raison des faits exposés ci-dessus et de cette incertitude, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Source : rapport CAC 2011/2012.

Annexe n° 7. Versions des comptes analytiques du centre de formation produits au département du Var, à la région PACA et à la DNCCG de la Ligue Nationale de basket

Tableau n° 19 : Budget centre de formation - données remontées CG 83

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Produits	232 090 €	232 090 €	- €	- €	- €	- €
Subventions communes			Non produit	Non produit	Non produit	Non produit
Subvention TPM						
Subventions conseil départemental	145 000 €	145 000 €				
Subventions Région						
Ressources propres	87 090 €	87 090 €				
Dont participation parents centre de formation	- €					
Charges	232 090 €	232 090 €	- €	- €	- €	- €
Hébergement centre de formation	51 172 €	51 172 €	Non produit	Non produit	Non produit	Non produit
Restauration centre de formation	16 898 €	16 898 €				
Encadrement pédagogique	- €	- €				
Encadrement sportif	- €	- €				
Accompagnement médical	- €	- €				
Salaires personnel administratif	- €	- €				
Charges sociales	- €	- €				
Déplacements	19 676 €	19 676 €				
Arbitrage	13 497 €	13 497 €				
Affiliation FFBB / Comité / Ligue	29 327 €	29 327 €				
Honoraires et assurances	20 925 €	20 925 €				
Frais divers	27 581 €	27 581 €				
Equipements sportifs	6 816 €	6 816 €				
Personnel détaché (mairie)	27 750 €	27 750 €				
Remboursement trésor public	18 448 €	18 448 €				
Résultat	- €	- €	- €	- €	- €	- €

Tableau n° 20 : Budget centre de formation - données remontées Région

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Produits	295 765 €	- €	- €	- €	- €	- €
Subventions communes	25 000 €	Non produit	Non produit	Compte analytique du CDF non produit - seul comptes annuels de l'association produits	Compte analytique du CDF non produit seul comptes annuels de l'association produits	Compte analytique du CDF non produit seul comptes annuels de l'association produits
Subvention TPM	35 000 €					
Subventions conseil départemental	50 000 €					
Subventions Région	40 000 €					
Autofinancement / Ressources propres	128 765 €					
Mécénat Privé						
Participation parents centre de formation	17 000 €					
Charges	295 765 €	- €	- €	- €	- €	- €
Achats	7 000 €	Non produit	Non produit	Compte analytique du CDF non produit - seul comptes annuels de l'association produits	Compte analytique du CDF non produit seul comptes annuels de l'association produits	Compte analytique du CDF non produit seul comptes annuels de l'association produits
Services extérieurs	133 570 €					
Dont locations	63 288 €					
Dont entretien et réparations						
Dont Assurances	3 562 €					
Dont Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 500 €					
Dont déplacements & missions	37 124 €					
Dont Frais médicaux	27 096 €					
Dont Autres						
Charges de personnel	155 195 €					
Dont Rémunérations	128 000 €					
Dont charges sociales	25 000 €					
Dont impôts et taxes sur rémunération	2 195 €					
Résultat	- €	- €	- €	- €	- €	- €

Tableau n° 21 : Budget centre de formation - données remontées DNCCG

	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Produits	- €	- €	276 934 €	270 648 €	- €	- €
Subventions communes	Non produit	Non produit		30 000 €	Non produit (pas demandé par DNCCG)	Non produit (pas demandé par DNCCG)
Subvention TPM			50 000 €	50 000 €		
Subventions conseil départemental			50 000 €	50 000 €		
Subventions Région						
Ressources propres			165 434 €	129 148 €		
Participation parents centre de formation			11 500 €	11 500 €		
Charges	- €	- €	276 934 €	240 648 €	- €	- €
Hébergement centre de formation	Non produit	Non produit	62 042 €	50 000 €	Non produit	Non produit
Restauration centre de formation			31 724 €	20 000 €		
Encadrement pédagogique			480 €	1 600 €		
Encadrement sportif			44 486 €	44 486 €		
Accompagnement médical			2 563 €	4 000 €		
Salaires personnel administratif			26 769 €	26 769 €		
Charges sociales			18 693 €	18 693 €		
Déplacements			60 720 €	52 000 €		
Compétitions & Arbitrage			17 074 €	13 800 €		
Affiliation FFBB / Comité / Ligue			- €			
Honoraires et assurances			3 578 €	2 800 €		
Frais divers			8 805 €	6 500 €		
Equipements sportifs			- €			
Personnel détaché (mairie)			- €			
Remboursement trésor public			- €			
Résultat	- €	- €	- €	30 000 €	- €	- €

Commentaire : dans les documents remis à la DNCCG pour 2017-2018, erreur de calcul de 30 Ke sur le montant des charges



Les publications de la chambre régionale des comptes
Provence-Alpes-Côte d'Azur
sont disponibles sur le site :

www.ccomptes.fr/fr/crc-provence-alpes-cote-dazur

Chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur
17, traverse de Pomègues
13295 Marseille Cedex 08
pacagrefe@crtc.ccomptes.fr
www.ccomptes.fr/fr/crc-provence-alpes-cote-dazur

